

هنا من الوطن

Le Monde



CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 16348 - 7,50 F

MERCREDI 20 AOÛT 1997

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Bombardements au Liban sud

Le Hezbollah chiite a répliqué mardi 19 août aux bombardements de l'ALS pro-israélienne qui avaient fait six morts lundi à Saïda. p. 3

Sur Mir, un dur baptême du feu

Le nouvel équipage de la station spatiale russe a connu sa première panne lundi 18 août. p. 15

Fin de la grève chez UPS

Le conflit social le plus important de ces dernières années aux États-Unis s'est achevé sur un accord favorable aux chauffeurs du numéro un mondial des messageries rapides. p. 12

Carton jaune pour le PSG

Une « erreur administrative » dans la composition de l'équipe qui a affronté le Steaua de Bucarest pourrait éliminer les Parisiens de la Ligue des champions. p. 17

Deux délices sous fer blanc



Les « madeïnes de Proust » de Jean-Pierre Quélain : il se souvient du comédien et du crabe en boîte. p. 16

La folie Oasis

Avec le quintet pop emmené par le duo des frères Gallagher, la Grande-Bretagne s'est trouvée un nouveau « plus grand groupe de rock'n'roll du monde ». p. 18

Un plan contre les crues de la Loire

Un complet renversement de stratégie est en train de s'opérer sur les méthodes de prévention des débordements du fleuve. p. 8

L'avenir du gaullisme

Dans un point de vue, Patrick Devedjian, député des Hauts-de-Seine, plaide pour un fonctionnement plus démocratique de son parti, le RPR. p. 11

Bangui sans la France

La capitale du Centrafrique s'inquiète des conséquences du départ des soldats français. p. 2

Abonnement : 3 DM; Australie-Océanie, 9 FF; Autriche, 25 ATS; Belgique, 45 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Côte d'Ivoire, 250 F CFA; Danemark, 14 DKK; Espagne, 220 PTA; Grèce, 1600 Dr; Irlande, 140 P; Italie, 2200 L; Luxembourg, 46 FL; Maroc, 10 DH; Norvège, 14 NOK; Pays-Bas, 3 FL; Portugal, 250 PTE; Royaume-Uni, 87 p; Suède, 100 F CFA; Suisse, 15 SFR; Taiwan, 230 NT; Turquie, 12 DM; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,00 \$.

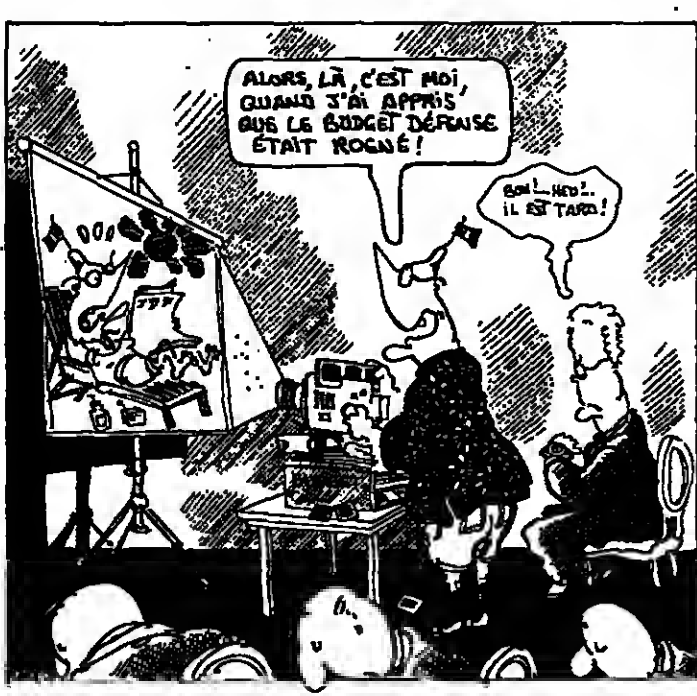
M 0147 - 820 - 7,50 F

La rentrée politique du gouvernement

● Emploi des jeunes, service national et mesures fiscales à l'ordre du jour du conseil des ministres du 20 août ● Selon Matignon, le projet de budget respecte les choix stratégiques de la loi de programmation militaire ● Face à la pollution urbaine, M^{me} Voynet est accusée d'inaction

LE CONSEIL DES MINISTRES du mercredi 20 août doit examiner trois projets de lois importants pour la mise en œuvre du programme de Lionel Jospin. Martine Aubry présentera son texte sur la création d'emplois pour les jeunes dans les secteurs public et parapublic, qui sera soumis à l'Assemblée nationale dès la mi-septembre. Elle a obtenu, lors des arbitrages budgétaires, 10 milliards de francs permettant de créer environ 150 000 postes en 1998.

Alain Richard soumettra sa réforme du service national permettant la professionnalisation des armées mais supprimant le rendez-vous citoyen. Le président de la République pourrait en profiter pour rappeler qu'il s'était porté « personnellement garant » du respect de la loi de programmation militaire, votée en 1996, alors que le projet de budget prévoyait une diminution des crédits d'équipement de la défense. Toutefois, à Matignon, on explique que les choix



stratégiques de la loi de programmation ont été respectés.

Dominique Strauss-Kahn présentera un texte prévoyant, outre une réforme du statut fiscal d'EDF, une augmentation de l'impôt sur les grosses sociétés et des suppressions de crédits afin de réduire le déficit budgétaire. Alain Bocquet, président du groupe communiste de l'Assemblée, a écrit à Lionel Jospin pour lui faire part de ses « préoccupations » à propos des orientations de la prochaine loi de finances.

La ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, Dominique Voynet, est soumise à des critiques alors que la pollution de l'air en ville se poursuit. Elle a estimé, mardi 19 août sur RTL, que la situation exigeait des « solutions à long terme ».

Lire page 20, page 7 et notre éditorial page 11, ainsi que notre enquête sur les cabinets ministériels page 5



RETOUR SUR IMAGES

Washington selon Arafat

« C'EST MOI qui le premier ai tendu ma main vers Robin. Il a hésité, j'ai gardé la main tendue. Il l'a serrée. » Pour son deuxième « Retour sur images », Annick Cojean a rencontré Yasser Arafat. Il lui raconte sa poignée de main avec son ancien ennemi, Itzhak Rabin, le 13 septembre 1993, sur la pelouse de la Maison Blanche, à la plus grande joie de Bill Clinton. Une image de la paix.

Lire page 10

En Louisiane, la dernière invention pour resserrer les liens sacrés du mariage

NEW YORK de notre correspondant

Depuis le 15 août, il y a deux façons de se marier en Louisiane : le mariage « complet » et le mariage « sous condition ». Aux termes de la loi qui vient d'être votée, les couples peuvent désormais choisir entre deux solutions : soit le contrat de mariage classique, avec possibilité de divorcer par consentement mutuel dès qu'ils le souhaitent ; soit un nouveau type de contrat, par lequel il s'engage à ne divorcer qu'au bout d'une séparation de deux ans minimum, en cas d'abandon du domicile conjugal par l'un des conjoints pendant au moins un an, en cas d'adultère ou de violence physique, ou encore en cas de condamnation d'un des conjoints à une peine de prison.

C'est la dernière tentative en date dans l'effort entrepris par de nombreux États américains pour renforcer l'institution du mariage. Vingt-deux États ont, à ce jour, cherché à rendre le divorce plus difficile, sous une forme ou une autre, mais les associations de défense des libertés individuelles ont mis en échec toutes ces tentatives en déposant des recours devant les tribunaux. Plutôt que

d'interdire ou de contraindre, le législateur de Louisiane - un État dont près de 60 % de la population pratique régulièrement une religion - a préféré donner un choix aux candidats au mariage, de la même façon, comment le sociologue Amitai Etzioni dans les colonnes du New York Times, que les magistrats de la cour suprême ont choisi entre la glace avec matière grasse et le yaourt glacé sans matière grasse.

Cette initiative ne manque pas de soulever de vifs débats aux États-Unis, où, si l'effort de la cellule familiale et l'augmentation du nombre de divorces préoccupent tout le monde, on n'en demeure pas moins fondamentalement hostile à l'intervention de l'État dans la vie privée. Nul ne conteste les chiffres : depuis la généralisation du divorce par consentement mutuel en 1970, initialement adopté en 1969 par un État, la Californie, dont le gouverneur s'appelait à l'époque Ronald Reagan, la proportion des mariages qui se terminent en divorce est passée d'un tiers à près de la moitié aujourd'hui.

Mais, rétorquent les critiques des initiatives anti-divorce, aucun sociologue n'a encore expliqué de manière convaincante

pourquoi le taux de divorce était si élevé, et la tendance à la hausse était déjà perceptible avant l'introduction du divorce par consentement mutuel. Certains reprochent à l'Eglise de Louisiane de s'être défaussée sur l'état d'un problème qui relève davantage de sa compétence mais devant lequel elle était impuissante ; d'autres estiment que la loi de Louisiane, loin d'offrir un véritable choix, fait pression sur les jeunes mariés en présentant désormais le contrat classique comme un mariage au rabais. Pour d'autres, ce sont les pauvres qui seront pénalisés par cette nouvelle législation puisque les riches auront toujours la ressource de déménager dans un autre État, où le divorce est plus facile.

Au cours de l'un de ces débats, un habitant de New York a proposé une solution originale : conserver le contrat de mariage classique, mais le transformer en contrat plus contraignant à la naissance du premier enfant, avec moratoire sur le « divorce facile » jusqu'à la majorité du dernier enfant. Après le contrat de mariage, à quand le contrat de naissance ?

Sylvie Kauffmann

L'ouverture des JM

PRÈS DE 300 000 JEUNES étaient attendus, mardi après-midi 19 août au Champ-de-Mars à Paris, pour l'ouverture des douzièmes Journées mondiales de la jeunesse. Dans son homélie, le cardinal Lustiger devait exalter « la France des saints et des droits de l'homme », la voix « prophétique » de Frédéric Ozanam, chrétien social du XIX^e siècle, que le pape va béatifier vendredi à Notre-Dame, ainsi que Thérèse de Lisieux, que Jean Paul II va promouvoir, dimanche, « docteur » de l'Eglise. Trains spéciaux et cars ont achevé, lundi, 100 000 jeunes pèlerins. L'archevêque de Paris s'est réjoui d'un « rush final » des inscriptions, assurant que « plus de 100 000 jeunes Français » participeraient aux JM.

Lire nos reportages page 6

L'ESC ROUEN organise deux colloques

jeudi 2 octobre 1997 à l'Abbaye Saint-Wandrille

ETHIQUE & MANAGEMENT

L'ESC ROUEN et l'Abbaye Saint-Wandrille organisent une journée de réflexion sur le thème :

« L'entreprise au service de l'homme ou l'homme au service de l'entreprise ? »

jeudi 23 octobre 1997 à l'ESC ROUEN

LES VOIES DE LA RECONNAISSANCE DANS L'ENTREPRISE

Ce premier colloque consacré à la reconnaissance des salariés réunit chercheurs et praticiens pour faire le point sur les expériences, mesurer les enjeux et explorer les facettes de ce thème.

Ecole Supérieure de Commerce de Rouen
Rouen Graduate School of Management
bd André Siegfried - BP 188
76825 Mont-Saint-Aignan Cedex
http://www.esc-rouen.fr
Contact : 02-32-82-74-17



Pékin protecteur du dollar de Hongkong

CENTRE RÉGIONAL du « miracle asiatique », l'ancienne colonie britannique de Hongkong, la place capitaliste par excellence, sera-t-elle épargnée par la tempête monétaire qui souffle depuis le début de l'été sur l'Extrême-Orient ? Sa monnaie, le dollar de Hongkong, pourra-t-elle éviter la « déchéance », la dévaluation, le sort qu'ont connu successivement depuis le début du mois de juillet le bath thaïlandais, le ringgit malais et la roupie indonésienne.

La devise de Hongkong, désormais la seule dans cette partie du monde avec celle de Singapour à conserver un lien fixe et institutionnel avec le dollar, semble en bonne posture pour tenir le choc, si celui-ci n'est pas trop rude. Pékin est d'ailleurs l'une de ses meilleures protections.

La raison principale en tient à une piroquette de l'Histoire : c'est précisément au moment où l'ancienne colonie britannique est repassée sous la juridiction à peine déguisée de la Chine, encore nominale communiste, que s'est déclenché l'orage sur les monnaies des pays d'Asie du Sud-Est.

Ét-il survenu quelque temps plus tôt, le gouvernement colonial britannique aurait probablement

éprouvé des difficultés sérieuses à faire face à la conclusion logique que le marché aurait tirée des déboires de ces pays : celle de la fragilité certaine d'économies qui ont connu un essor peut-être trop brutal pour ne pas engendrer de sérieuses complications secondaires.

Dans le cas précis de Hongkong, l'imminence de la rétrocession à la Chine, le 1^{er} juillet, aurait alors vraisemblablement joué pour déstabiliser la Bourse, déjà en temps ordinaire très fortement soumise aux caprices des parieurs.

Aujourd'hui, la ville-écluse du libéralisme économique à l'occidentale en Asie se trouve protégée d'un ressac immédiat par deux matelas confortables : d'une part, sa propre prospérité, qui lui permet de défendre sa monnaie grâce à un fonds d'intervention local de quelque 73 milliards de dollars américains, d'autre part, celle du commerce extérieur chinois, dont les excédents cumulés en Occident et au Japon ont permis à Pékin d'engranger des réserves en devises estimées à 120 milliards de dollars.

Lire la suite page 11

Francis Deron

Triomphe à Salzbourg



LE SUCCÈS du Festival de Salzbourg ne se dément pas. Cette fois, c'est la soprano américaine Renée Fleming qui a triomphé dans un récital de lieder. Quarante-cinq minutes de bis et de rappels ont salué la performance de la jeune artiste. Voix parfaite, souffle infini, timbre charnel, Renée Fleming est la meilleure nouvelle qui soit arrivée au chant féminin depuis longtemps.

Lire page 18

International	2	Histoires	10
France	5	Entreprises	12
Société	6	Finances/marchés	13
Annuaire classés	7	Aujourd'hui	15
Régions	8	Météorologie-jour	17
Carnet	9	Culture	18
Abonnements	9	Radio-Télévision	19

AFRIQUE La France va fermer cette année sa base militaire de Bouar, puis celles de Bangui, comme l'avait annoncé le ministre de la défense, Alain Richard, lors d'une vi-

sité dans la capitale centrafricaine le 31 juillet. Outre les répercussions économiques, Bangui s'inquiète des conséquences politiques de ce retrait. ● AU COURS des dernières an-

nées, les éléments français d'assistance opérationnelle (EFAO) ont régulièrement participé à des opérations de maintien de la paix dans un pays qui a connu à trois reprises, en

avril, mai et novembre 1996, des mutineries d'unités militaires. ● CRÉÉ dans les années 50, le camp d'entraînement de Bouar, à 450 kilomètres de la capitale, pouvait accueillir jus-

qu'à 2 000 hommes. La ville, déjà sinistrée, redoute avant tout la catastrophe économique que pourrait entraîner le départ de la garnison française.

Le départ de l'armée française marque la fin d'une époque en Centrafrique

Après presque un siècle de présence dans le pays, Paris va progressivement fermer les bases militaires qu'il entretenait dans son ancienne colonie. Bangui s'inquiète des conséquences politiques et des répercussions économiques de ce retrait

BANGUI
de notre envoyé spécial

Deux semaines après l'annonce du départ des troupes françaises de République centrafricaine, Bangui fait comme si de rien n'était, alors qu'une importante délégation de l'état-major est arrivée de Paris le 13 août pour étudier les modalités et le coût de la fermeture des installations de Bouar et de Bangui.

La fermeture des premières est prévue avant la fin de l'année, mais aucun calendrier n'a été fixé pour le camp Beal et la base de M'Poko, à Bangui. Ces deux dernières installations accueillent aujourd'hui 1 400 militaires. A la télévision centrafricaine, un universitaire assure que « ça ne changera rien économiquement ». Le président de la République, Ange-Félix Patassé, s'est contenté de « prendre acte » de la décision française, et l'opposition, embarrassée, garde le silence à ce sujet.

Pourtant, le départ des éléments français d'assistance opérationnelle (EFAO), annoncé à Bangui le 31 juillet par le ministre de la défense, Alain Richard, marquera à brève échéance la fin d'une ère pour la Centrafrique. Plus qu'aucun autre, ce petit pays enclavé entre cinq voisins tous plus puissants ou plus riches que lui a vécu en symbiose avec la France, depuis une indépendance qui n'a souvent été que théorique.

UN CHOC SALUTAIRE

Un responsable français, qui suit de près le dossier, estime qu'il « faut sortir de ce cycle » et que le départ des EFAO pourrait susciter un choc salutaire. Il sera en tout cas très rude. Selon les estimations françaises, la présence des EFAO injecte chaque année dans l'économie centrafricaine 150 millions de francs, soit 2,5 % du produit intérieur brut (PIB). C'est, de fait, la seule aide internationale que reçoit le pays, mis à l'index par le FMI tant la gestion des entreprises publiques et des douanes laisse à désirer.

Mais, ces derniers mois, les



troupes françaises sont surtout apparues comme les garantes du maintien de la paix dans un pays au bord de la guerre civile. Un bon tiers des effectifs de l'armée régulière centrafricaine s'est mutiné à trois reprises, en avril, mai et novembre 1996. Les deux premières mutineries se sont heurtées à l'opposition des EFAO qui ont, entre autres, empêché les rebelles d'ar-

river jusqu'au palais présidentiel. Mais depuis la fin de l'année 1996, le rôle des troupes françaises a évolué vers l'interposition, et l'un des chefs de la dernière mutinerie, le capitaine Anicet Saulot, affirme aujourd'hui que leur présence a empêché « bien des excès de part et d'autre ».

Un avis que ne partage pas le camp présidentiel. M. Patassé

doute des bons sentiments de la France à son égard, et ses partisans accusent régulièrement Paris d'avoir « armé les mutins ». Longtemps ministre sous Bokassa, le président centrafricain vit dans la hantise d'un « complot » français semblable à celui qui renversa l'empereur. Sa méfiance suscite l'irritation de Paris, qui reproche en outre à M. Patassé une gestion fi-

nancière désastreuse (les salaires des fonctionnaires accusent six mois de retard, ceux des militaires, quatre) et une attitude souvent provocatrice à l'égard des mutins.

Le chef de l'Etat centrafricain tente de compenser sa brouille avec Paris par des initiatives diplomatiques en direction des Etats-Unis et, surtout, de la République démocratique du Congo (ex-Zaïre) de Laurent-Désiré Kabila. Et si la République centrafricaine fait les frais du redéploiement militaire français en Afrique, l'homme de la rue - à Bouar ou à Bangui - en rend volontiers responsable le président Patassé.

FLAMBE DE RUMEURS

Or, les échéances électorales approchent. Des élections législatives doivent avoir lieu en 1998 et le scrutin présidentiel l'année suivante. L'ethnisation du conflit entre le pouvoir et les mutins laisse présager le pire, à l'exemple du Congo-Brazzaville.

Pour l'instant, l'ordre règne à Bangui grâce à la force d'interposition, la Misab (Mission interafricaine de surveillance des accords de Bangui). Mais celle-ci ne peut opérer qu'avec l'appui logistique et

tactique des EFAO. Le mandat de la Misab vient d'être avalisé pour trois mois par le Conseil de sécurité des Nations unies, et l'on estime à Bangui qu'il devrait être renouvelé une fois, ce qui reporte le départ de la force d'interposition à janvier 1998. Ensuite, l'opposition centrafricaine souhaite le maintien d'une présence militaire internationale pour surveiller et apaiser la campagne électorale. Le général Amadou Toumani Touré, l'ancien chef de l'Etat malien responsable du suivi politique des accords de Bangui, est intervenu en ce sens auprès des Nations unies.

Si un tel dispositif se met en place, la République centrafricaine abordera pour la première fois une échéance majeure sans que la France y joue un rôle de premier plan. En 1993, c'est sous la pression de Paris que le président Kolingba avait reconnu sa défaite. Une dé- faite qui intervenait au terme de treize années de règne du colonel Jean-Claude Manton, un homme qui disait, comme le rapporte l'ancien chef de l'Etat David Dacko : « Après le président, c'est moi ; après moi, c'est le mur ».

Le colonel Manton était responsable de la sécurité présidentielle à l'époque où le général Kolingba en a fait une force exclusivement composée de Yakomas, originaires de la même ethnie que le chef de l'Etat. L'annonce par *Le Monde*, le 29 juin dernier, de la retraite du colonel, promu général, a suscité une flamme de rumeurs à Bangui, où l'on a annoncé son retour prochain, voire son arrivée. Et rares sont les responsables centrafricains qui féliciteraient : « comme ce proche du président Patassé, que le départ des troupes françaises est « inévitable ». M. Dacko, lui, veut se consoler en pensant que, grâce à la base de N'Djamena, au Tchad, les troupes françaises pourront être à Bangui « en deux heures », tout en soupirant, résigné, que « tout changement présente des mélanges ».

T. S.

Quatre-vingt-quinze ans de présence

- 1903 : création du territoire français de l'Oubangui-Chari. D'immenses portions sont concédées à des compagnies qui ont recours au travail forcé pour récolter le caoutchouc sauvage.
- 1905 : Savorgnan de Brazza effectue une enquête au Congo et en Oubangui-Chari, révélant les pratiques des grandes compagnies concessionnaires soutenues par l'armée et l'administration : exécutions sommaires, incendies de villages...
- 1925 : parution du *Voyage du Congo* d'André Glide, qui réunit des témoignages prouvant la persistance de ces pratiques.
- 1928-1930 : révolte du Kongo-Wara, réprimée par la force.
- 1946 : élection à l'Assemblée nationale française du député Barthélémy Boganda, également premier prêtre catholique de l'Oubangui-Chari.
- 1949 : installation d'un important camp militaire français à Bouar, à mi-chemin entre Brazzaville et Fort-Lamy (N'Djamena). La base peut accueillir 2 000 hommes.
- 1959 : Barthélémy Boganda meurt dans un accident d'avion, probablement provoqué par des colons.
- 1960 : indépendance. David-Dacko devient président. Le général Bizeard prend le commandement du camp de Bouar.
- 1963 : le colonel Jean-Bedel Bokassa prend le pouvoir et instaure un régime de parti unique. Les troupes françaises quittent Bouar.
- 1977 : Bokassa se fait couronner empereur. Les cérémonies sont en grande partie financées par la France.
- 1979 : après des massacres d'écoliers, Bokassa est déposé par l'armée française, qui installe David Dacko à la présidence.
- 1980 : le lieutenant-colonel Jean-Claude Manton, de la DGSE, prend ses fonctions de conseiller à la présidence de la République centrafricaine, qu'il conservera jusqu'en 1993. Les troupes françaises se réinstallent à Bouar.
- 1981 : le président Dacko remet le pouvoir au général André Kolingba, qui forme une garde présidentielle recrutée dans la communauté yakoma, dont il est originaire.
- 1990 : début de l'agitation pro-démocratique qui oblige le général Kolingba à concéder le multipartisme en 1991.
- 1991-93 : opérations françaises au Zaïre et au Rwanda à partir du Centrafrique.
- 1993 : élection d'Ange-Félix Patassé à la présidence de la République.
- 1996 : trois mutineries successives mettent le pays au bord de la guerre civile.

Bouar, les derniers jours du camp Leclerc

BOUAR (Centrafrique)
de notre envoyé spécial

A l'entrée du bar de la Coopération (devise : « Sans haine, sans rancune »), les conseils à l'endroit

REPORTAGE

Ici, la fermeture de la base, c'est d'abord une catastrophe économique

des militaires français sont calligraphiés sur un tableau noir. Il y en a une douzaine, dont l'intention d'« ombrer un ami qui cause la panique » et le rappel du goût des jeunes Centrafriens pour « les montres sophistiquées », dont le port est déconseillé.

A l'intérieur de la Coopération, en ce lundi soir, les filles sont plus nombreuses que les militaires. Dans la lumière rouge, Camerounaises, Tchadiennes ou Centrafriennes chassent le « client » avec l'énergie du désespoir. Celui-ci est rare depuis que les effectifs du camp Leclerc ont été divisés par deux, au printemps dernier. Et bientôt il aura totalement disparu, avec le départ des éléments français d'assistance opérationnelle (EFAO) de Bouar, prévu avant la fin de l'année.

Bouar est situé à 450 kilomètres à l'ouest de Bangui, la capitale de la République centrafricaine, sur la route du Cameroun. On y compte entre 40 000 et 50 000 habitants, mais la ville dispose d'infrastructures dérisoires. Une petite centrale thermique fournit quatre heures d'électricité chaque jour. La télévision nationale et la route bitumée n'arrivent pas jusque-là. La

préfecture de la Bahré (200 000 habitants) compte un seul médecin, qui dirige l'unique hôpital.

Ce dénuement fait apparaître très crûment l'importance de la présence militaire française dans la vie de Bouar. Cette présence est vieille de quatre-vingt-dix ans, date de la première installation d'un poste colonial. Pendant la seconde guerre mondiale, certains éléments des Forces françaises libres sont partis de Bouar. La France paie encore plusieurs dizaines de retraites d'anciens combattants dans la région, et l'officier français responsable de l'opération évoque avec une admiration abrutie le spectacle de « dix-huit veuves de guerre au garde-à-vous » venues percevoir les quelques dizaines de milliers de francs CFA (un franc CFA vaut un centime) de leur pension. Près de la mairie, la Maison du combattant est repeinte à neuf et décorée des portraits du général de Gaulle et de Barthélémy Boganda, père fondateur du Centrafrique.

UNE VIE AU RALENTI

C'est entre 1949 et 1951 que furent construits deux camps, l'un baptisé Deroux, l'autre Leclerc, pouvant accueillir jusqu'à 2 000 hommes et destinés à l'entraînement des troupes. A l'époque, les militaires français vivaient avec leurs familles, attirant commerçants, artisans et domestiques.

Près de l'entrée du camp Leclerc, on voit encore le panneau qui marquait l'entrée du club hippique. Dans le camp Deroux, aujourd'hui en ruine, la terrasse du « mess Bizeard » (le général

commanda les installations de Bouar) domine toujours la plaine qui s'étend jusqu'au Cameroun. La salle des officiers, décorée aux armes des unités coloniales françaises, sert aujourd'hui de hall des banquets aux autorités locales, mais le restaurateur centrafricain qui a tenté d'en faire un endroit en vogue n'a pas fait fortune.

En 1965, trois ans après l'indépendance, les Français sont partis une première fois. Ils sont revenus en 1980, dans le cadre de l'opération « Barracuda », et Bouar a retrouvé sa vocation de terrain d'entraînement. Mais, cette fois, il n'était pas question de reconstruire le mode de vie colonial. Les installations du camp Leclerc, rénovées et agrandies, accueillent des unités venues de France qui restaient quatre mois. Pour ces 800 hommes - maraîchers, légionnaires, artilleurs, sapeurs - il s'agissait d'abord de profiter du terrain, mélange de savane arborée et de forêt équatoriale, ainsi que d'un vaste champ de tir permettant d'exécuter des manœuvres à munitions réelles.

Ces unités étaient prépositionnées, prêtes à partir en opération au Zaïre ou au Rwanda. En mai 1997, plus de la moitié de l'effectif - environ 600 hommes venus essentiellement du 21^e RIMA - a été transféré vers Bangui, où la troisième mutinerie des Forces armées centrafricaines traînait en longueur, afin d'appuyer la force interafricaine d'interposition, la Misab. Depuis, le camp Leclerc vit au ralenti, avec seulement 350 hommes.

En dehors de ces tâches purement militaires, les EFAO profitaient de leurs séjours pour em-

ployer les matériels du génie et les muscles des soldats à refaire des pistes, construire des écoles ou réparer des canalisations d'adduction d'eau. L'hôpital du camp soigne les employés et leurs familles, mais aussi les enfants et les personnes âgées. Dans la ville de Bouar, on sait bien que les pistes défoncées à chaque saison des pluies seront encore un peu plus après le départ des Français et qu'il faudra payer les médicaments pour être soigné à l'hôpital public.



On sait surtout que les centaines d'employés du camp (environ 250 depuis la réduction des effectifs) perdront leurs salaires. Ils touchaient entre 20 000 et 30 000 francs CFA, presque le double du salaire minimum. « Mais, surtout, ils étaient payés le 30 de chaque mois », explique Mahamat Ali Amin, un quinquagénaire tchadien. Alors que les fonctionnaires sont payés on ne sait quand. Qui va

ocher, après les Français ? », demande-t-il en brandissant un paquet de cuillers en bois destinées à l'ordinaire du camp Leclerc. Le quinquagénaire fournissait aussi les EFAO en fers à béton, en ciment, passant des commandes au Cameroun ou au Nigeria. Il quittera Bouar avant ses clients, car il craint que le ressentiment provoqué par le départ des Français ne se retourne contre les commerçants étrangers, tchadiens, libanais ou sénégalais.

Un missionnaire européen s'inquiète aussi. Interpellant un officier français, il l'interroge : « Qui va leur donner du travail ? Ou c'est vous, ou c'est nous, ou ce seront les Arabes. » Dans cette région proche à la fois du Tchad et du nord du Cameroun musulmans, l'islam progresse rapidement.

Un Centrafrien explique que certains fonctionnaires se réunissent déjà pour envisager des manifestations demandant le maintien des troupes. Artisan, qui fait « 99 % de son chiffre d'affaires avec les militaires », il veut aussi quitter la ville.

DES MOIS DIFFICILES

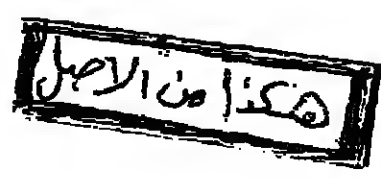
Le député Faustini Montsoki en convient : « Personne ne refuserait que l'on proroge le séjour des EFAO. » Pourtant M. Montsoki a été élu sous l'étiquette du Mouvement pour la libération du peuple centrafricain (MPLC), le parti du président Ange-Félix Patassé, qui est arrivé au pouvoir en demandant le départ des troupes françaises. Mais les perspectives de développement de la ville sont tellement minces qu'il ne voit pas d'alternative économique.

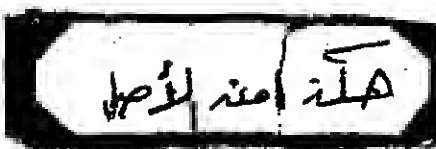
Les mois qui vont précéder le

départ des EFAO s'annoncent donc difficiles. Certains ressentiments, accumulés au fil des années, vont réapparaître, avérés par la perspective d'une catastrophe économique. A Bouar, on se souvient à nouveau que deux enfants sont morts, il y a quelques années, après avoir joué avec des obus non explosés sur le champ de tir. Et la présence des prostituées a fait monter le taux de séropositivité à des hauteurs inconnues ailleurs en Centrafrique.

Le docteur Dolido, de l'hôpital de Bouar, explique : « Ce sont des professionnels qui arrivent souvent déjà contaminés ; les Français prennent leurs précautions mois, dans la journée, les filles « travaillent » avec les Centrafriens, qui sont moins prudents. Et eux, à leur tour, contaminent leurs femmes. » Une enquête menée en 1995 a montré que 20 % des femmes qui accouchaient étaient séropositives. Même s'ils ont toujours existé, les vols et les agressions à l'endroit des soldats français se multiplient. Récemment, un colonel qui prenait un peu d'exercice aux abords du camp s'est fait voler son VTT. Nul ne sait ce qu'il adviendra des installations du camp Leclerc. Les Forces armées centrafricaines, en pleine décomposition à la suite des mutineries à répétition qui les ont secouées depuis avril 1996, n'ont même pas réussi à occuper la caserne toute neuve construite pour elles par les EFAO. Il est donc hors de question qu'elles profitent des chambres et des hangars, qui seront laissés à la merci du terrible pouvoir destructeur du climat équatorial.

Thomas Sotinel





Kinshasa et ses alliés veulent envoyer une force africaine au Congo

Des effectifs d'interposition en provenance de plusieurs pays d'Afrique centrale et de l'Est seraient déployés à Brazzaville dans « un bref délai », selon MM. Kabila et Lissouba

LE PRÉSIDENT de la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre), Laurent-Désiré Kabila, et son homologue congolais, Pascal Lissouba, sont tombés d'accord pour l'envoi, dans « un bref délai », d'une force africaine d'interposition à Brazzaville, a annoncé, lundi 18 août, Radio-Congo à Kinshasa. Le déploiement de cette force a été proposé par Kinshasa après le sommet qui avait réuni, mercredi 13 août, le président Kabila et ses homologues ougandais et rwandais, Yoweri Museveni et Pasteur Bizimungu, à l'issue duquel ils avaient décidé d'impliquer leurs pays respectifs dans la recherche d'une solution à la crise congolaise. La force devrait être composée essentiellement d'États d'Afrique centrale et de l'Est: Angola, Centrafrique, Tchad, Rwanda, Burundi, RDC et Ouganda.

L'ancien président congolais Denis Sassou Nguesso, dont les miliciens affrontent les forces de Pascal Lissouba à Brazzaville, n'a pas encore réagi à l'annonce de la création de cette force africaine d'interposition. Mais Radio-Liberté, contrôlée par ses partisans, a critiqué l'intervention du président Kabila dans le conflit intercongolais, la qualifiant de « caquilles ».

Le projet de cette force fait suite aux « atermoiements » du Conseil de sécurité de l'ONU, qui, selon Radio-Congo, a hésité à envoyer rapidement une force multinationale de maintien de la paix dans la

capitale congolaise. « Le président Kabila estime qu'avec une force essentiellement africaine les choses iront vite », a déclaré la radio. Le Conseil de sécurité de l'ONU avait posé trois conditions pour l'envoi de 2 000 à 2 500 hommes à Brazzaville: respect scrupuleux du cessez-le-feu, acceptation du contrôle international de l'aéroport et volonté clairement exprimée de parvenir à un règlement négocié englobant tous les aspects politiques et militaires de la crise.

REPRISE DES NÉGOCIATIONS

La radio congolaise n'a pas précisé les modalités de financement de la force d'interposition évoquée par les présidents Kabila et Lissouba, ni ses effectifs et la date exacte de son déploiement. « La force sera mise en œuvre sous l'impulsion du président Kabila », a ajouté Radio-Congo, soulignant qu'elle sera chargée de « sauver la démocratie et de créer les conditions [nécessaires] à l'organisation de l'élection présidentielle », initialement prévue en juillet. Le président Lissouba a indiqué qu'il souhaitait que l'Afrique s'implique dans la résolution de la crise congolaise. « Les problèmes africains doivent être résolus de préférence par les Africains. Il faut que nous soyons solidaires pour résoudre les problèmes de la manière la plus efficace possible », a-t-il affirmé.

Les négociations intercongolaises de Libreville ont parallèlement repris, lundi 18 août, au pa-

lais présidentiel, où le chef de l'État gabonais, Omar Bongo, président du Comité international de médiation, a reçu séparément les belligérants.

Les négociations avaient été suspendues le 6 août, laissant en suspens la question de la désignation du premier ministre devant diriger un gouvernement d'union nationale. Les positions des uns et des autres ne semblent pas avoir varié depuis la suspension des travaux. Le camp Lissouba estime toujours que le premier ministre doit être nommé par le président, tandis que ses adversaires revendiquent de pouvoir le choisir et veulent qu'il soit doté de pouvoirs étendus sur l'armée.

La France a marqué, lundi, sa préférence pour la médiation menée par le président gabonais plutôt que proposée par Laurent-Désiré Kabila. Un porte-parole du ministère des affaires étrangères, Yves Doutriaux, a jugé « normal que les pays voisins du Congo s'intéressent à la recherche d'une solution pacifique à la grave crise que connaît ce pays », mais il a souligné que la France soutenait « fermement les efforts de médiation menés par le président Bongo, en liaison avec l'ambassadeur Mohamed Sahnoun, représentant spécial de l'ONU et de l'OUA ». Le Comité international de médiation envisage la mise en place d'une force de maintien de la paix de l'ONU qui comporterait une forte composante africaine, a ajouté M. Doutriaux. (AFP)

Le Hezbollah libanais réplique par des tirs de roquettes sur le nord d'Israël après le bombardement de Saïda

Le pilonnage de quartiers résidentiels par l'ALS a tué six civils

BEYROUTH

Le cycle des bombardements et contre-bombardements a repris de plus belle au Liban sud. Quelques heures après avoir menacé de riposter à des tirs de l'Armée du Liban sud (ALS), la milice libanaise auxiliaire d'Israël, contre la ville de Saïda, le Hezbollah chite libanais a tiré, mardi 19 août, deux salves de roquettes (quarante-cinq, d'après un communiqué de Tshahal) sur le nord de l'État hébreu et sur la zone dite « de sécurité » qu'il occupe au Liban sud. Un civil israélien et un autre libanais ont été blessés. La veille, Saïda, la principale ville du Liban sud, avait brusquement renoué avec la guerre. Sept obus, tirés par l'ALS, avaient touché des quartiers résidentiels, faisant six morts et trente-huit blessés. C'était la première fois depuis près de dix ans que cette ville portuaise de deux cent mille habitants était visée. Des villages situés à l'est de la cité ont également été pilonnés.

« Les obus n'ont pas été tirés par l'armée israélienne mais par les troupes du général Antoine Lahad », le chef de l'ALS, a affirmé Oded Ben Ami, le porte-parole militaire israélien. « Le général Lahad a réagi à des attaques de civils dans la zone qu'il contrôle. Nous sommes contre ce genre de réaction, mais il s'agit là d'une affaire libanaise », a-t-il ajouté. Il faisait allusion à la mort, quelques heures auparavant, de trois civils libanais tués par l'explosion d'une bombe dans la zone dite « de sécurité » contrôlée par l'ALS. « Nous regrettons profondément ce bombardement, qui contredit complètement notre politique », a déclaré le ministre israélien de la défense, Itzhak Mordechai. Selon lui, des « consignes explicites » ont été données par Tshahal à l'ALS pour qu'elle évite de viser des civils.

Après le bombardement de Saïda, le Hezbollah, que l'État hébreu et l'ALS accusent d'être l'auteur de l'attentat à la bombe - ce qu'il dément -, a tiré une dizaine de ro-

quettes Katoucha sur la plaine de Marjeyoun, où se trouve le quartier général de l'ALS. Estimant que cette dernière « n'est pas à même de prendre la décision » de bombarder Saïda, le « parti de Dieu » a imputé la responsabilité du pilonnage à Israël et a promis « une réponse dure et douloureuse afin de dissuader l'ennemi ». L'armée libanaise, qui, sauf à de rares occasions, reste toujours à l'écart du conflit meurtrier, a riposté au bombardement de Saïda après avoir, affirme-t-elle, identifié la source de tirs. Israël a déposé une plainte auprès du comité de surveillance du cessez-le-feu au Liban sud, protestant contre l'attentat qui a tué trois civils libanais.

Après des plaintes déposées par Israël et le Liban la semaine dernière, ledit comité, qui comprend les États-Unis, la France, la Syrie, le Liban et Israël, avait condamné aussi bien le Hezbollah que Tshahal pour violation de la trêve instaurée le 26 avril 1996, après l'opération israélienne « Raisins de la colère » au Liban. En vertu de cette trêve, les civils israéliens et libanais doivent être épargnés par le conflit armé. Kofi Annan, le secrétaire général de l'ONU, s'est déclaré « troublé » et « inquiet » par l'escalade de la violence. Les Nations unies ont demandé « aux deux parties de faire le maximum pour empêcher une nouvelle détérioration de la situation et, en particulier, d'éviter que des civils soient visés », a déclaré un porte-parole de M. Annan. Washington a appelé les parties impliquées dans ces actes de violence à « la plus grande retenue ».

Lucien George

Mohéli, l'oubliée des Comores, se rebelle à son tour

MOHÉLI

La petite île désertique, jadis peuplée de pêcheurs, se rebelle à son tour, bordée par une rangée de

REPORTAGE

L'île a rejoint Anjouan dans la révolte contre la domination de la capitale

vieux sang-dragon et traverse, de temps à autre, un sous-bois où chaque bosquet recèle un parfum. Aux girofiers d'une plantation abandonnée succèdent les champs d'illangs-illangs ou encore les caféiers sauvages en fleurs. Parfois, une fugitive odeur de vanille et, le long de la route, des villageois qui rentrent des champs en portant sur la tête la récolte du jour dans un panier aux feuilles de palmier tressées.

Mohéli apparaît comme une île bienheureuse et oubliée des Comores. Mais c'est précisément parce que cette région de 290 kilomètres carrés, qui compte environ 40 000 habitants et pas plus d'une trentaine de voitures, a été laissée à l'écart qu'aujourd'hui elle conteste la souveraineté comorienne, et cette route isolée, semée de troncs d'arbre abattus en porte les marques. A Fomboni, le chef-lieu, les restes des barricades sur la chaussée montrent que les pavés ont volé, comme à Anjouan, l'autre île de la République des Comores qui s'est révoltée contre la domination de Grande Comore et de la capitale, Moroni.

Dans ce site enchanté, dont on dit que ses habitants n'ont qu'à tendre la main pour manger,

Mohéli fait maintenant mentir le proverbe comorien selon lequel « Grande Comore parle, Anjouan travaille et Mohéli dort ». La tension monte depuis la première semaine d'août, après que les secessionnistes ont nommé leur « président » et leur « premier ministre » et hissé les drapeaux français et mohélien - celui de la sultane Fatima Djombé.

Trois jours après, les gendarmes ont tenté d'effacer cet affront à la souveraineté comorienne. Mais, par précaution, les mâts sacrés avaient été recouverts de graisse et les forces de l'ordre ont dû recourir aux grenades pour arracher les drapeaux. C'en était trop pour les habitants. Des barricades ont alors surgi dans les rues de Fomboni et, sur les murs, des graffitis rageurs - « Il est l'État », « Gouvernement fantôme » - et, à l'adresse du président de la République, « Taki, go home ». La police a tiré des grenades lacrymogènes, une personne est tombée, blessée au front et le gendarme qui l'a lancée a vu toutes ses affaires personnelles brûlées par la foule en guise de représailles. « Sa maison a été épargnée parce qu'il n'en était que locataire », précise un témoin.

« COMME UNE PRISON »

Deux jours plus tard, la visite des médiateurs de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) a failli tourner au drame. La population n'a pas admis de s'être fait doubler à l'accueil des émissaires par les autorités locales: elle a bloqué le convoi officiel. Les manifestants ne se sont calmés que lorsque le chef de la délégation, l'ambassadeur ivoirien Pierre Yéré, a accepté qu'ils l'escortent en ville.

Toute l'opposition mohélienne,

coalisée dans le Forum pour le redressement, est passée dans le camp indépendantiste, alors que le leader national du Forum, Abas Dioussof, originaire de Grande Comore, condamne tout séparatisme. « C'est encore le Moyen Âge dans nos campagnes et Mohéli est considérée comme une prison », explique Mohamed Hassanaly, un amateur responsable du Forum à Mohéli et dont le propre frère est l'actuel ministre de la justice. Les fonctionnaires proches de l'opposition y sont envoyés chez nous par mesure disciplinaire.

« Maroni a un aéroport international, Anjouan un port international, pour servir l'opposition, et il nous faudrait aussi quelque chose d'international. » A son domicile, où affluent ses partisans, on discute, entre autres, de la mise sur pied d'une armée pro-indépendantiste pour mettre au pas les gendarmes loyalistes. « Quelques missiles feraient l'affaire », suggère quelqu'un.

« Notre indépendance doit s'accompagner d'une franche coopération avec la France », conclut M. Hassanaly, regrettant au passage de ne pas avoir suivi les conseils des habitants de Mayotte qui, il y a vingt ans, ont décidé de rester Français. « Ils nous suggèrent de faire de même car nos petites îles n'ont pas de taille à lutter avec les deux grandes ».

L'esprit des sultans batailleurs n'est décidément pas mort dans l'archipel. La vindicte des Mohéliens ne vise pas seulement Moroni, mais aussi et surtout Anjouan, qui, pourtant, tente également d'échapper à l'emprise de Grande Comore. Les Anjouanais, qui ont immigré en grand nombre sur l'île, sont tenus pour responsables du déboisement, du braconnage des tortues marines, espèce protégée, et accusés de consommer une bonne part du quota de riz attribué à Mohéli.

Le chef du Forum, quant à lui, est déjà accusé par l'île originale de la coalition indépendantiste - le Mouvement mohélien pour l'égalité des îles, créé en 1995 - d'avoir pris le train en marche. Comme à Anjouan, les luttes intestines apparaissent en filigrane et les séparatistes risquent de se présenter en ordre dispersé aux négociations qui vont s'engager, sous les auspices de l'OUA, avec le gouvernement comorien.

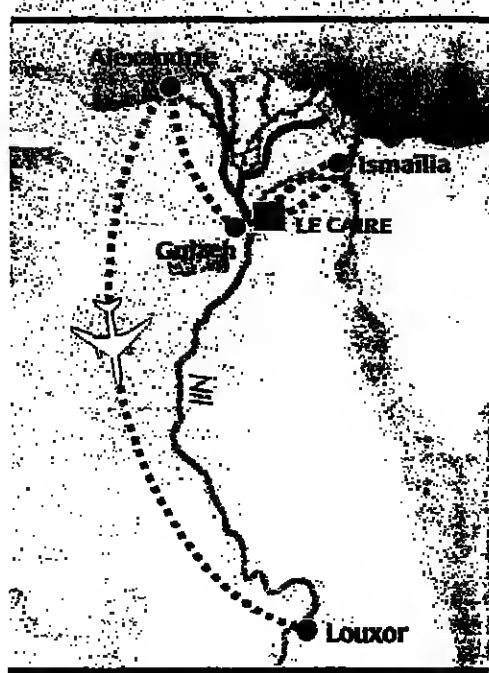
Jean Hélène



“À LA RENCONTRE DE L'ÉGYPTE ET DES ÉGYPTIENS”

du dimanche 26 octobre au samedi 1^{er} novembre
(vacances scolaires de la Toussaint)

Jean-Marie Colombani et son équipe, notamment Robert Solé, spécialiste de l'Égypte, et Alexandre Buccianti, correspondant du Monde au Caire, ont préparé un séjour ponctué de contacts avec des personnalités politiques, économiques et culturelles, de visites des hauts lieux de l'Égypte ancienne et contemporaine et de parcours insolites.



- Jour 1 : Musée du Louvre (Paris)-Le Caire
- Jour 2 : Les Pyramides, Saqqara, le quartier d'El Azhar (avec des étudiants francophones)
- Jour 3 : Ramadan City, Ismaïlia, le canal de Suez...
- Jour 4 : Ouadi Natraun, Alexandrie...
- Jour 5 : Louxor, Garagas...
- Jour 6 : Kornok, la vallée des Rois, le Romesseum, Gurna...
- Jour 7 : Louxor-Paris (au prolongement vers Assouan en option)

Prix : 12 000 FRANCS TTC PAR PERSONNE

POUR TOUT RENSEIGNEMENT, TÉLÉPHONEZ À KATIA GOUJON
AU 01-46-05-44-33

Avec l'agence **ITI** - licence n° 092-95-00-28 et JFD System

Le ministre allemand de l'économie prévoit une hausse du taux de croissance

M. Rexrodt reconnaît que le chômage continue d'augmenter

Günter Rexrodt, le ministre allemand de l'économie, a indiqué, lundi 18 août, au cours de sa traditionnelle conférence de presse d'été, que la

croissance de l'économie atteindra 2,5 % en 1997, puis progressera entre 2,5 % et 3 % en 1998. Ce regain de la conjoncture sera néanmoins

insuffisant pour permettre une amélioration sensible sur le marché de l'emploi, alors que le chômage touche déjà 4,35 millions de personnes.

APRÈS la récession de 1993 et la croissance lente des années suivantes (1,4 % seulement l'an dernier), 1997 sera-t-elle enfin l'année d'une véritable reprise en Allemagne ? Les prévisions officiellement communiquées, lundi 18 août, par le ministre de l'économie, Günter Rexrodt, paraissent l'indiquer.

Le produit intérieur brut (PIB) allemand progressera de 2,5 % en 1997, soit presque autant que les 2,75 % promis par le chancelier Kohl il y a quelques mois, et la croissance pourrait atteindre 3 % en 1998. Quant à la sacro-sainte limite de 3 % du PIB fixée pour le déficit budgétaire des pays souhaitant participer à l'euro, M. Rexrodt a seulement répété que l'Allemagne serait en mesure de la respecter, sans donner de détails supplémentaires. Il n'a pas non plus évoqué les difficultés de l'adoption de la grande réforme fiscale promise par le chancelier Kohl, au moment où celui-ci s'apprête à réaliser des concessions en vue d'obtenir un allègement, même amoindri, des

feuilles d'impôts de la population allemande. M. Rexrodt reconnaît que ce sont les exportations qui tirent la croissance du pays, d'autant que le mark, après avoir été notoirement surévalué, a enfin retrouvé ces derniers mois - progression du dollar aidant - un taux de change plus compétitif. Les ventes réalisées aux États-Unis, en Asie, dans les autres pays émergents, ont ainsi beaucoup progressé.

Il n'en reste pas moins que celles réalisées en Europe occidentale et de l'Est, qui représentent plus de 60 % des ventes totales de l'Allemagne, continuent à souffrir de la conjoncture peu favorable du continent. Et, surtout, la demande intérieure, moteur traditionnel de la croissance, reste faible, « globalement contenue », a déclaré pudiquement M. Rexrodt. Pour preuve, la déprime persistante du secteur du bâtiment.

Dans ce contexte, il est peu surprenant que le marché du travail reste très déprimé et que le chômage continue, presque chaque mois, d'atteindre de nouveaux re-

cords inégalés depuis la seconde guerre mondiale : 4,35 millions de personnes étaient à la recherche d'un emploi en juillet, soit 11,4 % de la population active (près de 20 % en Allemagne de l'Est).

INCERTITUDE

On a aujourd'hui de plus en plus de peine à croire en la promesse du chancelier Kohl de diminuer le chômage par deux avant l'an 2000, même si M. Rexrodt a évoqué, lundi, « une première légère baisse » du nombre moyen de chômeurs en 1998. Celle-ci toucherait essentiellement l'ouest du pays, a-t-il précisé, l'ex-RDA continuant de souffrir d'une faible productivité, et de grever les finances publiques du pays par le montant des subventions nécessaires à sa modernisation et à la couverture sociale de sa population.

Dans ce climat d'incertitude sur la solidité de la reprise, même des membres de la très rigide Bundesbank font savoir aujourd'hui publiquement qu'il serait dangereux pour l'Allemagne de durcir le cré-

dit, une démarche très inhabituelle dans une institution réputée pour sa rigueur.

Les hausses de taux d'intérêt sont réputées décourageantes pour l'investissement, mais la Banque centrale allemande juge généralement ce risque moins grand que celui de l'accélération des prix. Or, aujourd'hui, M. Rexrodt reconnaît « ne voir aucun danger » en matière d'inflation. Et, à la Bundesbank, un membre du conseil central, Hans-Jürgen Krupp, a indiqué lundi, dans un discours diffusé par avance à Francfort, qu'un relèvement des taux serait « grandement préjudiciable » à l'économie allemande. En effet, selon lui, « la valeur du mark sur le marché des changes s'est dépréciée d'environ 6 % (...) Un tel affaiblissement peut mener à de l'inflation importée ». Il semble ainsi très possible que l'institut d'émission choisisse de ne pas modifier, dans un avenir proche, une politique de taux d'intérêt maintenus inchangés depuis plus d'un an.

Françoise Lazare

Les Etats-Unis continuent de moderniser leurs armes nucléaires

WASHINGTON. Selon un rapport du département de l'énergie, publié mardi 19 août par le New York Times, les Etats-Unis continuent de développer de nouvelles têtes nucléaires sans accroître, pour autant, leur arsenal de dissuasion. Il s'agit notamment d'une modernisation des détonateurs des armes thermonucléaires aéroportées B-61 et des armes W-76 et W-88 à bord des missiles intercontinentaux sol-sol MX et mer-sol Trident.

Selon une organisation américaine, la Natural Resources Defense Council (NRDC), citée par le quotidien, cette politique contrevient au traité sur l'interdiction des essais nucléaires (CTBT) signé par Washington en 1996 et imposant des contrôles techniques sur le développement de nouvelles armes. Toutefois, le Sénat n'a toujours pas ratifié le CTBT. - (AFP)

Washington change de tactique sur les mines anti-personnel

EDGARTOWN (Etats-Unis). Les Etats-Unis ont effectué, lundi 18 août, une volte-face apparente en s'engageant à participer au processus dit d'Ottawa, une initiative lancée l'an dernier par le gouvernement canadien pour bannir la production, le stockage, l'utilisation et l'exportation des mines anti-personnel, qui tuent ou mutilent environ 25 000 personnes par an. L'annonce en a été faite à Edgartown, où Bill Clinton a installé ses quartiers d'été. Jusqu'à présent, Washington refusait de participer au processus d'Ottawa au motif qu'il ne rassemblait que des Etats déjà convaincus, alors qu'une autre négociation a lieu dans le cadre de l'ONU à Genève. L'objectif des Canadiens est de parvenir à la conclusion d'un traité qui serait paraphé en décembre à Ottawa.

Toutefois, Washington posera comme condition « sine qua non » à la signature d'un tel traité que la péninsule coréenne, où sont stationnés quelque 37 000 GI's, en soit exclue. « Face à ces conditions, le président raisonne que les Etats-Unis ne participent pas aux négociations », a déclaré Steve Goose, directeur de programme au Human Rights Watch Arms Project. - (AFP)

La croissance mexicaine atteint un taux record de 8,8 %

MEXICO. Avec un taux de 8,8 % au cours du deuxième trimestre 1997, la croissance mexicaine a connu sa plus haute valeur depuis seize ans. La hausse des exportations ainsi que la vitalité de la consommation intérieure, fouteuse par la réduction du chômage et la baisse de l'inflation, expliquent ces chiffres inattendus. Les experts spéculent sur un taux de quelque 5,5 % au cours du trimestre, après un chiffre, déjà considéré comme bon, de 5,1 % au cours des trois premiers mois de l'année.

Ces excellents chiffres, rendus publics plus rapidement que prévu, devraient contrebalancer les inquiétudes politiques qui agitent les milieux économiques, espèrent les responsables gouvernementaux mexicains. Lundi, la Bourse de Mexico avait enregistré une chute sensible, partiellement provoquée, pensent les analystes, par l'assassinat, l'avant-veille, du frère du ministre des finances. - (Bloomberg)

La Russie et la Tchétchénie vont négocier un traité de paix

MOSCOU. Un an après la fin de la guerre, M. Eltsine et le président tchétchène, Aslan Maskhadov, sont convenus, lors d'une rencontre, lundi 18 août au Kremlin, de préparer un traité de paix tentant de définir les relations entre les deux anciens belligérants. La tâche promet d'être ardue, Moscou continuant de refuser l'indépendance autoproclamée depuis 1991 par cette petite république caucasienne de moins d'un million d'habitants. MM. Eltsine et Maskhadov ont également tenté de résoudre la question de l'aide russe à la reconstruction de la république sécessionniste, jugée nettement insuffisante par les Tchétchènes. - (AFP)

Le chef des privatisations russes demande des mesures de protection

MOSCOU. Le président du Comité d'Etat russe aux privatisations Maxime Boiko va demander au ministère de l'Intérieur de prendre des mesures pour assurer la sécurité de ses employés après l'assassinat, lundi 18 août, du président du comité pour Saint-Petersbourg. La voiture de Mikhail Manevitch, trente-six ans, également vice-gouverneur de Saint-Petersbourg et membre de la commission nationale des privatisations, a été mitraillée en plein centre-ville alors qu'il se rendait à son bureau. M. Manevitch est décédé pendant son transfert à l'hôpital. Le premier vice-premier ministre russe, Anatoli Tchoubais, père du programme de privatisation et ami personnel de la victime, a promis que « la position de l'équipe de réformateurs resterait inchangée ». - (AFP)

Des milliers de Cambodgiens se réfugient en Thaïlande

BANGKOK. La Thaïlande a autorisé, lundi 18 août, l'entrée sur son territoire de plus de 20 000 civils cambodgiens fuyant les combats entre les troupes de l'homme fort du Cambodge, Hun Sen, et de son rival déchu, le prince Norodom Ranariddh, dans le nord-ouest du pays. Les forces du prince Ranariddh, ancien « premier premier ministre » chassé du pouvoir le mois dernier, pourraient être rapidement défaits par les troupes de l'ex-communiste Hun Sen, a indiqué une source militaire thaïlandaise, qui s'attend à une intensification des combats. Les partisans du prince ont par ailleurs rencontré, dimanche, des factions khmers rouges qui participent aux affrontements à leurs côtés. - (AFP)

DÉPÊCHE

■ CROATIE : un Croate de Bosnie, Pern Skopljak, inculpé de crimes de guerre par le Tribunal pénal international de la Haye (TPI), a été arrêté par la police et incarcéré en Croatie, a annoncé le ministère de la Justice à Zagreb. M. Skopljak, né le 4 juin 1944 à Vitez, en Bosnie centrale, est poursuivi pour « crimes de guerre » commis durant le conflit croato-musulman (1993-1994). Il était à cette époque le chef de la police de Vitez. M. Skopljak ainsi que ses co-accusés, Dario Kordic et Zlatko Aleksovski, Mario Cerkez, Ivan Santic, sont accusés par le TPI pour leur participation aux massacres de musulmans durant ce conflit dans la vallée de la Lasva, en Bosnie centrale. - (AFP)

ASIE CENTRALE, AN VI : LA FIN DES ILLUSIONS

II. - Och, sur la ligne de fracture entre Kirghizes et Ouzbeks

Après Douchanbé, capitale du Tadjikistan (Le Monde du 19 août), nous poursuivons la publication de notre série de reportages dans sept villes d'Asie centrale ex-soviétique.

REPORTAGE

Les tueries de 1990 ? « C'est fini ; ce sont les Russes qui avaient tout provoqué. »

OCH (Kirghizstan)

Nichée en contrebas de la colline sacrée de l'oasis, la mosquée Abdoulakhan, la plus ancienne d'Och, surgit à l'ombre de peupliers, d'ormes et de mirliers. Des enfants jouent au bord du ruisseau qui s'échappe pour irriguer au loin les champs de coton. De vieux Ouzbeks, portant calotte brodée, le caftan serré à la ceinture, palabrent avant la prière du coucher du soleil.

Mohammad Ousman Hadji, vêtu à l'européenne, a parcouru sa vieille Mercedes et goûté la fraîcheur du moment. A la fois gerant de la mosquée et chef élu du quartier, il tient un discours étonnamment direct, dans cette Asie centrale aux sociétés opaques, issues de siècles de cohabitation entre ethnies diverses, sur une route de la soie balayée par les envahisseurs. « Si on ne s'était pas résigné on chassait d'ici les fondamentalistes », dit-il, au-cune femme et aucun Russe n'aurait pu approcher de cette mosquée. Alors que là, regardez, nous sommes ouverts ; voilà aussi un Kirghize qui vient prier. »

SÉGRÉGATION

En indiquant ainsi qu'on assimile autour de lui les Kirghizes aux Russes et aux femmes, ce notable ouzbek met le doigt sur la ligne de fracture de sa cité d'apparence si calme, presque bucolique. En 1990, c'est d'ici qu'est partie une des flambées de violence les plus aiguës de la région, quand Kirghizes et Ouzbeks s'étaient affrontés durant plus d'une semaine avant que l'armée, alors soviétique, ne quadrille le terrain. Il y eut officiellement des centaines de morts, peut-être des milliers.

A Och, le fondamentalisme se combine aux effets pervers de la « politique des nationalités » soviétique de 1924. Le Turkestan de l'empire russe fut alors artificiellement divisé en Républiques nationales. Och, peuplée d'Ouzbeks, fut rattachée au Kirghizstan alors que l'Ouzbekistan voisin commença à 3 kilomètres de la ville...

Pur machiavélisme ? Volonté, avec Och, de doter le Kirghizstan montagneux d'un morceau de la riche plaine de la Ferghana ? Ou désir de brider les ambitions des Ouzbeks, traditionnellement domi-

nants dans la région ? On en discute encore, mais la communauté ouzbèke de Mohammad Ousman considère que son vrai pays est l'Ouzbekistan voisin et accuse Moscou d'être à l'origine de tous ses maux.

Les colons russes, puis soviétiques, ont, pendant un siècle, détruit la moitié des quartiers ouzbeks traditionnels d'Och. Leurs belles maisons traditionnelles en pisé, aveugles sur la rue mais s'ouvrant sur des cours plantées d'arbres fruitiers et de vignes, furent détruites au profit de bâtiments officiels (dont une université), puis de bâtiments de style HLM destinés aux Russes et aux Kirghizes descendus de leurs montagnes.

Peuple de cavaliers nomades aux yeux bridés, islamisés bien plus tard et moins complètement que les sédentaires Ouzbeks, les Kirghizes furent « favorisés » par Mos-

cou, un peu sur le modèle des Kabyles en Algérie, auxquels les Français cherchaient à s'allier face aux Arabes... La ségrégation, à Och, reste en effet la règle. D'un côté, les quartiers traditionnels ouzbeks, avec leurs propres mosquées et écoles. De l'autre, les quartiers « modernes » et à dominante kirghize, où se mélange le reste des 200 000 habitants de la ville : Tatars, Coréens ou Russes, dont le nombre a chuté de moitié depuis l'indépendance, ne constituant plus que 10 % de la population à Och.

Mais tout le monde se retrouve côté à côté au bazar, vrai cœur de la ville, plein de vie, d'odeurs et de couleurs, celles des habits traditionnels des uns et des autres. Un haut-parleur vante les prix des sociétés qui offrent des trajets en bus vers Meched (Iran) et Urumqi (capitale du Xinjiang chinois), ou en avion vers Istanbul, Pékin, Islamabad ou Dubaï.

tières russes, présents ici face à la Chine et au Tadjikistan (sur la toute route du trafic d'opium dont tout le monde profite), ne pourrout, ou ne voudront pas agir contre une armée locale se présentant comme « force d'interposition ».

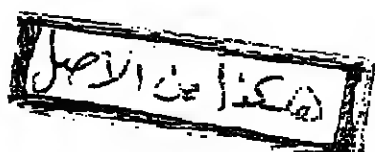
SCÉNARIO FANTASISTE

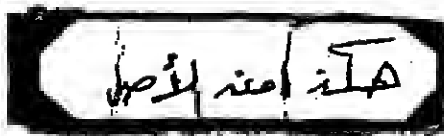
En bon notable ouzbek, Mohammad Ousman écarte ce « scénario fantaisiste ». Son rôle est de renforcer la discipline parmi les siens, tout en collaborant avec le pouvoir kirghize. Comme le demande Islam Karimov, président de l'Ouzbekistan voisin, dont les désirs, ici, sont des ordres. C'est lui qui, lors de la dernière élection présidentielle au Kirghizstan, a enjoint les Ouzbeks d'Och de voter pour le président kirghize Askar Akaev. Ce qui fut fait. Le marché, selon un bon connaisseur de la région, consistait à récompenser les autorités kirghizes d'avoir mis au pas le courant



PROCHAIN ARTICLE
A Namangan (Ouzbekistan), les fils de la vallée de Ferghana prient Allah et risquent la prison

Sophie Shihab





FRANCE

LE MONDE/MERCREDI 20 AOÛT 1997

GOVERNEMENT Les vingt-sept cabinets ministériels comptent, à ce jour, quatre cent quatre membres, un nombre sensiblement supérieur à celui de l'équipe constituée autour

d'Alain Juppé, qui avait tenté de limiter les effectifs des conseillers de ses ministres. A Matignon, on considère désormais que ce sont les méthodes de travail, davantage que les effectifs

des cabinets ministériels, qui doivent évoluer. ● LA FONCTION PUBLIQUE continue de fournir l'essentiel (70 %) de l'entourage des membres du gouvernement. Quarante-vingt-dix-sept

membres des cabinets ministériels sont des anciens élèves de l'ENA ; une cinquantaine seulement sont issus du secteur privé. ● LES MINISTRES, qui, à la demande pressante de M. Jospin,

ont dû abandonner leurs mandats exécutifs locaux, n'en continuent pas moins de suivre indirectement les dossiers de leurs communes ou de leurs circonscriptions.

Lionel Jospin a renoncé à limiter les effectifs des cabinets ministériels

Le premier ministre, qui dirige un gouvernement resserré, est lui-même entouré par cinquante conseillers. Son propre directeur de cabinet, Olivier Schrameck, qui a supervisé la composition de l'entourage des ministres, a favorisé la pratique du travail transversal

PLUS de quatre cents ! Les vingt-sept cabinets ministériels du gouvernement emploient quatre cent quatre personnes, selon le *Journal officiel*, qui, depuis le début juin, égrène les arrêtés de nomination. Et toutes les « embauches » n'ont pas encore été effectuées, au point que les effectifs totaux pourraient être de l'ordre de quatre cent cinquante.

Lionel Jospin a composé un des gouvernements les plus restreints de la V^e République, mais, contrairement à son prédécesseur, il n'a pas voulu diminuer le nombre de conseillers dont aiment à s'entourer les ministres. Il a simplement interdit la présence dans les entours ministériels de conseillers « officieux », ces hommes et ces femmes qui ne figurent dans aucun organigramme mais qui disposent pourtant d'un bureau et surtout d'un téléphone pour intervenir au nom du « ministre ». Mais à Matignon, on ne se fait guère d'illusion sur le respect de cette consigne.

Les cabinets ministériels ont ainsi des effectifs plus importants que ceux du second gouvernement d'Alain Juppé : on comptait alors trois cent cinquante et un conseillers officiels. S'inspirant du rapport Pécou, commandé puis enterré par Edouard Balladur en 1994, selon lequel le « rôle excessif » des cabinets constituait l'un des maux les plus graves de notre République, le premier des chefs de gouvernement du septennat de Jacques Chirac avait voulu diminuer leur rôle en restreignant leurs effectifs. Une cir-

culaire, rédigée en mai 1995, avait prévu que les trente-deux cabinets ministériels de son premier gouvernement (Matignon non compris) disposeraient au plus de cent quatre-vingt-dix-huit personnes.

L'hôte actuel de Matignon n'a pas fait sienne l'analyse du rôle néfaste que joueraient les cabinets

Ce contingentement drastique ne pouvait être viable que si les méthodes du travail gouvernemental étaient réformées, les directeurs d'administration centrale devenant les véritables conseillers des ministres, et le nombre des directions étant fortement réduit. Or cela n'a pas été le cas, et les membres des cabinets ont croulé sous le poids de leur charge. Alain Juppé en a tiré les leçons, lors de la formation de son second gouvernement : une nouvelle circulaire interdisait cette fois trois cent dix personnes.

L'hôte actuel de Matignon n'a pas fait sienne l'analyse du rôle néfaste que joueraient les cabinets. Il estime au contraire que les ministres doivent disposer de conseillers en nombre suffisant pour bénéficier d'une expertise technique

autre que celle des directions administratives. Il est vrai que son propre directeur de cabinet, Olivier Schrameck, est particulièrement bien placé pour connaître les us et coutumes de cette institution typiquement française : en 1995, il a publié aux éditions Dalloz un ouvrage, *Les Cabinets ministériels*.

Sachant qu'il était inutile de fixer des règles strictes et uniformes qui seraient immédiatement détournées, le chef du gouvernement n'a donné qu'une consigne orale : les ministres devaient recruter entre douze et quinze personnes, les secrétaires d'Etat moins. Or, elle n'a guère été respectée. Plusieurs ministères ont dépassé ce chiffre. Quelques-uns sont très au-dessus, comme ceux de Claude Allègre (éducation nationale, recherche et technologie) ou ceux de Dominique Strauss-Kahn (économie, finances et industrie), qui comptent chacun vingt-huit personnes, ou celui de Martine Aubry (emploi et solidarité), qui en a trente-trois. Le premier ministre dispose lui-même de cinquante conseillers.

L'entourage de Lionel Jospin estime que ce sont les méthodes de travail des cabinets, et non leurs effectifs, qui doivent changer : « Les cabinets ministériels occupent tout naturellement un certain rôle du pouvoir », écrit Olivier Schrameck, en 1995, déclarant que les collaborateurs se substituent à des ministres absents, pour cause de cumul des mandats. Lionel Jospin a imposé, non sans mal, que les ministres cessent de diriger un exé-

cutf local, afin de consacrer tout leur temps à leur responsabilité nationale (*Le Monde* du 18 juin). Mais l'esprit de cette réforme paraît bien mal respecté : la plupart des ministres ont chargé un de leurs conseillers de s'occuper des affaires de leurs villes et de la circonscription où ils ont été élus députés (*lire ci-dessous*).

Ministre d'une circonscription

Nombre de ministres gardent un œil sur la circonscription où ils ont été élus député ou sénateur. Chez Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication, porte-parole du gouvernement, un sous-préfet, jusqu'alors en poste à Strasbourg, suit les dossiers concernant l'Alsace. Un chargé de mission traite les questions relatives à la 19^e circonscription de Paris (chef Daniel Vaillant, ministre des relations avec le Parlement). Le chef du cabinet de Dominique Strauss-Kahn surveille les affaires de Sarcelles, ville dont le ministre de l'économie était le maire jusqu'en juin.

Enfin Zaccarelli, ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation, dispose d'un chargé de mission pour les affaires « locales et réservées », c'est-à-dire corse. Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, a nommé un chargé de mission « pour les questions intéressant la 3^e circonscription du Jura ». Le directeur de cabinet de la mairie de Saint-Ouen-l'Aumône est chargé des « affaires régionales et locales » chez Alain Richard, ministre de la défense.

ou officieusement, par un conseiller ou chargé de mission dont la fonction est de veiller à la continuité de son implantation locale. (...) [Ce conseiller] est un garant de la pérennité de la carrière politique du ministre. » Aujourd'hui pourtant, le directeur de cabinet du premier ministre a validé l'existence de ces conseillers, puisque tous les organi-

leur sont rattachés, une pratique qui se reprend depuis qu'elle a été imaginée par Edouard Balladur, lorsqu'il était ministre d'Etat pendant la première cohabitation. Olivier Schrameck avait, dans son livre, écrit : « La propension naturelle des membres du gouvernement de second rang (...) est de prendre des initiatives de toute nature qui marquent leur champ d'action et leur autonomie. Et leurs cabinets respectifs ne font que les encourager dans cette tendance qui justifie leur rôle. (...) Une parodie institutionnelle (...) consiste en une imbrication des cabinets. »

Le cabinet de Dominique Strauss-Kahn compte ainsi treize « doublons », qui sont aussi chez Jacques Dondoux (commerce extérieur), Christian Sautter (budget), Marylise Lebranchu (PME, commerce et artisanat) et Christian Pierret (Industrie). Martine Aubry et Bernard Kouchner (santé) partagent trois conseillers. Claude Allègre et Ségolène Royal (enseignement scolaire) en ont sept en commun. Les directeurs de cabinet de Louis Besson (logement) et Michelle Demessine (tourisme) sont chargés de mission chez Jean-Claude Gaysot, ministre de l'équipement, des transports et du logement. L'objectif est d'éviter la « guerre des entourages », qui est le principal travers du fonctionnement des cabinets ministériels, et donc un grand risque lorsqu'ils sont pléthoriques.

Rafaële Rivais

Une majorité de hauts fonctionnaires et quelques transfuges du secteur privé

LA COMPOSITION des cabinets ministériels ne laisse qu'une place limitée aux représentants de la « société civile ». Avec quelque deux cent quatre-vingts personnes, la fonction publique représente 70 % des effectifs de ceux du gouvernement Jospin. Ce pourcentage est largement conforme à celui des gouvernements précédents, si l'on en croit une étude des élèves de l'ENA : « Le pourcentage de fonctionnaires dans les cabinets ministériels était de 60 % à la fin de la 4^e République, de 80 à 90 % dans les années 70 et de 65 % dans le gouvernement de M. Mauroy en 1982, avant d'atteindre à nouveau 80 % dans le gouvernement de M. Chirac en 1986 ; il est aujourd'hui en 1994, sous le gouvernement Balladur de 68 % ». Un seul directeur de cabinet (Yves Colonna, relations avec le Parlement), ne vient pas de la fonction publique.

Les entours des ministres d'aujourd'hui, savants mélanges d'amitiés politiques (*Le Monde* des 30 mai et 27 juin) et de compétences, comptent deux cent cin-

quante hauts fonctionnaires. Comme de coutume, les grands corps ont constitué un vivier de choix. Une quarantaine d'administrateurs civils ont également été recrutés. Sur la vingtaine de diplomates qui font leur entrée, plusieurs viennent de la représentation permanente française auprès de l'Union européenne, qui ne produit guère d'euroscopiques (*Le Monde* du 12 juin). Le corps préfectoral a fourni une quinzaine de personnes. Les inspections générales ont elles aussi été sollicitées.

« PRÉMIERS DE CABINET » On compte quatre-vingt-dix-sept énarques, ce qui donne une proportion de 24 %, légèrement inférieure à la moyenne, si l'on en croit Jean-François Kessler : « Depuis 1963 (...), la proportion d'énarques n'a jamais été inférieure à 25 %, mais elle n'a jamais été supérieure à 37 % », écrivait-il dans la revue *Pouvoirs* (janvier 1997). Mais sur les vingt-sept directeurs de cabinet il y a vingt anciens élèves de l'ENA.

L'élite des corps techniques est égale-

ment représentée, avec une vingtaine de polytechniciens, une dizaine d'ingénieurs des Mines, autant d'ingénieurs des Ponts. L'enseignement supérieur et la recherche ont fourni une quarantaine de personnes, dont une bonne moitié sont agrégés. Quelques-uns sont désormais connus du grand public, tels Alain Etcheberry, philosophe spécialiste de l'éthique et de la corruption, Alain Gelsman, ancien leader de mai 68, ou Sami Naïr, professeur de sciences politiques engagé dans le mouvement de pétitions contre la loi Debré. On trouve dans plusieurs ministères des sociologues, tels Jean-Marie Charon, spécialiste de la presse, chez Catherine Trautmann, Bertrand Hervieu, spécialiste du monde rural, chez Louis Le Pen, ou Michel Fize, auteur de plusieurs ouvrages sur les jeunes, chez Marie-George Buffet.

La justice, la médecine et l'armée sont également présentes, avec une quinzaine de magistrats, huit médecins et autant de militaires. Outre les hauts fonctionnaires, les cabinets emploient une quarantaine

d'agents de catégorie A (attachés d'administration centrale, inspecteurs des impôts ou des douanes, directeurs d'école, conseillers d'administration scolaire, administrateurs aux PTT ou fonctionnaires territoriaux...).

Une cinquantaine de personnes travaillent précédemment dans le secteur privé. Plusieurs viennent du monde de la banque ou de la finance, mais c'étaient en général des fonctionnaires en détachement. Il y a quelques ingénieurs-conseils, des spécialistes en urbanisme, en développement local, en relations parlementaires, en communication. Le PDG de Ten-Consell, Hugues Sibille, est ainsi chargé des emplois-jeunes chez Martine Aubry. On trouve aussi le fondateur d'une agence immobilière à vocation sociale, et un économiste travaillant dans une société de capital-risque. Le monde associatif fournit une dizaine de conseillers, tels le président de la Fédération française d'athlétisme ou le directeur d'un comité du tourisme régional.

Le monde politique stricto sensu nourrit aussi les cabinets, avec une quinzaine d'assistants parlementaires ou collaborateurs de groupes à l'Assemblée nationale et au Sénat, et une dizaine de personnes qui assistaient les ministres dans leurs fonctions d'élus locaux.

Les uns et les autres ont été priés d'abandonner leurs fonctions antérieures. Ceux qui sont fonctionnaires continuent à percevoir leur traitement indiciaire et reçoivent, en plus, des « primes de cabinet » compensant leur surcroît de travail mais au montant soigneusement camouflé. Ceux qui viennent du secteur privé ont un contrat prenant automatiquement fin avec les responsabilités gouvernementales de leur « patron ». Leur salaire est variable, mais n'est, en général, pas inférieur à 20 000 francs net par mois, si l'on en croit certaines indiscretions ; ce chiffre n'a pas été confirmé par des sources officielles, les questions d'argent relevant, comme par le passé, du tabou.

R. Rs.

L'Etat prépare EDF à la concurrence

Le projet de loi qui doit être présenté au conseil des ministres est vivement contesté par la CGT

AU MOMENT où l'Europe s'apprête à mettre en concurrence son marché de l'électricité - elle sera effective en 1999 - EDF va pouvoir présenter aux analystes financiers un bilan plus conforme aux normes internationales. Un projet de loi comportant notamment la restructuration financière du groupe public, qui avait été mis en chantier sous le précédent gouvernement, doit être présenté au conseil des ministres du 20 août.

Le principe de cette réforme figure dans le « contrat d'entreprise » signé, au mois de février, par l'électrificateur national et par l'Etat pour la période 1997-2000. Tout comme y est inscrite la « normalisation » de la fiscalité d'EDF : sa contribution annuelle au budget général devrait être de dix centimes par kilowatt-heure, et non pas dicté par l'ampleur des déficits du moment.

Deux particularités d'EDF, jugées étranges par les observateurs internationaux, vont disparaître si ce projet de loi est ensuite adopté par le Parlement. Sur le plan juridique,

aucun texte ne précise jusqu'à maintenant si le propriétaire du réseau de transport d'électricité est l'Etat ou EDF. Sur le plan comptable, l'entreprise affiche dans son bilan des capitaux propres ridicules (24 milliards de francs) par rapport à ses 680 milliards d'actifs, constitués notamment par les centrales électriques.

RESTRUCTURATION FINANCIÈRE

Cette situation entretient la suspicion sur la façon dont EDF finance ses projets, au moment même où la libéralisation du marché interdit tout recours aux subventions. Elle risque aussi de décourager les investisseurs alors que l'opérateur français, qui a de grandes ambitions internationales, sera sans doute appelé à les solliciter de plus en plus souvent. Surtout dans l'éventualité d'une ouverture de son capital, ironisent les syndicats hostiles à la réforme d'EDF (CGT, FO), pour qui la réforme en cours n'est qu'un premier pas vers la privatisation.

Si le projet actuel n'est pas amendé, le premier point ne fera désormais plus aucun doute : le propriétaire du réseau d'alimentation générale français n'est pas l'Etat, qui a concédé à EDF l'exploitation du service public de l'électricité, mais bien l'entreprise elle-même. Selon cette dernière, le futur texte ne fera que « reconnaître » son droit de propriété, et ne créera donc pas une situation nouvelle. Le point de vue de la CGT est tout différent. Dans un communiqué publié lundi 18 août, le syndicat estime que le projet de loi modifie bien « le statut des installations du réseau transport d'électricité ou Réseau d'alimentation générale (RAG, de 60 000 à 400 000 volts) qui sont aujourd'hui propriété de la nation et donc de l'Etat ». Il s'agit, selon la CGT, « d'une disposition contraire aux règles et conceptions du régime de la concession et à la Constitution ».

Ce choix concernant la propriété du réseau sous-tend le deuxième volet, financier, du projet. Les droits du concédant (c'est-à-dire de l'Etat) vont pouvoir être incorporés aux dotations en capital d'EDF, ce qui

permettra de porter les capitaux propres de l'entreprise de 24 à 79 milliards de francs. Les provisions constituées par EDF au fil des ans pour parer à l'éventualité d'une restitution du réseau à l'Etat n'auront plus lieu d'être. Elles pourront ainsi se transformer en réserves financières qui grossiront les fonds propres de l'entreprise, dont le montant s'élèvera désormais à 200 milliards de francs.

Ce jeu d'écritures comptables devrait permettre à EDF de mieux satisfaire aux exigences imposées aux producteurs d'électricité par la libéralisation progressive de leurs marchés : indépendance de l'opérateur par rapport à sa tutelle publique, clarté des modes de financement, poursuite du désendettement. Un logique dont la CGT, elle, ne veut pas entendre parler. Ce syndicat a donc estimé, lundi, que le projet de restructuration financière d'EDF est tout simplement « contraire à tous les engagements du Premier ministre ».

Anne-Marie Rocco

Mobilisation socialiste contre l'université d'été du Front national

LE MOUVEMENT des jeunes socialistes (MJS) organise dans le Vaucluse, du 22 au 24 août, une série de conférences, de réunions publiques, de concerts et de rencontres sportives, pour « lutter contre les idées xénophobes » du Front national, qui tiendra son université d'été à Orange du 24 au 29 août. Dans ce cadre, Elisabeth Guigou, ministre de la justice, présidera un débat sur « les réponses juridiques ou raciales ». Cette initiative vise, selon le MJS, à ce que « l'extrême droite ne devienne pas l'orbite des prochaines élections régionales » en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Parallèlement, le collectif d'associations Vivre ensemble organise à Orange, les 22 et 23 août, une série de tables rondes, qui seront inaugurées par François Hollande, premier secrétaire délégué du Parti socialiste.

■ BUDGET : Alain Bocquet, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, a fait part, lundi 18 août, dans une lettre à Lionel Jospin, de ses « préoccupations sur les orientations qui semblent se dessiner sur le prochain budget ». Assurant que « le premier budget de la gauche doit être en rupture » avec les précédents, M. Bocquet écrit notamment que le projet de loi de finances « ne peut être guidé par le seul respect des critères pour le passage à la mannaie unique sans être accompagné d'une augmentation sensible des dépenses budgétaires utiles, assortie d'un financement s'attaquant à la spéculation financière ».

■ MARINE : Josselin de Roban, président du groupe RPR du Sénat, a fait part, lundi 18 août, de « son inquiétude et son désaccord » face à une éventuelle remise en cause des avantages fiscaux pour les achats de parts de navires de commerce (quirats) dans le projet de loi de finances pour 1998. Des députés socialistes de la commission des finances souhaitent une remise à plat de ces avantages, votés par le Parlement en 1996.

JMJ Les Journées mondiales de la jeunesse ont officiellement commencé, mardi 19 août au Champ-de-Mars, sous la forme d'une célébration présidée par le

cardinal Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris. Près de trois cent mille personnes étaient attendues. **● QUARANTE TRAINS** spéciaux et mille deux cents cars ont



acheminé, lundi 18 août, vers la capitale cent mille participants. **● RASSEMBLEMENTS** de prières et fêtes : les jeunes croyants ou « en recherche » ont inventé une nou-

velle forme de pratique religieuse, dans des lieux de pèlerinage. C'est le deuxième volet de notre enquête sur la foi des jeunes aujourd'hui.

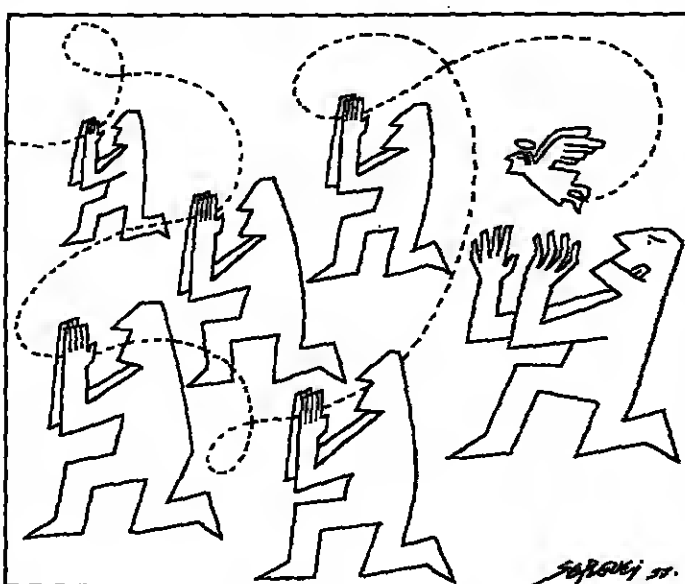
Les jeunes préfèrent rassemblements et pèlerinages à la messe du dimanche

Les Journées mondiales, qui se sont ouvertes mardi 19 août au Champ-de-Mars, à Paris, confirment le goût des nouvelles générations pour les événements exceptionnels. Taizé, Chartres, Assise, ont vu leur fréquentation croître au cours des dernières années

« IL FAUT faire des choses qui aient de la gueule. » Malgré lui, ce prêtre de province se plie aux nouvelles exigences. Chaque année, dans son diocèse, il s'occupe d'une marche, suivie d'un rassemblement, pour les quinze-vingt ans. Il y a huit ans, ils étaient soixante-dix, l'an dernier quatre cents. Des pratiques ? « C'est beaucoup dire, mais ils sont en lien avec l'Eglise. » Un lien qui les mène éventuellement en pèlerinage à Lourdes ou à Assise, en tout cas aux Journées mondiales de la jeunesse. « C'est une certaine modalité d'appartenance à l'Eglise, poursuit le prêtre. On aime ou on n'aime pas, il faut prendre les jeunes comme ils sont. »

En 1991, 1 000 étudiants d'Ile-de-France avaient participé au pèlerinage de Chartres. Cette année, ils étaient près de 6 000. « Ce n'est pas une explosion, mais une croissance lente », estime le Père Paul Destable, secrétaire général adjoint de la conférence des évêques, en notant que tous les rassemblements de jeunes chrétiens font recette. A la Pentecôte 1995, la jeunesse catholique (JOC) a rassemblé 30 000 personnes à La Courbevoie (Seine-Saint-Denis). En mai dernier, 12 500 adolescents – quinze fois plus qu'en 1979 – ont pris part au « Frat » (pèlerinage fraternel) de Lambilly (Vielles), un rassemblement régional organisé par les aumôniers. Quant aux jeunes venus à Lourdes avec les pèlerinages officiels, ils étaient 51 000 en 1994 et 62 000 en 1996. « Depuis dix-quinze ans, les pèl's (pèlerinages), c'est le ressort », constate le Père Michel Malvezin, aumônier à Aurillac (Cantal).

Les jeunes désertent les églises, mais fréquentent rassemblements et pèlerinages. 2 % seulement des



dix-huit-vingt-quatre ans vont à la messe le dimanche (in *Les Jeunes et la Religion: un cadre général*, du sociologue Yves Lambert, paru dans la revue *Agora*, 3^e trimestre 1997). Mais la quasi-inexistence de la pratique cultuelle hebdomadaire chez les jeunes ne vaut pas bannissement de l'Eglise.

« Au moment de l'adolescence, je ne croyais plus trop. Pendant deux-trois ans, je ne suis plus allée à la messe », raconte Myriam, une étudiante parisienne de vingt-deux ans. Mais ce qui l'a ramené vers l'Eglise, c'est le rassemblement international organisé par la communauté de Taizé en 1994 à Paris. « J'ai ouvert les yeux, poursuit la jeune fille. Voir tous ces jeunes prier, entendre des chants très beaux, très

simples. On se rend compte qu'on est tous pareils. »

Pour les 30 000 à 100 000 jeunes qui viennent chaque année à Taizé (Saône-et-Loire), la motivation est double. « Ils trouvent la beauté de la prière commune et des chants et ils cherchent », explique Frère Emile, depuis vingt-deux ans dans la communauté. « Chez les pèlerins de Taizé, aussi bien que chez ceux qui participent aux Journées mondiales, le fait de pouvoir rencontrer des jeunes du monde entier est toujours placé au premier rang des raisons d'effectuer le déplacement, avant toute motivation explicitement religieuse ou spirituelle », lit-on dans *Cultures Jeunes et Religions en Europe*, ouvrage dirigé par Roland J. Campiche (Cerf, juin 1997). L'auteur explique que le sentiment des

jeunes d'être « de nulle part » se retourne en sentiment « d'être de partout », lorsque « les jeunes du monde entier » deviennent le sujet d'« une mutation utopique ».

L'aspect festif des grands rassemblements n'est pas non plus étranger à leur succès. Le phénomène fonctionne, selon Danièle Hervieu-Léger, sociologue des religions, « dans le registre de l'extraordinaire ». Ainsi existe-t-il un lien, selon les auteurs de *Cultures Jeunes et Religions en Europe*, entre « la régression, particulièrement sensible chez les jeunes, d'une religiosité "ordinaire", quotidienne, inscrite dans un monde d'observances indéfiniment répétées, et le déplacement de la vie religieuse collective du côté de l'extraordinaire, de l'exceptionnel, de l'extraordinaire ».

UNE « PRATIQUE NOUVELLE »

Les participants aux grands rassemblements et pèlerinages ne sont pas tous pratiquants, ni même croyants. « Il y en a beaucoup qui viennent parce qu'ils sont en recherche », raconte Jérôme, vingt et un ans, à propos de Taizé. Et Anne, dix-huit ans, de renchérir : « Le fait qu'on soit en silence tous ensemble, ça les impressionne. Ils sont portés. Ça les aide à prier. » Aux Journées mondiales de Denver, en 1995, le père Jacques a été très touché par des non-pratiquants : « dans le sens où ils ne vont pas à la messe le dimanche », pratiquants néanmoins, à ses yeux, « dans la mesure où ils prient, sont attentifs à marquer le coup à Noël, à Pâques, ont fait une retraite d'une semaine dans une abbaye ». Le prêtre y voit l'émergence d'un phénomène. « C'est à partir des temps forts qu'on va retrouver une pratique nouvelle. »

Le « temps fort » présente

l'énorme avantage de sortir les jeunes croyants de leur isolement. « Au lycée, si tu dis que tu vas à la messe, c'est un signe de dévotion profonde », s'exclame Claire. « C'est pas possible, ça existe encore ! », entend Myriam lorsque, à l'université, elle confie qu'elle est catholique. Choquée par l'« intolérance de la société française », une jeune femme raconte qu'elle ne se présente comme pratiquante qu'après avoir approfondi les liens avec ses connaissances. « J'ai des amis, dit-elle, qui ne le seraient pas devenus si je leur avais dit d'emblée que j'étais catholique... C'est d'autant plus cho-

quant que la religion bouddhiste est bien acceptée. » Finie cette solitude à Lourdes, Paray-le-Monial, Taizé ou Chartres !

40 trains spéciaux et 1 200 cars

A la veille de l'ouverture officielle des Journées mondiales de la jeunesse, mardi 19 août au Champ-de-Mars, 40 trains spéciaux et 1 200 cars sont arrivés à Paris, transportant 100 000 jeunes, venus notamment des villes de province où, depuis vendredi, les participants étrangers avaient été reçus. 150 000 repas avaient été servis, lundi soir 18 août, dans les 370 sites d'hébergement de la région parisienne. Les organisateurs, Mgr Lustiger et Mgr Dubost, affichent lundi leur optimisme : « Les inscriptions des jeunes Français ont quasiment doublé au cours des derniers jours. On dépasse les prévisions de 100 000 jeunes Français », a déclaré l'archevêque de Paris.

quant que la religion bouddhiste est bien acceptée. » Finie cette solitude à Lourdes, Paray-le-Monial, Taizé ou Chartres !

Entre 1991 et 1992, la participation des étudiants d'Ile-de-France au pèlerinage de Chartres a plus que doublé à la suite des Journées mondiales de la jeunesse de Czestochowa (un million de jeunes, dont 30 000 Français). Le succès des « temps forts » provoque donc un effet boule de neige. Pour autant, les expériences collectives « ne sont pas des moulinettes à fabriquer des croyants », assure Danièle Hervieu-

Marie-Pierre Subtil

TROIS QUESTIONS A UN JEUNE MUSULMAN

Acène Guédri, vingt-neuf ans, est responsable de la mosquée de la Lumière, à Amiens.

■ Quel regard portez-vous sur ces Journées mondiales de la jeunesse ?

« Pour moi, c'est une découverte. Les jeunes musulmans rêveraient d'un tel rassemblement. Presque tous les pays du monde sont là : j'admire l'unité des catholiques. »

■ Les jeunes musulmans attendent-ils quelque chose de cet événement ?

« Pour la jeunesse musulmane, la société française est une société chrétienne. Or il est difficile de faire comprendre à ceux qui vivent l'exclusion au quotidien que cette société globalement leur veut du bien. Je sais que les chrétiens ont majoritairement un sentiment négatif vis-à-vis de l'islam. Le terrorisme crée chez eux une attitude de méfiance. D'où notre attente : est-ce que cette société veut de nous ? »

■ Vous espérez un message particulier du pape ?

« Le pape peut jouer un rôle important en rassurant les jeunes musulmans. Il serait bien qu'il donne des directives dans le sens du dialogue entre les religions. Est-ce qu'un plus haut niveau des Eglises une consigne pourrait être destinée aux chrétiens pour qu'ils contribuent davantage à l'insertion en Europe des jeunes musulmans ? »

Le Carnet du Monde

POUR VOS HEUREUX ÉVÉNEMENTS
NAISSANCES, MARIAGES

70 F la ligne hors taxes

☎ 01.42.17.39.80
01.42.17.38.42

ST-JACQUES-DE-COMPOSTELLE (Espagne)

de notre envoyé spécial
Dans la foule des touristes, venus se frotter aux splendeurs de ce qui fut, avant d'être un joyau de l'architecture des siècles passés, un des phares de la chrétienté, dans cette Galice du bout du monde, on les reconnaît tout de suite. Pas forcément à leurs sacs à dos ou à la fatigue qui creuse leurs visages, mais plutôt à leur regard, à la fois fiévreux et rassasié, celui du pèlerin enfin parvenu au terme de cette longue quête intérieure qu'est le chemin de Saint-Jacques-de-Compostelle.

Avec leurs mots d'adolescents, Damien, Ludovic, Jean-Baptiste et les autres qui, de l'aumônerie de Talence et Créon (Gironde), font chaque année un « tronçon » du chemin, racontent : « Cela n'a rien de voir avec une colonie de vacances, dit l'un d'eux. Au début, on trouve ça pénible, mais on revient. On se sent solidaire des autres, on se surpasse avec, en plus, cette sensation de mettre ses pas dans

ceux de millions d'autres pèlerins. Et c'est quand on rentre qu'on comprend la devise : saint Jacques, pèlerin de tous les possibles. »

La mystique du vieux chemin de Compostelle qu'ont emprunté des millions de « jacquets », bourdon à la main, coquilles au chapeau, depuis la grande nuit du Moyen Âge, existe plus que jamais. Bien sûr, l'aventure n'est plus la même. Des tronçons de route ont remplacé certains chemins, et l'on craint plus la proximité des camions que les brigands, mais l'atmosphère, l'accueil et surtout la « quête » demeurent. Ce que vont chercher ces modernes pèlerins, munis de cartes d'état-major et de chaussures de sport sophistiquées, c'est Vittorio, un jeune professeur de littérature italien, rencontré, le bâton encore à la main, qui nous l'a confié.

« J'étais attiré par l'histoire et la littérature espagnole, dit-il. Mais surtout j'avais envie de prendre le temps de réfléchir, de faire une « coupure » dans ma vie. Si je n'avais pas été croyant, sans doute serais-je allé marcher

dans l'Himalaya, mais avec mes racines religieuses, j'ai choisi Compostelle. Je voulais vérifier ma foi. Mes élèves, en apprenant ça, m'ont vu que le côté spirituel et m'ont pris pour Harriett Ford. » Il a pris le train le 2 juillet pour Saint-Jean-Pied-de-Port, un des points de départ traditionnels pour Saint-Jacques, soit 800 kilomètres.

MOTIVATIONS

Qu'a-t-il trouvé au terme de ces étapes harassantes de 40 kilomètres par jour à pied, de la soif et de la solitude ? Lui-même : « Le chemin, c'est une métaphore de la vie, l'épreuve de la patience, de la douleur, de la pauvreté. On apprend, parce que le sac pèse sur le dos, à vivre avec l'indispensable. On redécouvre la solidarité, le soir au refuge, et l'amitié, comme avec ces paysans qui m'ont invité à assister à la naissance de leur veau. C'est une ascèse permanente. Vous partez touristes, très vite vous devenez pèlerins. »

Comme Vittorio, ils sont des milliers, chaque année, qui se retrouveront derrière

l'obradorio (l'œuvre d'or), la plus belle façade de la cathédrale édifiée sur la tombe de saint Jacques, pour aller chercher la compostelle, le certificat délivré à condition d'avoir parcouru au moins 100 kilomètres à pied. Selon Don Jaime, qui tient les comptes, après l'année de la Journée mondiale des jeunes avec le pape en 1989, un record a été battu en 1993 avec 99 436. Ils étaient 23 218 en 1996. Dans leur grande majorité, ils ont emprunté l'antique « chemin français », par Le Puy ou Roncevaux. Près de 46 % étaient des étudiants. Plus de la moitié (56 %) sont des jeunes de moins de trente ans.

Mais les pèlerins sont aussi des chômeurs, des gens qui, après une maladie, un divorce ou une cure de désintoxication pour drogues, désirent « faire une coupure ». Ils sont surtout espagnols, puis allemands, français, italiens et belges. Quant aux motivations, elles sont toujours les mêmes : religieuses et culturelles, les deux le plus souvent mêlées.

Marie-Claude Decamps

Avec un groupe des Landes : « Tous les jeunes ne sont pas désespérés »

SUR LES HAUTEURS de Sèvres (Hauts-de-Seine), dans le quartier des Bruyères, un vaste parallélogramme de béton s'élève, le gymnase des Postillons. Au pied du bâti-

REPORTAGE

« Ce n'est pas parce qu'on est catholique qu'on est obligé de faire ce que dit le pape »

ment, des jeunes gens portant des maillots rouges font la chaîne pour vider une camionnette de bagages divers. « Voilà la presse, vite, planquez les Kro ! » En fait, malgré la chaleur, il n'y a ni Kronenbourg ni aucune autre marque de bière, rien que des dizaines de bouteilles d'eau de Dax. On attend incessamment les cars des Landais pour les Journées mondiales de la jeunesse (JMJ).

Le gymnase est spacieux. Il peut servir à de multiples jeux de bal-

lon, du basket-ball au basket. Sur le sol plastifié, des rubans adhésifs délimitent les rectangles où chaque jeune pèlerin va dérouler son tapis et s'allonger, ainsi que les couloirs de circulation. Les bénévoles entassent contre un mur un premier chargement de sacs à dos, en transpirant et dans la bonne humeur. Christophe a dix-neuf ans et repasse son sac. « Je suis benoîté ou JMJ parce que j'aime beaucoup la vie en communauté et qu'ici on rencontre plein de gens de toutes sortes. Ce n'est pas pour la religion que je fais ça, c'est pour rendre service. Moi, je ne suis pas vraiment catholique au fond de moi. J'ai eu la foi jusqu'à il y a deux ans et je la perds. Mais j'aime beaucoup cette ambiance de paix et d'espérance. » Anne a dix-sept ans, est en terminale, également enthousiaste à l'idée de voir tant de monde. En plus du français, elle parle l'anglais, l'italien et l'allemand.

Enfin, à 16 h 20, les Landais débarquent. Ils sont trois cents, couf-

fés d'un béret rouge, plutôt vaillants, sous la houlette du Père Denis Cazaux, qui reconnaît un petit coup de barre : « On est parti de Mont-de-Marsan à deux heures du matin. On a tenu à faire une veille avant de prendre la route... »

C'EST L'AMBIANCE QUI COMPTE

Les jours précédents, ils ont accueilli dans les Landes des jeunes Réunionnais, des Martiniquais, des Zambiens, des Colombiens, des Malgaches. Philippe, vingt et un ans, étudiant en lettres modernes et qui voudrait devenir journaliste, vient d'une famille croyante et pratiquante. « J'attends des JMJ un échange culturel assez fort. On a commencé avec les Réunionnais et les Martiniquais, qui vivent leur foi assez différemment de nous. Il y a énormément de joie en eux, ils font la fête. Ils sont très fervents aussi. S'ils ne vont pas deux fois à la messe dans le week-end, ils se sentent vraiment mal. Par rapport à moi, j'observe des diffé-

rences. » Emilie a seize ans et vit près de Dax. C'est une caravelle. « Coravelle, c'est une branche du scoutisme féminin. Ça me plaît de venir retrouver des gens que j'ai connus dans des camps. On est très croyant dans ma famille, depuis deux ans. » Et avant ? Rien. Il y a eu un décalé. « Mes parents étaient tous les deux au chômage et ils ont retrouvé du boulot en même temps. Ils se sont mis à croire en Dieu. Moi, j'avais été baptisée, mais j'avais laissé tomber. On m'a dit : "Viens aux caravelles", et voilà, je peux plus m'en passer. »

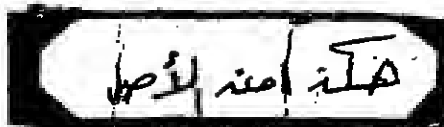
La présence du pape aux JMJ ne les touche que modérément. D'abord, il ne sera qu'une petite silhouette très loin à l'hippodrome de Longchamp. Et puis, sur les questions du préservatif, de l'avortement, on ne le suit pas toujours. « Le pape, il est obligé de dire ça. Mais ce n'est pas parce qu'on est catholique qu'on est obligé de faire ce que dit le pape. Enfin, c'est pas

très bien de dire ça, mais... » Mais comment le dire autrement ? On se rassure : il a plaidé pour la fidélité. Si on est fidèle, on est à l'abri. Et, même sur le préservatif, il s'est rendu compte du danger.

Non, ce qui compte, ce n'est pas le pape, même si tout ça est venu de lui, c'est l'ambiance. « L'échange, la fraternité, on va arriver à l'un 2000. » Un participant aux JMJ se sent extraordinairement valorisé de la seule chose qu'il n'a pas mérité et qu'il perdra : la jeunesse. Il n'est donc question que de rencontrer d'autres jeunes, d'échanger, entre jeunes. Comme si, après l'épisode de la jeunesse, la foi devait être moins intéressante ? Non, plutôt pour réagir contre une image banale de romantisme négatif. « On veut montrer que des jeunes sont capables de se réunir pour faire quelque chose ensemble. Pour dire que tous les jeunes ne sont pas désespérés. »

Michel Braudon

devi...



Dominique Voynet est confrontée à de sévères critiques

Les détracteurs de la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement lui reprochent de ne pas prendre de « mesures concrètes », alors que le seuil d'alerte 2 de pollution à l'ozone a été frôlé à Paris et dépassé à Lille et à Strasbourg

Invitée, mardi 19 août, de RTL, la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, Dominique Voynet, a estimé que la lutte contre la pollution atmosphérique exigeait des « solutions à long terme », insis-

tant sur le nécessaire développement des transports collectifs. M^{me} Voynet a noté que les pics de pollution actuellement enregistrés dans les grandes villes lui permettaient d'être « plus forte vis-à-vis de [ses] collègues

du gouvernement ». Dans un communiqué diffusé lundi 18 août, les Verts ont jugé les mesures prises par le préfet de police de Paris insuffisantes. Pour sa part, le Mouvement écologiste indépendant d'Antoine Waechter

demande « l'interdiction de la circulation ». Quant à Didier Julia, vice-président (RPR) du conseil régional d'Ile-de-France, il estime qu'« il faut passer aux mesures concrètes ». (Lire notre éditorial page 11.)

A PEINE rentrée de vacances, Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, a été contrainte de répondre aux attentes de ses opposants, mais aussi de ses amis politiques. En ce mois d'août chaud, c'est l'ozone qui occupe tous les esprits. Mardi 19 août, invitée de RTL, la ministre s'est empressée de rappe-

ler qu'« il n'y avait pas de solution magique facile ». « On ne peut pas se contenter de conseiller aux gens de prendre les transports en commun, a cependant souligné Dominique Voynet. Il faut des solutions à long terme. Ce pic de pollution me permet d'être plus forte vis-à-vis de mes collègues du gouvernement ». La ministre a rappé-

lé que le Groupement des autorités responsables de transports (GART) a évalué l'effort nécessaire pour mettre à niveau l'offre de transports collectifs dans les grandes villes à 85 milliards de francs.

Dans le cadre de l'application de la loi sur l'air de son prédécesseur, Corinne Lepage, Dominique Voynet a envoyé, lundi 18 août, aux préfets une circulaire dans laquelle elle les invite à déclencher les « différents types de dispositions contraignantes » prévues dans les plans d'urgence en cas de risque de dépassement du niveau 3, fixé à 360 microgrammes par mètre cube. « Je vous demande d'appuyer la mise en œuvre de ces décisions par un important effort d'information pour que le public adhère aux contraintes des mesures d'urgence », précise le texte.

Il est peu probable que ces recommandations freinent, dans l'immédiat, la polémique engagée dès le 12 août par Corinne Lepage, ministre de l'environnement de l'ex-gouvernement Juppé. Au micro de BFM, elle demandait alors que Dominique Voynet ait « le courage politique d'appliquer la loi sur l'air », en publiant rapidement les décrets d'application de la loi qu'elle avait fait voter en décembre 1996. « Une loi sans décrets d'application est une loi qui ne s'applique pas », déclarait-elle. Le cabinet de Dominique Voynet a

répondu en précisant que les décrets d'application de la loi ne pourront pas être publiés avant la fin de l'année. Dans une interview à Libération, jeudi 14 août, Corinne Lepage jugeait « très timide » la gestion de Dominique Voynet : « Je la trouve, elle et son cabinet, très en retrait ».

LE CAS DES AUTOBUS

Le flambeau de la critique a été repris, lundi 18 août par Didier Julia, vice-président (RPR) du conseil régional d'Ile-de-France chargé de l'environnement. « Il faut maintenant passer d'urgence aux mesures concrètes et durables » pour lutter contre la pollution atmosphérique, a-t-il déclaré. « Un accord avec la RATP doit pouvoir être conclu rapidement pour la mise en service de gazole à teneur réduite en soufre dans tous les autobus », a-t-il ajouté. M. Julia a également évoqué le problème de la

« pollution verte » prévue par la loi sur l'air, qui désignera les véhicules les moins polluants, seuls autorisés à circuler dans les agglomérations les jours de très forte pollution, et qui doit remplacer à terme la circulation alternée. « Elle devrait pouvoir entrer en vigueur en quelques semaines si la capacité politique d'agir concrètement dans ce domaine existe au gouvernement, s'agissant d'une mesure réglementaire qu'il peut prendre à tout moment. » Le ministre a précisé que cette mesure, que Dominique Voynet préfère à la circulation alternée en raison de ses vertus « pédagogiques », pourrait intervenir fin 1998.

Les Verts d'Ile-de-France ont estimé, lundi 18 août, que les mesures prises par le préfet de police de Paris - limitations de vitesse et recommandations aux automobilistes - étaient « inefficaces » pour lutter contre la pollution de l'air.

« On ne peut pas se contenter d'attendre des mesures de long terme en fermant les yeux sur la souffrance des personnes sensibles pendant les épisodes de pollution aiguë », précisent-ils. Le Mouvement écologiste indépendant d'Antoine Waechter se montre plus critique encore. « Nos décideurs ne résoudront aucun problème tant qu'automobile et transport routier primeront sur les transports collectifs et ferroviaires, tant que la décentralisation et le développement économique francilien primeront sur les autres régions et la vitalité de leurs villes moyennes, note-t-il dans un communiqué. (...) Face à une situation d'urgence, pourquoi M^{me} Voynet ne demande-t-elle pas l'interdiction de la circulation afin de permettre une rapide amélioration de la qualité de l'air ? »

Acacio Pereira

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde des Cadres

Au sein de BDDP Corporate, premier groupe de communication d'entreprise en Europe, le pôle activité communication financière conseille des sociétés cotées et des institutions financières sur leur stratégie de communication.

Consultant Senior Chef de Groupe

Responsable d'un portefeuille existant que vous gèrez et que vous développez, vous accompagnez vos clients dans leur communication financière. Initiateur d'idées, vous leur apportez un conseil fin et ciblé puis développez et suivez les outils à mettre en place.

A 28/30 ans, de formation supérieure type Ecole de Commerce, Sciences Po ou 3ème cycle universitaire, votre première expérience en agence de communication financière ou au sein du département communication financière d'une grande entreprise vous a permis de développer une forte culture générale du marché économique et financier. Aujourd'hui, vous avez envie d'évoluer vers un poste complet. Bien sûr, votre anglais est courant.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant sur l'enveloppe la référence CS, à Communiqué, 50/54 rue de Silly, 92513 Boulogne-Billancourt Cedex.

Les réseaux de surveillance manquent encore de moyens

CHACUN NOUVEAU PIC de pollution est l'occasion de mettre en cause les organismes chargés de la surveillance de la qualité de l'air. Ils se voient notamment reprocher d'être incapables de prévoir avec un peu d'avance les nouveaux pics de pollution. Certains affirment même que les mesures effectuées ne sont pas toujours très fiables. « Sur le plan national, le réseau est mal équipé, principalement en ce qui concerne le contrôle des taux d'ozone et des micro-particules de diesel », affirme ainsi le président du groupe des Verts au conseil régional d'Ile-de-France, Jean-Félix Bernard.

Parce qu'il couvre la région la plus peuplée du territoire, l'Ile-de-France, Airparif a souvent été montré du doigt, notamment par les élus écologistes, qui ont réclamé, en février 1996, une multiplication des capteurs et des investissements dans du matériel qui permettrait d'affiner les contrôles et d'améliorer les prévisions. Le président d'Airparif, Michel Elbel, reconnaît : « Tout n'est pas parfait », mais il affirme : « Paris et la petite couronne, le maillage de stations de contrôle est désormais suffisant. » « Il ne sert à rien de multiplier leur nombre, explique-t-il, l'essentiel étant qu'elles soient bien situées. » Il admet cependant que, « faute de moyens financiers et d'investissements sérieux de la part des collectivités locales concernées », la grande couronne est encore mal lotie.

Depuis peu, le réseau parisien s'est également renforcé de capteurs d'ozone, qui étaient jusqu'à en nombre insuffisant pour donner une image précise de la pollution. Cette année, Airparif est même en mesure de donner, le soir, une idée de la tendance pour le lendemain, même si cette anticipation ne concerne, pour l'instant, que l'ozone. Jean-Félix Bernard juge cependant ce progrès limité.

Le problème de fond des différents réseaux de surveillance de la qualité de l'air qui maillent le territoire est que la volonté politique affichée n'est pas toujours suivie d'effets rapides sur le terrain. Comparés à leurs confrères euro-

péens, et notamment allemands, les réseaux français manquent encore de moyens. « Pour une vingtaine de salariés à Airparif, son équivalent dans la Ruhr [un bassin de population comparable] emploie une centaine de personnes avec des moyens autrement plus importants », souligne Jean-Félix Bernard. Michel Elbel, qui se veut plus confiant, remarque qu'Airparif fait actuellement l'objet d'un audit qui devrait lui permettre d'améliorer ses performances.

LE « MODÈLE » ALSACIEN

L'exemple vient de Strasbourg. Avec l'Association pour la surveillance et l'étude de la pollution atmosphérique en Alsace (ASPA) la ville s'est dotée d'un outil original. En septembre 1996, cet organisme, équivalent alsacien d'Airparif, a obtenu l'accréditation du Cofrac (Comité français d'accréditation) et la certification AFAQ (Association française pour l'assurance de la qualité) à la norme 9002. Derrière ce jargon technico-administratif, se cache la reconnaissance officielle de la compétence des personnels et des matériels, ainsi que des procédures d'élaboration des données, « de la prise d'air sur le terrain, à la diffusion de l'information », précise Alain Target, directeur de l'ASPA.

L'organisme alsacien est le seul en France à avoir obtenu ces deux agréments. L'ASPA se pose ainsi comme un modèle non, comme le souligne Alain Target, parce qu'elle est meilleure que les autres mais parce qu'elle a débarrassé le terrain. « Un jour ou l'autre, nos confrères y viendront », affirme M. Target. La reconnaissance officielle du travail effectué est une assurance de la qualité de ce travail pour nos clients : les médias, les élus, les industriels et la population. « Une manière comme une autre de balayer les soupçons qui entourent parfois le travail de ces organismes et de se préparer à une prochaine directive européenne qui pourrait obliger les réseaux à faire l'objet d'une accréditation par un organisme indépendant.

A. P.

Notre rubrique
d'offres
d'emploi
du vendredi*

Le Monde
INITIATIVES LOCALES

est le rendez-vous
hebdomadaire des cadres
de l'administration

Contactez Sacha Lauzanne
au 01-42-17-39-34

Division du groupe international CARRIER, CARRIER TRANSICOLD, avec plus de 1 milliard de francs de chiffre d'affaires et un effectif de 800 personnes, est spécialisée dans la réfrigération de transport. CARRIER TRANSICOLD INDUSTRIES, centre industriel de CARRIER TRANSICOLD en Europe recherche son :

Responsable Méthodes

Sous la responsabilité du Directeur Général, en collaboration avec les départements Engineering, Qualité et Achats en France et aux Etats-Unis et avec le support d'une équipe, votre mission sera de :

- participer au processus de définition du produit pour les parties montage et assemblage
- coordonner l'introduction des nouveaux produits en production en intégrant les équipes projet
- organiser les processus de fabrication de manière à optimiser la qualité et le coût des produits (implantation, rééquilibrage des postes de travail...)
- participer à la politique de sourcing des composants

De formation Ingénieur, vous possédez impérativement un minimum de 5 ans d'expérience dans un poste similaire dans le secteur des biens d'équipement. Vous parlez anglais couramment et vous avez l'habitude du travail dans un environnement international. Créatif et rigoureux, vous possédez de bonnes qualités relationnelles et de leadership. Pour ce poste basé à Franqueville St Pierre (banlieue rouennaise), merci de transmettre votre candidature sous réf. MET 0797 à : Martine Montier - CARRIER TRANSICOLD INDUSTRIES 810 route de Paris - BP 16 76520 Franqueville St Pierre.

Carrier
TRANSICOLD

INONDATIONS Par leurs conséquences dramatiques, les crues exceptionnelles, en Pologne et en République tchèque, au début de juillet, ont rappelé certains débordements de la Loire, notamment au siècle dernier. ● L'IMPORTANCE DES PRÉCIPITATIONS constatées en Pologne réveille l'inquiétude de l'hydrologue Zbigniew Gazowski, spécialiste de la Loire. ● LE « PLAN LOIRE GRANDEUR NATURE », décidé par les autorités en 1994, marque une rupture dans la façon de protéger les zones inondables, en respectant mieux le fleuve. ● LES TRAVAUX ENTREPRIS ET LES PROCÉDURES mises en place pour domestiquer la Loire à Brives-Charensac (Haute-Loire) sont « exemplaires » pour les

écologistes et les pouvoirs publics, mais elles ne font pas l'unanimité chez les élus. ● CES TRAVAUX ONT coûté 300 millions, contre 600 à 700 millions prévus pour un barrage.

tant mieux le fleuve. ● LES TRAVAUX ENTREPRIS ET LES PROCÉDURES mises en place pour domestiquer la Loire à Brives-Charensac (Haute-Loire) sont « exemplaires » pour les

écologistes et les pouvoirs publics, mais elles ne font pas l'unanimité chez les élus. ● CES TRAVAUX ONT coûté 300 millions, contre 600 à 700 millions prévus pour un barrage.

Une nouvelle stratégie de lutte contre les crues de la Loire

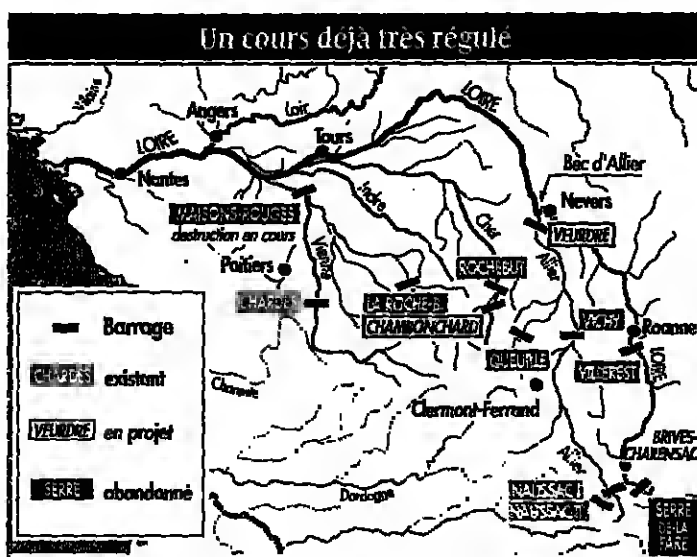
Le plan « Loire grandeur nature » évite la multiplication des barrages, grâce à des aménagements du fleuve, comme à Brives-Charensac (Haute-Loire). Mais cela suffirait-il, en cas d'intempéries exceptionnelles, à éviter une catastrophe comparable à celle du bassin de l'Oder ?

BRIVES-CHARENSAC

de notre envoyé spécial
Au siècle dernier, il y avait Brives d'un côté et Charensac de l'autre. Mais la Loire coulait entre les deux rives depuis beaucoup plus longtemps. Une Loire géométrique et limpide, qui pourtant sautait de son lit et de sa berge jusqu'à tout détruire sur son passage ; jusqu'à tuer. A Brives-Charensac, la mémoire écrite de ses crues torrentielles remonte au 8 octobre 1878. Ensuite, la liste égrène les années comme une suite imprévisible de rendez-vous impitoyables et dramatiques avec la nature. Deux dates, les plus récentes, marquent désormais l'histoire du fleuve et de ses habitants.

21 septembre 1980 aux alentours de midi, la Loire sort brusquement de son lit : 8 morts, 420 millions de francs de dégâts. Avec un flux de 2 000 mètres cubes par seconde, c'est une crue centennale. 16 novembre 1996 : le fleuve déboule à 1 400 mètres cubes par seconde, soit, par estimation, une crue « quarantennale ». Mais entre ces deux moments de tensions la relation de Brives-Charensac avec le fleuve a été profondément modifiée, à contre-courant de tout ce qui s'était fait jusqu'alors.

Après les terribles événements du 21 septembre 1980, on parle de domestiquer le fleuve. L'établissement public pour l'aménagement de la Loire et de ses affluents (Epala), présidé par Jean Royer (div. d.), alors maire de Tours, propose la construction de quatre barrages : le Veurdre,



Naussac II, Chambonnières et Serre-de-la-Fare, en amont de Brives-Charensac.

Aussitôt, écologistes, mais aussi associations de pêcheurs et des habitants se mobilisent contre ce projet. Ils estiment que dresser un barrage à Serre-de-la-Fare, c'est englober à jamais une vallée superbe, une réponse inadéquation, dans la logique du développement industriel du XIX^e siècle qui a fait « les preuves de son absurdité » : c'est, encore une fois, tourner le dos à la nature.

Occupation du site, manifestations, pétitions, la lutte est âpre. Finalement, après une première pause décrétée en 1991 par le gouvernement d'Edith Cresson, avec Brice Lalonde comme ministre de l'environnement, le

gouvernement d'Edouard Balladur décide de suspendre définitivement le projet de barrage à Serre-de-la-Fare en 1994. Michel Barnier, ministre (RPR) de l'environnement, met en place le plan « Loire grandeur nature » (lire ci-dessous). « Nous avons été étonnés, c'est incontestablement une grande victoire pour les écologistes », résume Martin Arnould, un des chefs de file du mouvement local, permanent de l'association SOS-Loire vivante.

DES INCONNUES DEMEURENT

Des travaux sont donc engagés pour redonner sa place à la Loire, la laisser respirer : dans la traversée de Brives-Charensac, son lit est creusé en profondeur et en largeur, 500 000 tonnes de maté-

riaux sont déchargées. Trois usines, qui constituaient autant d'obstacles à la course de l'eau et multipliaient la force dévastatrice des crues, sont détruites en partie. Enfin, il fallait modifier le pont de la nationale 88 construit dans les années 70 en dépit du bon sens, puisqu'il faisait office de bouchon.

Parallèlement, une échelle de procédures d'alerte était définie, selon la gravité de la situation, afin de prévenir, et éventuellement évacuer la population. Lors de la crue du 16 novembre 1996, le gros œuvre des travaux étant pratiquement terminé, le second volet du plan « Loire grandeur nature » a été expérimenté. « En grandeur nature », commente, furieux, Jean-Claude Ferret, le maire (div. gauche) de Brives-Charensac, qui milite toujours pour la construction d'un barrage de Serre-de-la-Fare. Pour lui, seul cet ouvrage assurerait une protection définitive.

Pourtant, selon le préfet de Haute-Loire, Nicolas Jacquart : « La gestion de la crue du 16 novembre s'est globalement bien déroulée. Tout commence au Puy-en-Velay, dans un local de la direction départementale de l'équipement (DDE), où des ordinateurs recueillent une batterie de données : celles des capteurs installés sur la Loire, celles de différents services de Météo France, comme Météotél, et, depuis octobre 1996, celles fournies par un nouveau radar, dressé à Sombard, et qui surveille la vallée de la Haute-Loire jusqu'à non couverte par le radar de Nîmes.

« Mais il n'y a pas de modèle mathématique d'analyse des crues », souligne Gérard Bochet, ingénieur des travaux publics et responsable de du service de surveillance. Ainsi, si l'importance des précipitations est assez facilement analysée, la capacité d'absorption du sol demeure une inconnue. Or ces écoulements peuvent surcharger le cours du fleuve. Et l'eau n'attend pas. Le 16 novembre 1996, entre le moment où le capteur situé en amont a enregistré la courbe maximale et l'arrivée de la crue à Brives-Charensac, deux heures seulement se sont écoulées.

ÉVITER LA PANIQUE

Il faut donc agir vite, mais sans précipitation. Si la mise en alerte de tous les services – pompiers, gendarmerie, réquisition des sociétés de transports en commun et information aux maires des communes intéressées – doit intégrer toutes les éventualités, « elle ne doit pas provoquer la panique de la population », résume le préfet : « Il n'y a rien de pire qu'une rumeur de catastrophes dans la nuit pour créer la panique », continue-t-il.

Les ordres d'évacuation doivent donc être déclenchés au plus près. Le 16 novembre, quatre cents personnes ont finalement été évacuées à quitter leur domicile. « L'opération s'est déroulée dans le bon ordre », estime le préfet.

Le maire ne conteste pas ce bilan, mais il met en avant les dégâts, estimés à 15 millions de francs, et pense que la digue de la

rive gauche, à l'entrée de la commune, a montré ses limites. « Que se serait-il passé si la crue avait été centennale ? », se demande-t-il. Le constat d'insécurité qu'il a fait effectuer est contesté par les services de la DDE. « Nous avons connu deux crues successives, explique Serge Alexis, son directeur. La seconde a surélevé la première, et le relevé ne concerne qu'un seul pic et sur une distance limitée. »

Le cahier des charges fixait un seuil : que la crue soit suffisamment maîtrisée, dans sa force et dans sa hauteur, pour qu'un adulte puisse se déplacer à pied. « Le 16 novembre a montré que la solution retenue se rapproche le mieux du respect du fleuve et des hommes », estime Martin Arnould. Brives-Charensac reste un lieu sensible. Mais le risque zéro n'existe pas.

Cette nuit du 16 novembre, beaucoup, parmi les 4 388 habitants de Brives-Charensac, l'ont passée sur les bords de la Loire, fascinés par ses roulements, avec dans la tête le drame de 1980. Depuis des générations, ils entendent avec la Loire une relation passionnée, mêlée de peur et d'attraction.

Si certains croient encore que le barrage finira par être construit, alors que cette idée a été totalement abandonnée par les pouvoirs publics, d'autres se sont fait une raison : « On peut éteindre le feu, on ne peut jamais l'apaiser », dit simplement l'un d'eux.

Bruno Caussé

300 millions de francs de travaux

BRIVES-CHARENSAC

de notre envoyé spécial
S'il avait été réalisé, le barrage de Serre-de-la-Fare aurait nécessité un investissement de 600 à 700 millions de francs. Les travaux d'aménagement de la traversée de la Loire à Brives-Charensac se montent à 300 millions. La moitié a été consacrée à l'expropriation et au dédommagement de trois entreprises dont les bâtiments avaient, au cours du temps, largement débordé sur le lit du fleuve.

Après un appel d'offres lancé par le ministère de l'environnement, auquel avait aussi répondu la Compagnie nationale du Rhône (CNR), le projet d'aménager le fleuve a été confié à l'en-

treprise BCOM, associée à l'architecte parisien Michel Cantal-Duparc. Leur idée était de conserver, en les solidifiant, les vieux ponts, même ceux dont certaines arches avaient disparu lors de précédentes crues. Ont aussi été aménagés des parcs végétalisés, une piste cyclable, afin que les habitants puissent retrouver le fleuve. Le nouvel espace sera rythmé par trois plans d'eau pour les activités esthétiques et deux des bâtiments expropriés « d'anciens moulins » pourraient être transformés en hôtels. Ces travaux ont pris quelque retard en raison de la crue du 16 novembre 1996.

Ce dossier a suscité, et suscite encore, bien des oppositions, notamment de la chambre de

commerce et d'industrie du Puy-en-Velay, mais aussi des élus du conseil général, présidé par Jacques Barrot (UDF-FD), qui se sont longtemps mobilisés pour la réalisation du barrage de Serre-de-la-Fare. Tout comme les écologistes, les représentants de l'Etat en Haute-Loire revendiquent, eux, « l'exemplarité de la démarche ». Néanmoins, insiste le préfet, « le plan Loire grandeur nature » concerne exclusivement la gestion du « point noir hydraulique » de Brives-Charensac. « Le contexte particulier de la Haute-Loire, son relief encaissé, les crues torrentielles du fleuve exigent une réponse adaptée ».

B. C.

Une rupture dans la façon de traiter les fleuves

ORLÉANS

de notre correspondant
Quand les écologistes parlent de la Loire comme du « dernier fleuve sauvage d'Europe » – slogan, il est

ANALYSE

Des changements de mentalité se sont opérés chez les élus et dans l'administration

pro : une meilleure maîtrise de l'urbanisation dans les zones à risque, après des décennies de laisser-aller, les élus doivent-ils se gendanner – et d'abord vis-à-vis d'eux-mêmes – pour refuser des permis de construire et perdre dans l'affaire rentées de taxes et de patentes, sans compter quelques voix...

Mais les résistances sont encore fortes. Le mythe constructiviste a ses nostalgiques. Les « royeristes » certes, mais aussi les communistes. Selon les spécialistes, deux ouvrages écrivains seraient nécessaires pour limiter – c'est-à-dire maintenir à l'intérieur des digues du fleuve – les effets d'une crue centennale de la violence de celles du siècle passé en Loire moyenne. L'un est construit : il s'agit du barrage de Villerest, en amont de Roanne, sur la Loire. L'autre, au Veurdre, sur l'Allier, au sud de Nevers, ne l'est pas, et il ne figure pas dans les projets immédiats du plan Loire.

FRUIT DU COMPROMIS

Les communistes aujourd'hui, ainsi que les élus de la région de Montluçon, qui en attendent des retombées économiques et touristiques, réclament la construction de l'ouvrage de Chambonnières (Creuse) sur le Cher, inscrit au plan Loire. La déclaration d'utilité publique (DUP) a été prise le 12 décembre 1996. Ce projet, conçu surtout pour le soutien d'étiage, mais peu opérant pour l'écoulement des crues, est jugé inutile et farineux (600 millions de francs en 1994) pour les finances publiques par les écologistes. Et les agriculteurs du Berry ne semblent même plus le considérer comme une priorité pour leurs projets d'irrigation.

Le plan Loire innove, mais il est aussi le fruit du compromis. Le dossier de Chambonnières pourrait valoir au ministre de l'environnement Dominique Voynet ses premières frictions avec les communistes ou avec les écologistes.

R. G.

Zbigniew Gazowski, hydrologue, spécialiste de la Loire

« La récente crue de l'Oder a été plus forte que celles de la Loire au XIX^e siècle »

« Vous rentrez d'une mission en territoire polonais dans les bassins de l'Oder et de la Vistule. Comment analyser ces crues ? »

« Elles ont été causées par la rencontre de masses d'air chaudes d'origine méditerranéenne et de masses froides venues du Nord sur la chaîne des Carpates et des Sudètes. Le contact entre masses océaniques et méditerranéennes explique aussi les grandes crues au siècle passé sur la Loire et l'Allier, deux bassins assez semblables à celui de l'Oder et de la Vistule. De même, la crue de 1980 en Haute-Loire est similaire. »

« Ce qui a été surprenant, c'est la grande extension spatiale et la longue durée de cette "rencontre", du 4 au 8 juillet. Il est tombé jusqu'à 450 millimètres d'eau. Après ce noyau d'intenses précipitations, la pluie a continué à tomber pendant quinze jours. Les affluents sont entrés en crue en même temps que les deux fleuves. »

« Le bassin le plus touché a été celui de l'Oder ? »

« Oui. Dans sa partie polonaise la plus en amont, les débits de l'Oder ont atteint parfois 3 500 mètres cubes par seconde sur certaines portions : la crue centennale est estimée à

1 700 mètres cubes par seconde. Quelle valeur attribuer alors à cette crue : « cinquantennale » ou millénaire ? Le fleuve a eu jusqu'à 9 kilomètres de large, l'eau est montée de 1,5 mètre au-dessus du niveau maximum observé depuis le milieu du XIX^e siècle, des villages ont été engloutis sous 2 à 3 mètres d'eau. Les villes d'Opole et de Raciborz ont été les plus touchées, ainsi que Wrocław, où le débit a atteint 3 500 mètres cubes par seconde le 14 juillet, alors que le transit ne peut se assurer que 2 500 avec les bras de décharge du fleuve. Le long de la frontière avec l'Allemagne, les ruptures de digues se sont opérées uniquement du côté allemand. »

« Le bilan sur l'Oder, côté polo-

mais, est celui-ci : une soixantaine de morts (et presque autant du côté tchèque), 150 000 personnes déplacées, 140 à 160 ponts à reconstruire, des dizaines de kilomètres de digues emportés, 400 000 hectares inondés, les nappes polluées. »

« Et sur la Vistule ? »

« Sur une grande partie du bassin, il s'est agi d'une crue centennale. Sur la Dunajec, un affluent tumultueux qui descend des Hauts Tatras, la construction du nouveau barrage de Czorsztyn venait de s'achever. Son remplissage était prévu en deux ans : il s'est rempli en deux jours. Cracovie a été sauvée in extremis. A sa confluence avec la San, la Vistule a affiché 8 500 mètres cubes par seconde. Lors des grandes crues du XIX^e siècle, la Loire avait atteint 7 600 mètres cubes par seconde au Bec d'Allier. Plus en aval, les digues de la Vistule se sont rompues, et le fleuve a pu s'étaler. Si bieu qu'à Varsovie le débit n'a pas dépassé 5 500 mètres cubes par seconde et n'a pas menacé la ville. 200 000 hectares ont été oyyés dans le bassin de la Vistule. »

« Ces crues ne peuvent que réveiller notre inquiétude en France, sur la Loire en particulier. »

Propos recueillis par Régis Guyotat

L'été des festivals

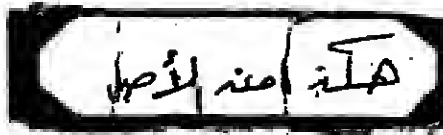
Retrouvez les programmes, les articles du MONDE et des reportages sur INTERNET



<http://www.lemonde.fr>

Tout le cinéma

36 15 LEMONDE



DISPARITIONS

Jean-Jacques Herbulot

Le créateur du Vaurien

L'ARCHITECTE naval Jean-Jacques Herbulot est mort à la fin du mois de juillet. Il était âgé de quatre-vingt-six ans.

Eric Tabarly, à qui on demandait, il y a quelques années, les raisons du développement de la plaisance en France, avait répondu : « Le dévouement, c'est les Glénans, Herbulot et le Vaurien. Ce sont eux qui ont popularisé la voile en la démocratisant ». Herbulot et Vaurien, le nom de l'architecte et celui de l'une de ses premières créations, sont associés dans l'hommage du navigateur.

Comme nombre d'habitants des plages bretonnes, il se souvient sans doute de l'apparition de ce petit dériveur en contreplaqué dans les années 50. Léger, maniable, construit à l'économie, le voilier au plat-bord vernis permet aux enfants du baby-boom de régater et favorise le développement des écoles de voile. Sa dérive amovible et son safran pliable lui offrent la possibilité de se jouer des marées. Il assure la formation des équipiers, qui se familiarisent avec le rappel. Il prépare les amoureux des balades en mer à franchir une nouvelle étape, celle de la croisière, en ouvrant sur des Corsaires, autre bateau créé par Jean-Jacques Herbulot.

Ce fils de banquier découvre la voile dans un yacht-club de la région parisienne à dix-sept ans. Très vite, il se passionne pour les régates et navigue sur un Star. Sélectionné pour les Jeux olympiques de Los Angeles en 1932, il se classe quatrième. Barreur re-

marqué, il fait partie des équipes de France à chaque rendez-vous olympique jusqu'en 1956 à Melbourne : à quarante-cinq ans, il est alors équipier sur un 5,50 et termine sixième.

Architecte de profession, Jean-Jacques Herbulot avait commencé à dessiner des plans de bateaux dès sa démobilisation, en 1940. Son premier « enfant » est un petit dinghy de 4,50 mètres pour la pêche familiale. Revenu à Paris après la Libération, il se consacre à la rénovation de bâtiments administratifs et exécute des plans d'école, mais il n'oublie pas sa passion. Sur sa planche à dessin, il conçoit les plans de quelque cent vingt bateaux. Des voiliers simples à réaliser et bon marché qui sont rapidement utilisés par les stagiaires du Centre nautique des Glénans. La Caravelle, véritable dériveur d'apprentissage collectif, suit le coté des Glénans, inspiré des bateaux de pêche breton. Ensuite viendront d'autres navires de croisière, du Marauder au Cap-Corse en passant par le plus populaire, le Corsaire.

Il y a quelques années, on évaluait le nombre de bateaux réalisés d'après ses plans à 60 000, dont plus de 30 000 Vaurien. Retiré en Sologne, le créateur, qui n'avait jamais signé de contrats avec les constructeurs, s'émervillait encore du Corsaire, qui, assurait-il, « a donné des joies à des milliers de familles qui ont pu découvrir la petite croisière ».

Serge Bolloch

Luc Bihl

Un pionnier du droit de la consommation

POUR l'Institut national de la consommation, dont il était l'avocat-conseil depuis janvier 1975, sa disparition est sans conteste « une grande perte ». M. Luc Bihl, l'un des juristes les plus ardents défenseurs de la cause des consommateurs, est mort le 1^{er} août des suites d'un cancer pulmonaire à l'âge de cinquante-huit ans. Spécialiste reconnu du consumérisme, M. Bihl était aussi l'avocat de l'Union fédérale des consommateurs-Que choisir et du Comité national de lutte contre le tabagisme (CNCT). Les responsables du CNCT le savaient malade. Ils se souvenaient aujourd'hui de « sa voix rauque » et de sa grande bardièrerie juridique : « C'était un garsien obstiné de la loi », nous a confié, lundi 18 août, Philippe Boucher, directeur du CNCT.

Né le 26 novembre 1938 à Creutzwald (Moselle), Luc Bihl avait fait ses études au lycée Lakanal de Sceaux (Hauts-de-Seine) puis dans un lycée de Toulon. Il avait décroché son diplôme d'études supérieures de droit privé et de sciences criminelles et son doctorat en droit dans la capitale. Avocat au barreau de Paris dès 1963, M. Bihl fut chargé de cours en 1971, puis membre de la commission des clauses abusives en 1978 et de la commission de refonte du droit de la consommation en 1981. Il avait dirigé la campagne de Michel Rocard pour les élections législatives de 1969 à Paris-II (Veilines) et s'était présenté en 1971 aux municipales comme tête de liste PSU. L'avocat s'était notamment illustré au procès des victimes du talc Morhange, en 1979, et il a surtout obtenu les premières victoires judiciaires sur le front de la lutte antitabac. En 1995, il avait réussi à faire condamner la SNCF pour des re-

tards répétés, puis à nouveau, en janvier 1997, cette fois pour non-respect des dispositions de la loi Evin dans les locaux de la gare de Lyon-Paris-Dieu. « Seule une personne victime, esclave du tabac, peut parler de ce qu'est la dépendance au tabac », confiait-il dans un entretien réalisé pour le CNCT en avril 1995.

Marié et père de deux enfants, Luc Bihl était chroniqueur judiciaire pigiste à 60 millions de consommateurs depuis le mois d'août 1996. Il est l'auteur de nombreux ouvrages, dont *Consommateur, défends-toi*, le *droit de la vente* (Dalloz, 1986) et *Consommateur, réveille-toi* (Syros, 1993). Il a également signé, sous le pseudonyme de Luc Willette - le nom de jeune fille de sa mère -, plusieurs romans, dont *Et la montagne fleurira* (Denoël, 1975), *Les Malheurs d'Ariane* (Laffont, 1982) et *Les Enragés* (Syros, 1989). Récemment, il a publié *Des tavernes aux bistrots : histoire des cafés* (L'Age d'homme, 1997).

Laurence Folléa

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du mercredi 13 août est publié :

● Chartreuse : un décret portant classement de communes dans le parc naturel régional de Chartreuse (Rhône-Alpes).

Au Journal officiel du jeudi 14 août est publié :

● Bénéfices agricoles : un tableau détaillant les éléments retenus pour le calcul des bénéfices agricoles forfaitaires de la généralité des cultures impossibles au titre de l'année 1996 (premier tableau).

AU CARNET DU MONDE

Mariages

L'ambassadeur de France auprès du Saint-Siège et M. Jean-Louis LUCET, directeur général des Douanes sénégalaises et M. Aida DIOP sont heureux de faire part du mariage de

Jean-Philippe et Aminata,

qui a été célébré à Dakar, le 26 juillet et à Saint-Fort-sur-Gironde (Charente-Maritime), le 9 août 1997.

Jean-Louis Lucet, Ambassadeur de France près le Saint-Siège, Rome, Via Piave 23, Tél. : 488-38-41.

Décès

Marie-Madeleine BARTH

s'est éteinte dans la paix du Seigneur, le dimanche 17 août 1997, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée mercredi 20 août, à 10 heures, en l'église du Sacré-Cœur, à Molsheim (Haut-Rhin).

De la part de : Elisabeth Barth, Maurice Barth o.p., 18, rue Schoenberg, 68100 Mulhouse, 20, rue des Tanneries, 75013 Paris.

Henri Bénédicte, son épouse,

Jean-Pierre Bénédicte, Monique Domestique-Bénédicte, Solange Bénédicte-Méle, Sophie Dalva, ses enfants, Frédéric Bénédicte (?), Béatrice Bénédicte et Pierre Parcellier, Stéphane et Secma Doutelet, Fabrice Doutelet, ses petits-enfants, Aurélien Doutelet, son arrière-petit-fils, Jean Doutelet, Caroline et Marc Labé-Dalva, Pauline et Lucie, Les familles Fiedler, Löffredy, de la Chapelle et Roch.

Ses proches amis de Paris et de Bando, Dana et Malika, si dévouées, ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri BÉNÉDICTE,

né Marcelle DIEMUNSTEL, survenu à Rueil-Malmaison, dans sa quatre-vingt-dixième année, le 15 août 1997.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 20 août, à 11 heures, en l'église Saint-André-de-l'Europe, 24, bis, rue de Saint-Petersbourg, Paris-8^e.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Père-Lachaise, dans le caveau de famille.

Une messe sera célébrée ultérieurement à Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

20, rue de Mironville, 75008 Paris, 9, rue Rospépine, 75008 Paris.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

M. Hugues Jean BERTHIER, née Moulant Bouché, son épouse, ont la douleur de faire part du décès de

M. Hugues Jean BERTHIER, ancien officier FFC, croix de guerre 1939-1945 avec palmes, Étoile d'Anjouan, survenu le 16 août 1997, à Toulon.

Les Tarnaises fleuries, 34, chemin de la Chèreuse, 83000 Toulon.

Saint-Maximin (Isère). Paris. Montargen.

Miriam et Djelloul Bendorouch, Miroslav, Abdelhakmane, Halima, Ses enfants et petits-enfants, Les familles Bouras, Perruchon, Parrichon, Bendorouch, Ménézière, Vitor, Paquet et Shalak, Parents, alliés et amis, ont la douleur et l'extrême tristesse de faire part du décès de

M. BOURAS, née Marie Anne PERRUCHON, professeur honoraire de lettres classiques, titulaire des Palmes académiques, survenu à Saint-Maximin, le 16 août 1997, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Ville Honorée, Lotissement d'Avallon, 38500 Saint-Maximin.

M. Marie-Claire Capelle, Béatrice et Bénédicte, Tous ses parents et amis, ont le chagrin de faire part du décès de

Gérard CAPELLE,

survenu subitement le 9 août 1997, à l'âge de cinquante-six ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

7, rue du Sergent-Blandan, 92130 Les-Loges-Moinesaux.

M. André Godinot, son épouse,

M. et M. Jacques Scherer, M. et M. François Jidé, M. Paul Godinot, M. et M. Denis Godinot, M. et M. Alain Godinot, M. Marc Godinot, M. et M. Régis Godinot, M. et M. Régis Bouche, ses enfants, Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. André GODINOT,

ancien président-directeur général des Forges d'Hainville, ancien président du conseil métallurgique de Champagne, survenu le 17 août 1997, dans sa quatre-vingt-douzième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 19 août, à 11 heures, en l'église d'Hainville (Meuse).

12, route de la Forge, 55000 Hainville.

Le président de l'université Paris-I, Panthéon-Sorbonne,

Les enseignants, Le personnel administratif, Les étudiants, ont la douleur de faire part du décès, survenu le 12 août 1997, de

M. Philippe LUCAS, professeur de sociologie, recteur de l'Académie de Com. (Le Monde du 15 août.)

La famille, Et les amis du

Père JEAN MAILHAT,

ont le chagrin d'annoncer son décès survenu le 13 août 1997, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

La cérémonie religieuse a été célébrée le lundi 18 août dans l'intimité familiale, en la chapelle de l'hôpital Notre-Dame-de-Bonneur, suivie de l'inhumation au cimetière Montmartre dans le caveau de famille.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

Cécile Papapétrou, son épouse,

Konstantina Papapétrou, sa belle-sœur, Elsa et Aphrodite, ses nièces, Et leur famille, Lily Monas, ont le chagrin de faire part du décès de

M. Achille PAPAPÉTROU,

survenu à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

vous pouvez également vous abonner sur 3615 LE MONDE code ABO

Pour s'abonner nous consulter sur : <http://www.lemonde.fr>

Bulletin à renvoyer au moins 12 jours avant votre départ : LE MONDE service abonnements, 24, avenue du Général-Ledoux - 69646 Chevilly-Cheval - Tél. : 01-42-17-32-90

Le Monde (ISSN : 0000-7256) is published daily for \$ 9.97 per year. In France, 21 bis, rue Claude-Bernard, 75542 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Champlain, N. Y. U.S. and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LMS of N. Y. Box 15-18, Champlain N. Y. 12919-1518

Commandez vos livres par Minitel 36 15 LEMONDE

Brigitte Rastoin, son épouse, Edouard Rastoin, Léo, Antoine et Nathalie Rastoin, Romuald, Edienne, Mathilde, Christine et Guy Marcelle, Lucie, Louis, Julien, Arnaud, Yves et Denise Rastoin, Thibaut, Rémi, Marianne et Marc Blanchard, ses enfants et petits-enfants, M. Jean Guigou, sa belle-mère, Ses frères et sœurs, Beaux-frères et belles-sœurs, Parents et alliés, ont la grande douleur de faire part du décès de

M. Emile RASTOIN, chevalier de la Légion d'honneur, président de l'Union nationale des Bouches-du-Rhône, rappelé à Dieu, le 16 août 1997, à l'âge de soixante-huit ans.

Les obsèques religieuses auront lieu le mercredi 20 août, à 10 h 30, en l'église Saint-Michel de Cassis.

Villa « Le Phare », 12, avenue de l'Amiral-Canteaume, 13260 Cassis.

La direction des musées de France, La Réunion des Musées nationaux, La direction et le département des arts graphiques du Musée du Louvre, ont la profonde tristesse de faire part du décès de

M. Maurice SERULLAZ, conservateur général honoraire du patrimoine, ancien chef du département des arts graphiques du Musée du Louvre, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre national du Mérite, commandeur des Arts et Lettres, survenu le 14 août 1997, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, et s'associant à la douleur de sa famille.

(Le Monde du 19 août.)

M. Henri TRACOL,

survenu, le 15 août 1997, dans sa quatre-vingt-neuvième année, à Cordes, L'inhumation a eu lieu au cimetière des Imberts, à Cordes, le 18 août.

(Le Monde du 19 août.)

Cordes, Paris.

Marie-Antoinette Tracol, son épouse,

Anne-Marie et ses enfants, Lise, ses enfants et petits-enfants, ses filles, Toute sa famille, Et ses nombreux et proches amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri TRACOL,

survenu, le 15 août 1997, dans sa quatre-vingt-neuvième année, à Cordes, L'inhumation a eu lieu au cimetière des Imberts, à Cordes, le 18 août.

(Le Monde du 19 août.)

THÈSES

Tarif Étudiants

65 F la ligne H.T.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 67 43 ISSN 0385-2087

Imprimerie du Monde 12, rue M. Gumbour 94052 Ivry cedex

Le Monde PUBLICITE

21 bis, rue Claude-Bernard - BP 218 75228 PARIS CEDEX 05

Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-2

PRINTED IN FRANCE

Président-directeur général : Dominique Ailly

Vice-président : Gérard Mon

Directeur général : Stéphane Co

21 bis, rue Claude-Bernard - BP 218 75228 PARIS CEDEX 05

Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-2

ABONNEMENT VACANCES

Ce n'est vraiment pas le moment de vous passer du Monde

Abonnez-vous !

■ OUI, je souhaite m'abonner au Monde pendant mes vacances (en France métropolitaine uniquement).

Je choisis la durée suivante :

2 semaines (13 N°) : 91 F 2 mois (52 N°) : 360 F

3 semaines (19 N°) : 126 F 3 mois (78 N°) : 536 F

1 mois (26 N°) : 181 F 1 an (312 N°) : 1 890 F

Je joins mon règlement soit :

Chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

Par carte bancaire N°

Date de validité

Date et signature obligatoires

Mon adresse en vacances : du

Nom :

Adresse :

Code postal : Localité :

Mon adresse habituelle :

Nom :

Adresse :

Code postal : Localité :

ON dirait un tru-
cage. Une image
de synthèse.
Une photo ré-
vélée par un idéal-
iste et fabri-
quée par un
virtuose des
images vir-
tuelles. Encore auraient-ils hésité
devant tant de perfection, et renâ-
clé peut-être à l'imagerie reli-
gieuse, comme à cette voûte en ar-
rière-champ, qui confère à l'image
l'allure d'une icône. Trop c'est
trop, aurait tranché l'artiste.

Au centre, tel un Christ rédemp-
teur, un président américain au
sourire bienveillant et aux bras
protecteurs accueille dans son giron
deux pêcheurs, deux frères en-
nemis contrits, un Arabe et un Juif,
qui scellent enfin la paix. Il est le
père, il est l'arbitre, il est la réfé-
rence, il est la garantie. Il unit et
pardonne, généreux, indulgent. Le
costume est foncé, il se doit d'être
sobre. Mais la cravate, pièce cen-
trale à la croisée des mains, est un
brynne à la joie : mille trompettes
en or y rappellent la salve de Jér-
icho qui ébranla un mur jugé indes-
tructible. Le président l'a choisie à
dessein.

Dans l'arc de cercle formé par
les bras grands ouverts, deux
hommes forts différents, plus pe-
tits - cela tombe bien pour
l'image - plus âgés que le premier
- c'est parfait pour le sens - qui
incarnent un conflit plus ancien
que le siècle. L'un est souriant, ra-
dieux, qui a le bras tendu et broie
la main de l'autre. Le second a le
sourire crispé, le geste plus retenu.
Et son malaise, si sensible à
l'image, rend la scène plus pul-
sante. Ce n'est pas entre amis que
l'on conclut la paix. Ces deux-là
sont ennemis. Leurs deux mains
enlées ont signé des ordres de
bataille et tenu des fusils. Ils se
sont combattus, ils ne se feront
pas de cadeaux. Le réalisme gla-
cial qui, ce jour, les conduit l'un vers
l'autre rend l'instant solennel et
magnifie leur geste.

Hors champ, sur la pelouse de la
Maison Blanche, trois mille invités
retiennent leur souffle et scrutent
la scène avec fascination. Les an-
ciens présidents Carter et Bush,
pas moins de huit ex-secrétaires
d'Etat, le Congrès, la Cour su-
prême, des ambassadeurs, des ju-
ristes et des journalistes, une nuée
de diplomates. « Vous pouvez
croire ce que vous voyez », de-
mande le comédien Richard Drey-
fuss à son voisin, journaliste litté-
raire, qui a lui-même le sentiment
de vivre une séquence du film *Ren-
contres du troisième type*. Certains
ont œuvré pendant des années à
l'ébauche de la paix ; d'autres ont
toujours repoussé toute idée de
compromis.

M^{me} Sadate occupe une place
d'honneur et rappelle à elle seule
une autre image de paix, signée à
Camp David en 1979, sur la même
table de bois, mais avec allégresse.
Ardeur, M^{me} Rabin - dont les invi-
tations intempestives ont failli
rendre fous les responsables du
protocole - vit la scène en
commun avec son mari. Sous la
pression de l'entourage de son
époux, M^{me} Arafat, elle, a été
contrainte de rester à Tunis.
Comme des dizaines de millions
de téléspectateurs, la femme du
leader de l'OLP - filmée d'ailleurs
par CNN - concentre, elle aussi,
son attention sur la seule poignée
de main qui compte. Mais le film
va trop vite, et l'arrêt sur image est
autrement frappant. C'est le cliché
qui fera date. Demain, à la « une »
de milliers de journaux, il résumera
à lui seul l'événement.

« C'est une photo historique,
comme l'était ce moment », com-
mente Yasser Arafat en contem-
plant l'image, vieille de quatre an-
nées, dans la suite royale d'un
hôtel parisien. Il est assis sur un
canapé mou, le teint cirieux, les
membres légèrement affaissés, le
regard un peu las. Mais le keffiyeh,
dont ses petites mains saignées
corrigent avec adresse la position,
est comme toujours impeccable.
Coquet à sa manière et soucieux
des symboles, il veille à ce que
l'effort garde constamment une
forme de Palestine. Et il attend les
questions : « Posez-les en anglais, je
répondrai en arabe. »

Il est près de l'heure du matin,
autant dire une heure normale
pour le leader palestinien, dont le
moteur tourne à plein régime jus-
qu'à 4 ou 5 heures, et qui « re-
çoit » de préférence la nuit. Mais
on peut avoir des faiblesses. Et ce
soir Yasser Arafat a l'air vieux et
vanné. Il y a quelques minutes,



RETOUR SUR IMAGES

La cène de Washington

2

dans le salon sans fenêtre qui ac-
cueillait le dîner du clan, il n'a
guère parlé, se contentant de picor-
er quelques mets et de servir obli-
geamment ses voisins - en l'oc-
currence sa pétillante belle-mère -
avant de sombrer, les yeux ouverts
et fixés, le petit corps recroquevillé
sur sa chaise, dans une méditation
mystérieuse et prostrée. Les ren-
contres de cette journée du 30 juin
avec MM. Chirac, Jospin, Védrine
et Hue n'ont pas allégé ses tour-
ments. Le processus de paix est en
lambeau.

Devant nous, sur une table
basse, un plateau de chocolats et
de mignardises. Et, tout autour, la
« cour » : une dizaine de conseil-
lers, amis et visiteurs, soucieux,
jour et nuit, de coller du plus près
possible au chef. Lequel ne s'en
lasse pas : après chaque réponse, il
observe avec satisfaction l'effet
produit alentour. Autant le dire
tout de suite, et c'est un euphé-
misme : les conditions idéales
pour l'interview sont loin d'être
réunies. A aucun moment Arafat
ne se départira de sa langue de bois.

PAS la moindre concession à
l'émotion ou au sentiment
perso-nnel en voyant la
photo ou en racontant la scène. Il
s'agit bien d'histoire, et « M. Pales-
tine », comme il aime être appelé,
s'abstient de prendre la parole. Le
discours est ro-dé, tel qu'il le vou-
drait gravé à jamais dans le marbre
ou relayé dans les livres d'école : la
paix des braves, le pacte entre
deux soldats, le parrainage silen-
cieux des martyrs... On devra s'en
tenir là. A cliché sacrifié, légende
immuable, à tout le moins imper-
sonnelle. Aucune révélation, au-
cune flatterie, au besoin un men-
songe pour être tout à fait sûr de
ne pas ternir l'icône.

Il dément ainsi le chantage de
dernière minute auquel il procéda,
à l'aube de ce 13 septembre 1993, à
quelques heures seulement de la
cérémonie, en exigeant des Israé-
liens, sous peine de perdre le pre-
mier avion, que l'on substitue sys-
tématiquement le nom de l'OLP à
l'expression « délégation palesti-
nienne » dans le texte de l'accord

promis à signature. « Voyons, me
dit-il, agacé, vous ne me connaissez
pas ! Lorsque je décide quelque
chose, je ne reviens pas en arrière.
Je savais donc pertinemment que
nous signerions l'accord. Je n'ai re-
culé devant aucune bataille qui
pouvait me coûter la vie. Je n'allois
tout de même pas reculer devant la
bataille de la paix ! » Shimon
Peres, alors ministre des affaires
étrangères d'Israël, qui, à peine ar-
rivé à Washington, dut gérer ce
bras de fer, souriait devant ce ra-
coursi de l'histoire, lui qui a en-
core à l'oreille les menaces de dé-
part du leader palestinien, et puis
cette ultime exigence, alors que les
invités se pressaient déjà dans les
jardins de la Maison Blanche, que
le sigle OLP soit dactylographié et
non pas corrigé à la main. « Un im-
mense tournant historique s'est joué
sur la différence entre la pointe d'un
crayon et le ruban d'une imprime-
rie », ironise-t-il dans ses Mé-
moires.

Mais qu'importent les détails,
les chantages ou coups de bluff,
l'appât des négociations. La poi-
gnée de main les éclipse ; c'est elle,
grâce à la photo, que retiendra
l'histoire. Et Arafat y est rayonn-
nant. Ce sourire ! Cet allant ! Cette
pasture sous l'aile protectrice
d'une Amérique qui le reconnaît
enfin, après des années de mépris
et d'hostilité. C'est la première
fois, d'ailleurs, malgré tous ses ef-
forts, qu'il s'y trouve convié. En
1974, lorsqu'il s'était rendu à New
York pour évoquer à la tribune des
Nations unies « le rameau d'olivier
et le fusil de révolutionnaire » qu'il
affirmait porter dans l'une et
l'autre main, ses déplacements
avaient été autoritairement limi-
tés à l'île de Manhattan. « Plus que ce-
la ! Lorsque en 1988 j'ai voulu
m'adresser de nouveau à l'ONU,
l'Amérique ne m'a même pas ac-
cordé de visa. J'ai dû inviter l'Assem-
blée générale à venir à Genève pour
écouter mon discours. Elle s'est réu-
nie spécialement pour moi ! »

Alors, quelle revanche, ce
13 septembre 1993 ! Quelle tardive
mais éclatante consécration ! Ren-
contre avec le président et deux de
ses prédécesseurs, interviews avec
deux vedettes de la télévision,

séance d'autographes, baiser à
Chelsea Clinton... Un traitement
de « star », commentera le *Wash-
ington Post*, bluffé par le sens des
relations publiques du président
de l'OLP et ses efforts pour séduire
le président et le peuple améri-
cains. N'est-il pas allé, affirme le
quotidien, jusqu'à proposer d'arri-
ver à la cérémonie muni de son ré-
volver afin de le tendre solennel-
lement au président Clinton pour
symboliser son engagement sur le
chemin de la paix ?

« Ce sont moins les égards avec
lesquels on m'a reçu à la Maison
Blanche qui sont importants que la
raison profonde de ma présence en
ces lieux, c'est-à-dire la paix des
braves ! A aucun moment je n'ai
senté que j'accomplissais quelque
chose de personnel. J'agissais pour
la région, pour mon peuple et pour
le peuple israélien. Le cercle ap-
prouve d'un hochement de tête.
« Enfin, n'était-ce pas aussi un
triomphe personnel ? - Non. C'était
la victoire de la paix pour laquelle je
me suis tellement battu, mais ce
n'était pas une victoire personnelle.
- Dans ce moment intense, avez-
vous pensé à des proches, vos pa-
rents, votre famille ? - Non. Seule-
ment à mes camarades dans la
longue lutte de libération. »

« Le Vieux », décidément mo-
deste, s'accroche à sa légende
d'ascète de la révolution. La
« cour » est satisfaite. Barricadé
ainsi sous son épaisse armure, son



13 SEPTEMBRE 1993

Yasser Arafat

« C'est un moment
historique : je signe la
« paix des braves » avec
M. Rabin, mon partenaire
dans le processus de paix.
J'utilise l'expression
choisie par le général
de Gaulle lorsqu'il a fait
la paix avec l'Algérie, car
elle me plaît. Et c'est
d'ailleurs sous ce nom que
l'accord restera connu :
c'est la « Paix des
braves ». C'est moi qui, le
premier, ai tendu ma
main vers Rabin. Il a
hésité un moment,
comme tout le monde se
souviendra, mais j'ai gardé
la main tendue et j'ai
dit : « Serre-moi la
main. » Oui, j'ai dit
moi-même : « Serre-moi la
main. » Alors il l'a serrée
et c'est à ce moment-là
que j'ai senti que notre
espérance, notre
résolution de paix,
présentant corps, et que
nous commençons une
nouvelle histoire. Il n'y
avait aucun risque qu'il
refuse cette main tendue.
Nous savions tous les
deux pourquoi nous
étions là. Et Rabin était
un soldat. Comme moi.
Les soldats comprennent
le sens de la guerre et le
sens de la paix. Pour nos
enfants et les enfants de
nos enfants. Pour les
générations à venir en
Israël, en Palestine et
dans toute la région. C'est
à mes camarades
martyrs, assassinés sur le
chemin, que je pense. Ce
sont les seuls que je
voudrais en ce moment
près de moi. J'aurais aimé
qu'ils me voient serrer la
main de Rabin. Je sais
qu'ils auraient compris.
C'est avec eux que j'ai
fait la paix des braves. »

chef n'offre aucune prise et ent-
tient le mythe. Se sent-il à ce point
vulnérable qu'il s'interdit ainsi de
désacraliser un moment de l'his-
toire ? Y a-t-il de l'angoisse, y a-t-il
de la superstition, y a-t-il de la
douleur dans cette apparente ré-
ticence à revivre une étape dont
l'actualité souligne l'utopique illu-
sion ?

RABIN, c'est vrai, a disparu.
Rabin, premier ministre
d'Israël, que les Américains
avaient en tant de peine à
convaincre de venir à Washington.
Rabin, grand vainqueur de la
guerre de six jours, qui n'avait ja-
mais caché sa répulsion pour son
plus vieil ennemi, mais avait su
trouver les mots, ce jour-là, pour
crier sa volonté de paix : « Nous,
les soldats qui sommes revenus du
front tachés de sang, nous qui vous
avons combattus, Palestiniens, nous
vous disons aujourd'hui haut et
fort : assez de sang et de larmes. As-
sez ! » Rabin le téméraire, qui avait
pris tous les risques, et a payé de
sa vie l'association de son destin à
celui d'Arafat. C'est lui qui le lea-
der palestinien voit en premier sur
la photo. Et c'est lui qui lui
manque aujourd'hui. « C'était un
homme difficile mais loyal, qui res-
pectait sa parole d'honneur et s'en-
gageait à fond. Nous avons appris à
nous parler, nous consulter, nous
comprendre. Il était devenu mon
ami. Je ne peux pas l'oublier. »

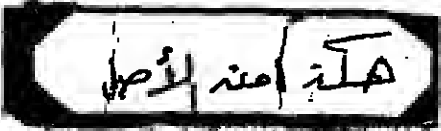
Sadate, Rabin... Les militants de
la paix savent le pari dangereux. Et
jamais le chef palestinien n'a
craint autant pour sa sécurité.
Mais le voilà qui s'impatiente.
Alors, puisqu'il évoque son amitié
pour la veuve de Rabin - « ma
sœur » - et aussi pour son fils,
« grand défenseur de la paix », le
demande à Arafat si la naissance
d'un enfant, en l'occurrence une
petite fille qui, paraît-il, lui res-
semble étrangement, donne un
nouveau sens à la vie et au combat
du père. L'assistance se raidit, sus-
pendue à ses lèvres. « Non, répond
alors « le Vieux ». Mo fille est
comme mes autres enfants. J'ai
adopté des dizaines d'enfants qui
avaient perdu leurs parents durant
des raids aériens et auxquels j'ai
donné mon propre nom. Vingt-huit
garçons et filles qui s'appellent Ara-
fat. Ce n'est donc pas un enfant sup-
plémentaire qui modifiera ma
conception de la vie. Le mien est
pour mon peuple. Rien ni personne
n'y pourra rien changer. »

Le soulagement du clan est per-
ceptible. « Le Vieux » (« al Khay-
yar »), qui continue d'essayer des
tempêtes, est bel et bien « le
Père » (« al Waleed ») de toute une
nation. La statue est intacte.

Arrnack Cojane

PROCHAIN ARTICLE
La Marianne
de mai 68

مكتبة الصلح



Quel avenir pour le gaullisme ? par Patrick Devedjian

LES assises du 6 juillet dernier ont mis en lumière les rancœurs et les divisions du RPR. Elles auraient aussi permis de constater à quel point son fonctionnement et sa culture autoritaire étaient décalés en regard des demandes de la société française. Elles ont encore révélé l'indigence de sa pensée politique sur les grandes questions d'aujourd'hui : la mondialisation, la construction européenne, l'équilibre entre liberté et solidarité. Fondé en 1940 comme en 1958 sur une vision prophétique et volontariste, le mouvement gaulliste peut-il aujourd'hui retrouver un troisième souffle ou bien, incapable d'accepter une réalité difficile et réfugié derrière le mythe du grand ancêtre, va-t-il disparaître en se sectarisme ?

Cette interrogation n'aurait guère d'intérêt si elle ne conditionnait en même temps la rénovation de la droite dans son ensemble en France. Question récurrente et lancinante depuis près de quinze ans, dont le parti gaulliste n'a jamais vraiment voulu se saisir. Aujourd'hui, après une défaite douloureuse, le RPR est toujours et encore l'arbre qui cache la forêt : son avenir lui appartient mais son immobilisme risquerait de tuer une fois de plus tout espoir d'un grand parti de droite, seul capable de faire exister l'alternance démocratique en France et désormais souhaitée par le président de la République.

Après un congrès de Rennes aussi désastreux que ces assises, la gauche a su, en quelques années, moderniser le fonctionnement du parti majoritaire sous l'égide de Lionel Jospin : en dépit de beaucoup d'ambiguïtés et de ravalements hâtifs, le PS a commencé cette longue marche et les Français l'ont approuvé. La droite, divisée entre les ambitions personnelles, écartée en trois partis qui n'ont aucune cohérence interne, menacée par la montée du Front national qui recueille déceptions et exaspérations, pourra-t-elle un jour être crédible et porteuse des espoirs de la majorité du pays si son aile la plus forte s'enferme dans la revanche du passé et le mythe du chef absent ?

La tâche qui attend Philippe Séguin est lourde : il lui faut à la fois démocratiser l'organisation et refonder la pensée politique du mouvement gaulliste. Ces deux exigences sont complémentaires et aussi nécessaires l'une que l'autre. Qu'est-ce qui rassemble aujourd'hui le gaullisme ou la droite

au-delà de leurs diversités ? Refondre l'idéologie à l'heure de la mondialisation et passer d'une culture autoritaire à une culture démocratique, voilà le travail de titan exigé du nouveau président. La nomination d'une nouvelle équipe provisoire, nouvelle et féminisée, l'engagement d'une démocratisation rapide des statuts, la distance prise à l'égard des anciens dirigeants et la volonté affirmée de réconciliation permettent à ce jour l'optimisme.

Qu'est-ce qui nous rassemble face à la gauche ? A quoi croyons-nous et que voulons-nous faire ? Notre réflexion devrait s'inspirer du gaullisme et de notre expérience tant locale que nationale, en s'appuyant sur trois orientations majeures : la compréhension de l'avenir, le rassemblement, le volontarisme. Aucune ne doit être prééminente. L'homme politique n'est ni un expert, ni un démagogue qui dit toujours oui, ni un activiste. Chacune est essentielle.

Mendès France avait coutume de rappeler une formule inspirée : gouverner, c'est prévoir. Le général

d'une « bêtise », mais bien au contraire comme profitable à tous. Et c'est là que la diversité acceptée de toutes les sensibilités et de tous les électeurs de droite doit devenir sa richesse : bien loin d'être le parti des propriétaires ou des médecins, des retraités ou des familles, des chefs d'entreprise ou des salariés du secteur privé, elle doit puiser dans toutes ses composantes un souci permanent de l'ensemble de la société française. André Malraux témoignait de la diversité du RPR en disant qu'il était « le métro à 6 heures du soir ». Nous ne proposons pas les mêmes moyens que la gauche gestionnaire : nous croyons plus à l'énergie individuelle et à la liberté qu'à l'Etat et à la réglementation, mais nous poursuivons le même objectif : donner à chacun la meilleure place possible. Nous croyons que le marché crée bien plus de richesses que la contrainte mais que c'est le rôle du politique de se soucier de la répartition de ces richesses, pour que tous puissent en profiter, à la fois matériellement et culturellement.

Enfin, il faut faire confiance au

puis plus de vingt ans, il faut des procédures de sélection démocratiques, tant pour le fonctionnement des partis sur le principe d'un adhérent, une voix » que pour déterminer les grandes orientations politiques ou ratifier les investitures aux élections. La démocratie, c'est le suffrage universel, la représentation des minorités et la décentralisation : la société française ne veut plus du centralisme technocratique, pourquoi la société politique l'accepterait-elle ?

Le suffrage universel, c'est l'élection périodique par les adhérents de tous les responsables locaux, départementaux et nationaux. C'est aussi l'organisation de débats sur les grandes orientations politiques. C'est enfin la ratification des candidats aux élections. La représentation des minorités, c'est la reconnaissance des différentes tendances, et donc une place reconnue dans les instances de direction ; c'est le contraire de l'exclusion, la condition d'un vrai rassemblement, et le seul moyen moderne d'obtenir une discipline réelle de tous, parce que consentie et profitable à tous.

La décentralisation enfin, c'est la reconnaissance de la démocratie locale comme base de la démocratie moderne. Elle suppose aussi une décentralisation financière : aujourd'hui les partis politiques nationaux sont financés par les fonds publics en fonction des suffrages obtenus et du nombre de leurs élus, mais rien ne les oblige à reverser une partie de ces subventions à leurs instances locales. Or comment organiser de vrais débats politiques sans un minimum de moyens, au niveau local (feuilles d'informations, conférences, tracts, permanences, etc.) ?

La démocratisation de la droite aujourd'hui doit commencer par celle du RPR, qui a le plus de retard en ce domaine et, de ce point de vue, la réforme de nos statuts est décisive : c'est la raison pour laquelle le processus de leur élaboration doit lui-même être démocratique et ne pas faire l'objet d'une découverte, à prendre ou à laisser, le jour du vote... comme d'habitude. Dans cette entreprise ambitieuse et nécessaire de refondation, Philippe Séguin a aujourd'hui une responsabilité historique : il tient entre ses mains, pour les mois qui viennent, l'avenir du gaullisme.

Patrick Devedjian est député (RPR) des Hauts-de-Seine, maire d'Antony.

La droite pourra-t-elle un jour être porteuse des espoirs de la majorité du pays si son aile la plus forte s'enferme dans la revanche du passé et le mythe du chef absent ?

de Gaulle a su, mieux qu'aucun autre, incarner cette fonction prophétique : le 18 juin 1940 bien sûr, et en 1958 aussi, quand il sut tout à la fois refonder la République française et construire l'Europe. Aujourd'hui, l'enjeu pour la France, c'est de savoir s'adapter à la mondialisation pour le bien-être de tous, et l'un des moyens les plus efficaces pour cela, c'est de construire l'Europe et sa monnaie unique, qui nous donnent la dimension indispensable pour exister demain : une fois de plus, « la France n'est pas seule ». Si nous voulons laisser à nos enfants un pays aussi prospère et heureux que celui que nous avons reçu, il faut ouvrir les yeux, accepter le défi et nous réformer pour profiter de la mondialisation. Préparer l'avenir, c'est le premier devoir de l'homme politique.

Le rassemblement devrait inspirer chacun de nos actes : il est fondamental qu'un parti ne soit pas le porte-parole d'une, voire de plusieurs catégories, qu'une politique ne soit pas ressentie comme celle

travail, au courage et à l'énergie de chacun. Si la famille, la collectivité locale, l'Etat, sont nos garde-fous, c'est d'abord de chacun d'entre nous que dépend l'avenir. La société ne nous doit pas tout : le logement, le travail, le bonheur. Nous devons encourager et développer cette envie de faire des choses qui nous permet de réaliser notre dimension humaine : l'homme n'est pas que consommateur hédoniste, il a aussi une énergie créatrice qui est le fondement de sa dignité et lui a permis de maîtriser la science, la médecine, d'apporter mille progrès à l'humanité, de faire partager la beauté et l'émotion artistique.

En approfondissant ces trois grandes directions, peut-être pouvons-nous retrouver ce qui unit la droite. Mais ce travail de reconstruction doit impérativement s'accompagner d'une rénovation complète du fonctionnement de nos partis.

Le maître mot de notre nouvelle organisation doit être la démocratie. Pour mettre fin aux rivalités personnelles qui nous minent de

intérieur, il faut à la fois démocratiser l'organisation et refonder la pensée politique du mouvement gaulliste. Ces deux exigences sont complémentaires et aussi nécessaires l'une que l'autre. Qu'est-ce qui rassemble aujourd'hui le gaullisme ou la droite

au-delà de leurs diversités ? Refondre l'idéologie à l'heure de la mondialisation et passer d'une culture autoritaire à une culture démocratique, voilà le travail de titan exigé du nouveau président. La nomination d'une nouvelle équipe provisoire, nouvelle et féminisée, l'engagement d'une démocratisation rapide des statuts, la distance prise à l'égard des anciens dirigeants et la volonté affirmée de réconciliation permettent à ce jour l'optimisme.

Qu'est-ce qui nous rassemble face à la gauche ? A quoi croyons-nous et que voulons-nous faire ? Notre réflexion devrait s'inspirer du gaullisme et de notre expérience tant locale que nationale, en s'appuyant sur trois orientations majeures : la compréhension de l'avenir, le rassemblement, le volontarisme. Aucune ne doit être prééminente. L'homme politique n'est ni un expert, ni un démagogue qui dit toujours oui, ni un activiste. Chacune est essentielle.

Mendès France avait coutume de rappeler une formule inspirée : gouverner, c'est prévoir. Le général

d'une « bêtise », mais bien au contraire comme profitable à tous. Et c'est là que la diversité acceptée de toutes les sensibilités et de tous les électeurs de droite doit devenir sa richesse : bien loin d'être le parti des propriétaires ou des médecins, des retraités ou des familles, des chefs d'entreprise ou des salariés du secteur privé, elle doit puiser dans toutes ses composantes un souci permanent de l'ensemble de la société française. André Malraux témoignait de la diversité du RPR en disant qu'il était « le métro à 6 heures du soir ». Nous ne proposons pas les mêmes moyens que la gauche gestionnaire : nous croyons plus à l'énergie individuelle et à la liberté qu'à l'Etat et à la réglementation, mais nous poursuivons le même objectif : donner à chacun la meilleure place possible. Nous croyons que le marché crée bien plus de richesses que la contrainte mais que c'est le rôle du politique de se soucier de la répartition de ces richesses, pour que tous puissent en profiter, à la fois matériellement et culturellement.

Enfin, il faut faire confiance au

puis plus de vingt ans, il faut des procédures de sélection démocratiques, tant pour le fonctionnement des partis sur le principe d'un adhérent, une voix » que pour déterminer les grandes orientations politiques ou ratifier les investitures aux élections. La démocratie, c'est le suffrage universel, la représentation des minorités et la décentralisation : la société française ne veut plus du centralisme technocratique, pourquoi la société politique l'accepterait-elle ?

Le suffrage universel, c'est l'élection périodique par les adhérents de tous les responsables locaux, départementaux et nationaux. C'est aussi l'organisation de débats sur les grandes orientations politiques. C'est enfin la ratification des candidats aux élections. La représentation des minorités, c'est la reconnaissance des différentes tendances, et donc une place reconnue dans les instances de direction ; c'est le contraire de l'exclusion, la condition d'un vrai rassemblement, et le seul moyen moderne d'obtenir une discipline réelle de tous, parce que consentie et profitable à tous.

La décentralisation enfin, c'est la reconnaissance de la démocratie locale comme base de la démocratie moderne. Elle suppose aussi une décentralisation financière : aujourd'hui les partis politiques nationaux sont financés par les fonds publics en fonction des suffrages obtenus et du nombre de leurs élus, mais rien ne les oblige à reverser une partie de ces subventions à leurs instances locales. Or comment organiser de vrais débats politiques sans un minimum de moyens, au niveau local (feuilles d'informations, conférences, tracts, permanences, etc.) ?

La démocratisation de la droite aujourd'hui doit commencer par celle du RPR, qui a le plus de retard en ce domaine et, de ce point de vue, la réforme de nos statuts est décisive : c'est la raison pour laquelle le processus de leur élaboration doit lui-même être démocratique et ne pas faire l'objet d'une découverte, à prendre ou à laisser, le jour du vote... comme d'habitude. Dans cette entreprise ambitieuse et nécessaire de refondation, Philippe Séguin a aujourd'hui une responsabilité historique : il tient entre ses mains, pour les mois qui viennent, l'avenir du gaullisme.

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 206 806 7
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

L'air pollué de Mme Voynet

LES « pics » de pollution de ce mois d'août dans les villes sonnent-ils le premier faux pas sinon du gouvernement, du moins d'une de ses personnalités les plus originales, Dominique Voynet, la ministre de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement ? Dès son arrivée aux responsabilités, la ministre Verte avait multiplié déclarations et décisions spectaculaires. Elle avait engagé une inflexion forte de la pratique gouvernementale dans le domaine du cadre de vie. Déjà, on parlait de « Madame j'arrête tout ».

Que surviennent, cet été, les « pics » de pollution atmosphérique et Dominique Voynet se fait discrète, trop discrète selon ses détracteurs. Elle tarde à s'exprimer et, quand elle le fait, elle apporte des réponses qui paraissent pour le moins décalées face aux attentes, de plus en plus fortes, à mesure que la pollution – et la canicule – persiste. Du RPR aux écologistes rivaux des Verts (Mouvement écologiste indépendant d'Antoine Waechter et Génération Ecologie), critiques et admonestations pleuvent.

Ces critiques ne sont certes pas toutes sans arrière-pensées. Corinne Lepage, ancien ministre de l'Environnement d'Alain Juppé, a d'abord pressé Dominique Voynet de sortir rapidement les décrets d'application de sa loi sur l'air. Après une mise au point du cabinet de Dominique Voynet, qui a rappelé qu'avant même la dissolution les décrets étaient attendus pour la fin de l'année, Corinne Lepage a changé son fusil

d'épaule, s'en tenant à une dénonciation de l'inaction du nouveau ministre.

Dominique Voynet a raison de souligner qu'il n'existe « pas une solution magique, facile » pour traiter, sur le fond, le problème de la pollution atmosphérique. Le comportement des automobilistes, qui, pour la plupart, n'ont que faire des consignes de limitation de vitesse, montre bien la complexité de l'affaire. Mais la démocratie médiatique est ainsi faite – et Dominique Voynet en connaît bien les règles – que renvoyer à une action de long terme ne dissuadera pas les insatisfactions.

A l'heure de choix budgétaires difficiles, affirmer qu'un investissement de 85 milliards pour développer les transports en commun ne paraît pas « démesuré », c'est botter en touche si une telle profession de foi n'est pas assortie de mesures d'urgence concrètes. Même si une orientation en faveur des transports collectifs traduit bien l'enjeu, la volonté de traiter la pollution endémique des villes, et pas seulement les « pics » de pollution, paraît d'autant plus convaincante si elle était accompagnée de telles décisions. Il est surprenant que Dominique Voynet s'en tienne ainsi à un discours d'ordre général qui, s'il n'est pas corrigé, pourrait donner à l'opinion le sentiment que les politiques, y compris dans ce domaine, sont décidément bien impuissantes à traiter les problèmes réels du pays. L'une des ambitions du gouvernement Jospin n'était-elle pas, justement, de rompre avec un tel sentiment ?

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani / Dominique Aldrey, directeur général
Nathalie Bergeon, directeur général adjoint
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Bruno de Camille, Pierre Gégère, Laurence Grébanier, Erik Izakewicz, Michel Kajnani, Bertrand Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Royette
Rédacteur en chef technique : Erik Alan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fournier
Médiateur : Thomas Fereczi
Directeur exécutif : Eric Paillet / directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat / directeur des relations internationales : Daniel Vernet
Conseil de surveillance : Alain Minc, président / Gérard Corbiau, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Bernès-Méry (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)
Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994
Capital social : 94 000 F. Actionnaires : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Association Hubert Bernès-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, le Monde Presse, le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde Socialisme et dirigisme

LE 39^e CONGRÈS du Parti socialiste, fidèle à la tradition, a élaboré un programme complet d'action économique et financière qui peut être caractérisé en deux mots : renforcement du dirigisme. On demeure perplexe en présence d'une telle résolution, foncièrement inaccoutumée depuis deux ans nous l'avons cessé, en droit ou en fait, de faire sauter ou d'assouplir les réglementations. Constitue-t-elle une réminiscence ou une anticipation ?

Ce document péremptoire, établi en commission, a été voté d'enthousiasme par l'unanimité des présents, mais les préoccupations étaient ailleurs. Le Parti socialiste a une pratique et un dogme qui ont depuis longtemps cessé de coïncider. En ces assises solennelles, la SFIO se devait de réaffirmer des principes. Mais dans quels dessein ?

Peut-être a-t-elle entendu montrer qu'en matière de politique économique les socialistes étaient plus irréductibles et donc plus à gauche que les communistes qui, durant ces derniers mois, ont singulièrement molli. Peut-être aussi, à la veille de nouvelles difficultés, et dans la perspective d'une catastrophe monétaire possible, des habiles ont-ils voulu dégager par avance les responsabilités de leur parti. Il est certain enfin que l'appel pathétique de M. Attlee à son pays a trouvé auprès de nos socialistes une résonance profonde. La France et l'Angleterre traversent des difficultés assez comparables ; comment les méthodes spécifiquement dirigistes mises en œuvre outre-Manche ne seraient-elles pas utilement transposées chez nous ?

René Courtin
(20 août 1947.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS
Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 06-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur Compuserve : GO LEMONDE
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 06-36-68-09-78

Pékin protecteur du dollar de Hongkong

Suite de la première page

Le jour où la monnaie de l'ex-colonie commença à céder du terrain, la Chine populaire ne peut en effet qu'intervenir tant elle est intéressée à faire en sorte que fonctionne le principe selon lequel elle a récupéré Hongkong – « un pays, deux systèmes ». D'où l'averlissement lancé par les autorités de l'île aux spéculateurs potentiels, après les remous monétaires des pays de la région : vous vous casserez les dents à tenter la même opération sur le dollar de Hongkong. Il a tout de même accusé le coup à la mi-août. Pas sur sa santé, mais sur son prix, c'est-à-dire les taux d'intérêt : ceux-ci ont brusquement monté, passant de 6,5 % à 8 % en 48 heures. La pression sur la monnaie locale, modifiée par le peg (lien) au dollar américain (au change courant, un dollar américain vaut 7,74 dollars de Hongkong), ne s'en est pas moins fait sentir sur le marché à terme des monnaies, où un record a été atteint avec un dollar américain propulsé à 7,90 dollars de Hongkong.

Les défenses principales du dollar de Hongkong restent de toute évidence éminemment politiques, et c'est bien là le problème. La décision de la Chine d'intervenir dans le cadre du plan de soutien au baht thaïlandais pour un milliard de dollars américains en un millier de dollars américains par les meilleurs financiers de la région. Elle est apparue comme un signe tangible de ce que Pékin

commençait à prendre en compte son implication internationale dans l'économie mondiale, un geste qui lui permet de se présenter devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC) comme une puissance responsable qui ne gère pas sa cagnote sur un mode purement égoïste.

Si la chute des monnaies d'Asie du Sud-Est était intervenue à un moment où Pékin aurait eu intérêt à dégonfler l'importance de Hongkong dans l'économie chinoise comprise dans son ensemble, on aurait pu attendre de sa part l'inverse de son engagement d'aujourd'hui. Car les préoccupations prioritaires du gouvernement chinois demeurent tout d'abord économiques mais politiques, et surtout fonction des risques qu'il peut présenter dans une parcelle de terre nationale qui a vécu pendant un siècle

AU COURRIER DU « MONDE » LANGUE ALLEMANDE ET RÉFORME

En supposant que la langue allemande soit menacée par la réforme proposée par les représentants des trois pays germanophones (Allemagne, Autriche, Suisse) qui ont participé aux travaux de la Conférence de Vienne (Le Monde daté 3-4 août), on ne peut pas dire que les tribunaux « attaquent la langue de Goethe » puisqu'on leur demande justement de la défendre contre tout projet de réforme.

(...) En Allemagne, comme en France, la majorité des gens confondent langue et orthographe sans savoir que la langue est préexistante à son orthographe, qui n'est qu'un emballage dont la norme a beaucoup varié dans les deux pays au cours des siècles. L'orthographe dans laquelle on

imprime aujourd'hui les œuvres de Goethe n'est pas du tout celle qu'il utilisait lui-même car l'orthographe allemande a été fortement (et judicieusement) modernisée par la Conférence de Berlin au début du siècle (1901-1902). La réforme aujourd'hui proposée est beaucoup moins importante et ne porte que sur des points de détail.

Ce qui est intéressant, c'est que les arguments utilisés par les adversaires de toute réforme sont en général aussi déplorables des deux côtés de la frontière. Lorsque, en 1990, le gouvernement Rocard proposait d'écrire « abime » au lieu d'« abîme », certains n'hésitaient pas à écrire qu'on voulait « détruire la langue de Racine », alors que Racine écrivait lui-même « abysme », mot dont l'orthographe a été modernisée par l'Académie française en 1740, bien après sa mort... Faire appel à Goethe pour défendre l'ortho-

graphie « Asphalt » c'est contre celle (proposée) de « Asfalt » qu'a guère plus de sens puisque l'oa écrit déjà « elephant » et « telephone » et que Goethe n'a vraisemblablement jamais eu à écrire le mot « asphalt ».

Jean-François Le Masson
Le Vésinet (Yvelines)

RECTIFICATIF

ATHLÉTISME

Deux erreurs de transcription nous ont fait écrire que Jean-Pierre Proust avait été l'agent de Marie-Josée Pérec, alors qu'il s'agissait de Jean-Pierre Puthod (Le Monde daté 7 août), et que l'Allemand Armin Hary avait couru le 100 m du meeting de Zurich de 1960 en 10 s (chronométrage manuel), alors que l'athlète en question se nommait Armin Hary (Le Monde du 15 août).

SOCIAL Les représentants de United Parcel Service (UPS), le géant mondial de la messagerie, et le syndicat des camionneurs, les Teamsters, sont parvenus, dans la nuit de lundi à mar-

di 19 août, à un « accord provisoire » pour mettre fin à deux semaines de grève. L'annonce a été faite par le secrétaire américain au travail, M^{me} Alexis Herman. ● CE PROJET D'AC-

cord doit encore être entériné par les 185 000 chauffeurs et manutentionnaires syndiqués en grève pour réclamer notamment plus d'emplois à plein temps et le maintien de la ges-

tion des fonds de retraite par le syndicat. ● SELON LE SYNDICAT, 40 000 emplois à temps plein seraient créés et le projet de rapatrier la gestion des retraites chez UPS est abandonné. Des

hausse de salaires seraient prévues sur cinq ans. ● LES MESSAGERIES comme UPS assurent un rôle croissant dans la logistique de distribution informatisée.

L'accord chez UPS devrait redonner du poids aux syndicats américains

Après deux semaines de grève, les Teamsters sont parvenus à un compromis avec la direction du numéro un américain des messageries express. Des emplois à temps plein seront créés et les salaires revalorisés. Le conflit, soutenu par l'opinion, pourrait entraîner un regain des revendications

NEW YORK

de notre correspondante

Un projet d'accord garantissant « les bons emplois dans l'Amérique à besoin » a mis fin, lundi soir 18 août à Washington, un des plus grands conflits sociaux que les États-Unis aient connus depuis la grève, en 1976, de 400 000 chauffeurs routiers. Au terme de 80 heures de négociation en cinq jours, la direction d'UPS (United Parcel Service) et le président du syndicat des Teamsters, Ron Carey, qui compte 185 000 membres parmi les 302 000 salariés américains d'UPS, sont parvenus à un compromis qui devait permettre la reprise du travail dès mardi soir chez le numéro un mondial des messageries rapides, après deux semaines de grève totale.

Le ministre du travail, M^{me} Alexis Herman, qui a joué un rôle crucial en maintenant syndicat et direction à la table des négociations, a tenu à « féliciter les

deux parties pour leur victoire ».

Ron Carey a salué « un tournant historique » dans l'issue de ce conflit. Il a rappelé que, en 1981, le président Reagan avait écarté la grève de 13 000 contrôleurs aériens en embauchant immédiatement d'autres personnels pour les remplacer ; cette défaite devait marquer une phase de déclin désastreuse pour le mouvement syndical américain. « Après avoir encaissé pendant quinze ans, a lancé le président des Teamsters, le temps est venu de riposter. »

En l'absence de la version de la direction d'UPS, qui ne livra les détails du compromis que dans les jours qui viennent, et M^{me} Herman ayant préféré laisser aux parties le soin de s'exprimer sur la question, M. Carey a donc exposé seul les grandes lignes du contrat conclu pour cinq ans. « Nous avons gagné, a-t-il dit, 10 000 nouveaux emplois à plein temps, et nous avons gagné d'importantes

augmentations pour les retraites, dans le cadre des plans de retraite des Teamsters. » Sur les deux points majeurs du conflit, le syndicat des chauffeurs semble avoir obtenu ce qu'il voulait : satisfaction ; la direction se proposait la création de 10 000 emplois à plein temps, dans une entreprise dont 60 % des salariés aux États-Unis sont à temps partiel.

PLAN DE RETRAITE

La question des plans de retraite est plus complexe et Ron Carey n'a fourni à ce sujet que très peu de détails, mais ses propos laissent penser que le projet de la direction, qui était de créer son propre plan de retraite et de se retirer des plans de retraite déjà en place, a été abandonné. Le syndicat a également obtenu une augmentation progressive sur cinq ans des salaires horaires

des employés à temps partiel, qui sont actuellement souvent inférieurs de moitié à ceux des employés à temps plein.

Seule l'étude précise du contrat, dans les prochains jours, permettra d'établir à quel point cette grève constitue un « tournant historique » dans les relations sociales aux États-Unis. Mais ce conflit a été fondamentalement différent des précédents : les grévistes d'UPS ont attaché des coquebottes à la direction, contrairement à ceux de Caterpillar ou des deux grands journaux de Detroit, qui sont restés les mains vides, et ils ont révisé une évolution profonde dans l'opinion publique américaine qui, pour la première fois depuis très longtemps, a soutenu un mouvement de grève. Selon un sondage Gallup/CNN/USA Today réalisé en fin de semaine dernière, 55 % des Américains soutenaient la

grève des Teamsters, bien que le conflit, paralysant l'activité d'une entreprise qui distribue quotidiennement douze millions de paquets et de documents (contre deux millions pour la poste) ait été une source d'inconvénients pour 28 % des usagers. Seules 27 % des personnes interrogées ont déclaré approuver la position de la direction d'UPS. Le sondage a dénoté par ailleurs une vive réticence à l'égard d'une intervention des autorités fédérales, la négociation restant le mode de résolution du conflit privilégié par les trois quarts des Américains.

Faut-il voir là le début du renversement de la tendance antisyndicale qu'appelle de ses vœux l'AFIL-CIO, la grande confédération syndicale américaine qui a mis tout son poids dans le conflit des Teamsters ? Aujourd'hui encore, près d'un tiers (31 %) des Américains continuent à se déclarer opposés aux syndicats, et plusieurs tentatives de réintroduire les syndicats dans de grandes entreprises dont ils sont absents, comme le géant de la grande distribution Wal-Mart, ont récemment échoué.

PHYSIQUEMENT ÉPROUVANT

Les Américains ont, bien sûr, été spontanément plus sensibles aux revendications de chauffeurs-livriers qu'ils voient tous les jours à l'œuvre dans un travail physiquement épuisant pour des salaires certes supérieurs à ceux des cocorotons d'UPS mais qui n'avaient pratiquement pas progressé, qu'aux revendications des pilotes d'American Airlines ou de joueurs de base-ball payés 2 millions de dollars par an, ou grève plusieurs mois en 1994. Le facteur déterminant, cependant, semble avoir été le thème de la précarité de l'emploi et de la stagnation des salaires mis en avant par les Teamsters en exigeant un nombre accru d'emplois à temps plein pour les salariés à temps partiel.

La bonne santé d'une entreprise comme UPS, qui a fait l'an dernier 1,1 milliard de dollars de bénéfices (5,7 milliards de francs) sur un chiffre d'affaires de

22,4 milliards, justifiait, aux yeux d'une opinion saturée de « downsizing » (dégrossage) ces dernières années, que les salariés bénéficient aussi de la croissance de l'entreprise. « La Bourse a connu une hausse vertigineuse, commentait lundi soir sur ABC l'ancien ministre du travail Robert

Une entreprise exemplaire

L'issue du conflit a sans doute été facilitée par la spécificité d'UPS, une entreprise ancienne dont la qualité du service et la stabilité sont réputées aux États-Unis et qui a connu la sa première grève nationale limitée. Créée il y a quatre-vingt dix ans, cette entreprise, qui n'est pas cotée en Bourse et appartient à ses employés, est traditionnellement dirigée par des hommes qui ont eux-mêmes gravi les échelons au sein de la hiérarchie. James Kelly, Facteur PDG, est un ancien chauffeur livreur et ancien teamster.

Les salaires pratiqués chez UPS, qui contrôle 80 % du marché des messageries rapides, sont en moyenne supérieurs à ceux de ses concurrents et, contrairement à de nombreuses entreprises, les employés à temps partiel ont droit aux mêmes avantages sociaux, dont l'assurance-maladie, que les employés à temps plein, et ils sont syndiqués. M. Kelly n'a pas brandi la menace du recrutement extérieur pour remplacer les grévistes, dont les dirigeants ont, en échange, pris soin de ne jamais laisser s'envenimer la situation.

Reich, les bénéfices des entreprises ont augmenté de 19 % ces cinq dernières années, mais les salaires moyens ont stagné : ce processus de down-waging [baisse des salaires] doit s'arrêter. » Comme dit Ron Carey : « Il fallait en finir. »

Sylvie Kauffmann

Les messageries jouent un rôle-clé dans la logistique des entreprises

ETES-VOUS CLIENT européen de Cisco, leader mondial de matériel de réseaux pour Internet ? Jusqu'au mois de février dernier, une certaine de transporteurs se partageaient les commandes que vous passiez à l'usine de San José en Californie. Depuis le 24 février, vous n'êtes plus livrés que par les camions marqués d'UPS. Décrochant un contrat de plusieurs milliards de dollars sur deux ans, UPS a obtenu de gérer la liaison européenne de la chaîne d'approvisionnement de Cisco.

Installé dans une grande ville française, votre photocopieur Rank Xerox a la malheureuse idée de tomber en panne ? C'est Jet Service qui vous apportera, en principe dans l'heure, un matériel de remplacement.

Agent commercial chez Gillette à Paris, Loodres ou Francfort, vous n'arrivez plus à connecter votre ordinateur portable Fujitsu ? C'est DHL qui viendra récupérer le matériel défectueux et le remplacera. Ses techniciens ayant été formés par Fujitsu, il est même possible que ce soit DHL qui effectue la réparation.

Ces trois exemples illustrent l'orientation prise par les leaders de la messagerie express pour répondre à la demande. Ne plus se contenter de transporter des colis en un temps record mais gérer les stocks de leurs principaux

clients, si possible « worldwide », sur l'ensemble de la planète. « Si la grosse majorité de nos clients veulent encore une prestation standard avec enlèvement et achèvement des colis, les multinationales intègrent depuis trois ans des problématiques globales qui incluent le transport mais aussi l'entreposage, l'approvisionnement, la distribution, la gestion des flux d'information et d'autres services à valeur ajoutée », constate Gilles Garin, PDG de DHL France. Les messageries ne s'en plaignent pas : la logistique est plus rémunératrice que le transport.

GESTION DES STOCKS

Élément-clé de la mondialisation de l'économie, ce phénomène est très récent. L'évolution d'UPS en témoigne. C'est en 1993 que cette entreprise commence à proposer à ses clients américains de gérer leurs stocks, de fournir la documentation pour l'importation et l'exportation de marchandises et d'optimiser les réseaux et la logistique des retours de matériel. Après trois ans d'expérimentation, UPS crée officiellement UPS Worldwide Logistics en 1996, dote cette division de son propre logo et s'attaque au marché mondial. D'ores et déjà, UPS Worldwide Logistics - qui vient de s'installer en France - réalise 600 millions de dollars de chiffre d'affaires annuel (environ 3,7 milliards

de francs), en progression de 30 % par an.

« La capacité de notre groupe à s'impliquer toujours plus dans la gestion de la chaîne logistique de ses clients sera un enjeu majeur pour l'avenir d'UPS », a déclaré Jim Kelly, président d'UPS, au printemps ; ces propos sont rapportés par le journal interne. Chez DHL, Gilles Garin estime que la part de la logistique dans le chiffre d'affaires passera de 10 % aujourd'hui à 20 % d'ici les cinq prochaines années, alors que le chiffre d'affaires continuera à progresser de près de 20 % chaque année.

À côté de ces géants, le français Jet Services adopte la même démarche. Après avoir créé dès 1991 une filiale commune avec IBM France pour effectuer des échanges rapides d'équipements standardisés de toute nature en France et au Luxembourg, cette entreprise a créé 90 centres « *fastid* » pour proposer à ses clients la gestion complète de minisstocks de proximité.

Si, en temps de paix sociale, cette « externalisation » présente de nombreux avantages, le retentissement de la grève d'UPS montre qu'un tel mouvement peut fragiliser toute une économie.

Frédéric Lemaître

Les places boursières internationales se stabilisent

IL N'Y A PAS EU de « lundi noir ». Après le plongeon de Wall Street (-3,1 %) à la veille du week-end (Le Monde daté 17 et 18 août), les opérateurs craignaient une accélération du mouvement et une contagion aux autres places financières internationales. Mais, après avoir ouvert en forte baisse, les Bourses européennes sont parvenues à réduire leurs pertes. Francfort a cédé 1,79 %, Londres 0,63 %, tandis qu'Amsterdam, la plus touchée vendredi (-4,5 %), regagnait 2,58 %. La Bourse de Paris, enfin, qui se trouvait particulièrement exposée dans la mesure où elle était fermée vendredi et d'avait pu, par conséquent, prendre en compte la chute de la Bourse new-yorkaise, a cédé que 1,77 % en clôture.

La stabilisation du dollar a permis celle des cours des actions européennes. Le billet vert, tombé dans la nuit de dimanche à lundi, à Tokyo, jusqu'à 1,8060 deutsche-mark et 6,09 francs, s'est redressé dans la matinée, à 1,8250 deutsche-mark et 6,14 francs. Mardi matin 19 août, le dollar continuait à gagner du terrain, à 1,8350 deutsche-mark et 6,18 francs. Ce mouvement a rassuré les investisseurs, qui s'inquiétaient pour la compétitivité et les exportations des entreprises du Vieux Continent.

Le rebond observé à Wall Street a aussi contribué à ramener le calme. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a gagné 1,41 % lundi. Le marché est toutefois resté très nerveux - la Bourse de New York a perdu jusqu'à 75 points en milieu de journée -, dans l'attente des décisions moné-

taires aux États-Unis et en Allemagne.

Selon les analystes, le conseil de la Réserve fédérale américaine (Fed), réuni mardi 19 août, devait opter pour le statu quo. Malgré la vigueur de la croissance économique et le fait que son président Alan Greenspan se dise partisan des « frictions préventives », l'absence de tensions inflationnistes outre-Atlantique devait inciter la Fed à laisser inchangé, à 5,50 %, le taux de ses fonds fédéraux.

Le suspense apparaît plus grand en Allemagne. Une première hypothèse a été levée, mardi matin, avec la décision de la Bundesbank de reconduire ses prises en possession au niveau de 3 %. Mais les

membres de la banque centrale allemande se réunissent jeudi 21 août. La plupart des experts ne prévoient pas de resserrement monétaire, compte tenu du net repli du dollar observé depuis une semaine. La politique de dissuasion de la Bundesbank, qui a pris la forme de menaces de relèvement de ses taux directeurs, a porté ses fruits.

PHÉNOMÈNE MONÉTAIRE

À plus long terme, les analystes demeurent inquiets. Le plongeon de Wall Street, vendredi 15 août, tend, selon eux, à démontrer que l'euphorie des places boursières internationales observée depuis le début de l'année a une origine es-

sentiellement monétaire. Or, il faut s'attendre au cours des prochains mois, ou peut-être dans le monde, à un durcissement des politiques de crédit. La Banque du Japon devrait procéder à une hausse de son taux d'escompte, comme l'a recommandé le Fonds monétaire international. Les économistes de la banque américaine Salomon Brothers s'attendent, pour leur part, à une hausse des taux directeurs aux États-Unis au mois de septembre. Une telle décision, favorable au dollar, pourrait conduire la Bundesbank à adopter elle aussi une attitude plus restrictive.

Pierre-Antoine Delhommeaux

Elf découvre un gisement géant de pétrole en Angola

L'ANGOLA réussit à Elf Aquitaine. En avril 1996, le groupe français avait découvert, au large de ce pays d'Afrique du Sud-Ouest, un gisement pétrolier offshore géant d'au moins 700 millions de barils (environ 95 millions de tonnes), baptisé Girassol. Elf a confirmé, mardi 19 août, la découverte d'un deuxième champ pétrolier, encore plus important, dans le golfe de Guinée. Une information révélée par l'hébdomadaire spécialisé *Upstream*. Le nouveau gisement, baptisé Dalia, se trouve, comme Girassol, dans le « bloc 17 », un territoire d'exploitation concédé par l'État angolais à un cartel regroupant Esso, BP, Statoil, Norsk Hydro et Fina autour d'Elf,

opérateur industriel avec 35 % des droits d'exploitation. Exploité selon de nouvelles techniques d'« offshore profond » - « une première pour Elf », dit-on à la compagnie -, Girassol commença à produire entre 150 000 et 200 000 barils par jour (bbl) vers le milieu de l'an 2000. Sur ce volume, Elf sera attributaire d'environ 50 000 bbl. Dalia, situé à une profondeur de 2 250 mètres, dont 1 360 mètres d'eau, pourrait donner, à terme, une production du même ordre, voire supérieure. L'Angola, qui est, avec 81 000 bbl produits en 1996, le quatrième pays producteur d'Elf en Afrique, après le Gabon, le Nigeria et le Congo, devrait devenir une source

majeure d'approvisionnement pour le groupe après l'an 2000.

Le retour sur investissement, lui, devrait être assez long. Le coût de développement d'un gisement de pétrole offshore est « de l'ordre de 3 dollars par baril produit », précise-t-on chez Elf. Ce qui, pour Girassol ou Dalia, représente un investissement initial de près de 15 milliards de francs, auxquels il faudra ensuite ajouter les coûts d'exploitation. Dans ce genre de contrat, le pays coécédant, en l'occurrence l'Angola, s'attribue entre 80 % et 90 % de la production. Elf devra donc se payer sur environ 35 % du volume restant.

Pascal Galtier

DÉPÊCHES

■ NINA RICCI : le tribunal de grande instance de Paris a suspendu, lundi 18 août, pour la deuxième fois, le plan social de la maison de haute couture. Le plan, élaboré en avril par la direction de Nina Ricci, prévoit 35 licenciements sur 171 employés. Il avait déjà été suspendu le 9 juin, le tribunal ayant estimé que la direction n'avait pas rempli son devoir d'information et de consultation préalable du comité d'entreprise.

■ DOW CHEMICAL : un jury de l'État américain de Louisiane a conclu, lundi 18 août, à la négligence du groupe américain Dow Chemical dans les tests de développement de prothèses mammaires en silicone fabriquées par sa filiale Dow Corning de 1962 à 1992. La seconde phase du procès, qui aura lieu fin septembre, devra permettre d'établir le lien entre les troubles de la santé de quelques 1 800 victimes déclarées en Louisiane et les implants en silicone, et de fixer les éventuels dédommagements.

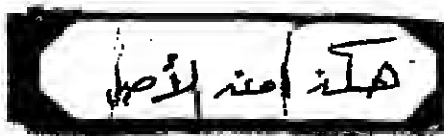
■ ORION : le groupe Suez-Lyonnais des Eaux sera sur le point de céder sa chaîne de résidences hôtelières Orion (immobilier de loisirs) pour un montant supérieur à 500 millions de francs, selon le quotidien *La Tribune* du mardi 19 août. La banque d'affaires Goldman Sachs, associée à la chaîne hôtelière américaine Westmont, et le français Pierre et Vacances seraient sur les rangs.

■ BANQUE RIVAUD : la banque du groupe Bolloré n'est plus mise en examen en tant que personne morale, mais Bertrand de Buffière, son ancien directeur général, reste mis en examen. La décision de la chambre d'accusation, jeudi 14 août, d'annuler une grande partie de l'incrimination, révélée par *Libération*, mardi 19 août, a été confirmée par le groupe Rivaud.

■ VOLKSWAGEN : le premier constructeur automobile européen a confirmé, lundi 18 août, attendre une nouvelle croissance de ses bénéfices en 1997 (678 millions de marks nets en 1996). Le groupe a annoncé un bénéfice net de 488 millions de deutschemarks (1,6 milliard de francs) sur les six premiers mois de 1997, en hausse de 73 % par rapport à la même période de 1996, pour un chiffre d'affaires consolidé en augmentation de 12 % à 56,5 milliards de deutschemarks.

■ TEXACO : la compagnie pétrolière américaine a annoncé, lundi 18 août, qu'elle allait acquérir la compagnie californienne Monterey Resources pour 1,4 milliard de dollars (8,6 milliards de francs). Cette opération lui permet d'accroître ses réserves de 385 millions de barils. En 1996, Texaco se situait au troisième rang des compagnies pétrolières américaines par son chiffre d'affaires (44,5 milliards de dollars).

■ BP : la compagnie pétrolière britannique a engagé une procédure judiciaire pour réclamer des dommages de 14 millions de francs à l'organisation écologiste Greenpeace et à quatre de ses membres qui avaient occupé une de ses plate-formes mobiles, au large de l'Écosse, à-t-elle indiqué, lundi 18 août. Greenpeace a mis fin à l'occupation de la plate-forme de BP dimanche 17 août, après avoir vainement tenté de l'empêcher d'arriver à destination, au large de la côte septentrionale de l'Écosse.



■ LA BOURSE DE TOKYO a terminé la séance du mardi 19 août en légère baisse. L'indice Nikkei a cédé 80,10 points (-0,42 %), pour s'inscrire à 18 961 points en clôture.

■ LE DOLLAR était en hausse, mardi matin, lors des premières transactions entre banques sur les places financières européennes. Il cotait 1,8350 deuschemark, 6,18 francs et 118,25 yens.

■ L'OR a ouvert en baisse, mardi, sur le marché de Hongkong. L'once s'échangeait à 321,50-321,80 dollars, contre 323,40-323,80 dollars lors de la précédente séance.

■ WALL STREET a rebondi, lundi 18 août, après son plongeon du vendredi 15 août. L'indice Dow Jones a terminé en hausse de 108,70 points, à 7 803,36 points (+1,41 %).

■ LES COURS DU PÉTROLE ont légèrement reculé, lundi, sur le marché de New York. Le prix du light sweet crude, livraison septembre, a perdu 16 centimes, à 19,91 dollars.

LES PLACES BORSIÈRES

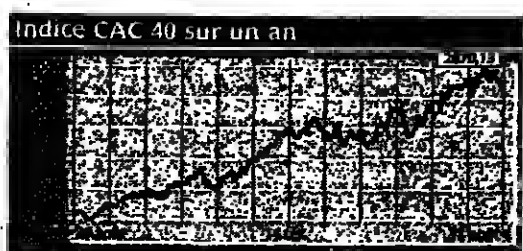
Rebond à Paris

LA BOURSE DE PARIS était en hausse, mardi 19 août, en fin de matinée. A 12 heures, l'indice CAC 40 gagnait 1,13 %, à 2 902,65 points. Il avait ouvert en progression de 1,54 %. Les actions françaises profitant de la fermeté du billet vert et surtout du rebond observé, la veille, à Wall Street. Le dollar s'échangeait à 1,8390 mark et 6,1910 francs.

Le volume des échanges sur le marché à règlement mensuel s'élevait à 2,5 milliards de francs.

Lundi, la Bourse de Paris avait terminé la séance en baisse mais elle avait réduit ses pertes en cours de journée, grâce à l'ouverture en hausse du dollar américain et à la remontée du dollar. L'indice CAC 40 avait cédé 1,77 %, à 2 870,13 points, en clôture après avoir perdu jusqu'à 3,5 % dans la matinée.

« Après un vent de panique dans la matinée, dû au plongeon de Wall Street vendredi, le marché parisien a retrouvé le calme », a indiqué un opérateur. La Bourse de Paris était,



fermée vendredi 15 août, jour férié. La chute, vendredi, des actions américaines, qui avaient connu une progression continue depuis plusieurs mois, était prévisible,

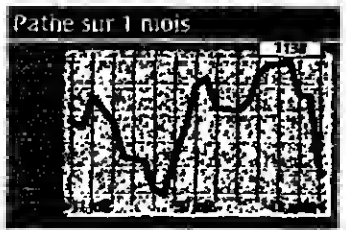
« mais cela ne veut pas dire que Wall Street est entrée dans une phase baissière », a souligné Serge Le Gal, économiste à la Caisse des dépôts et consignations.

Pathé, valeur du jour

LE TITRE Pathé s'est inscrit parmi les plus fortes baisses du marché à règlement mensuel, lundi 18 août. Il a perdu 6 %, à 1 138 francs, dans un volume de 16 000 pièces. Il affiche un recul de 9 % depuis le début de l'année alors que, dans le même temps, l'indice CAC 40 de la Bourse de Paris affiche une progression de 23,94 %.

L'action Pathé a souffert, lundi, de l'annonce de résultats décevants pour le groupe britannique de chaînes à péage BSkyB (détenu à 17 % par Pathé). BSkyB a également

fait savoir que la croissance de ses profits risquait d'être affectée par ses projets dans la télévision numérique.



PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

HAUSSES, 12h30	Cours au 19/08	Var. %	Var. %
BF Aquitaine	685	+5,97	+5,97
Grande Avenir S.A.	580	+5,36	+5,36
Changé	344	+4,42	+4,42
Colson	445	+3,97	+3,97
Promoteur	226	+3,57	+3,57
Sar	1563	+3,23	+3,23
Carat	77,25	+3,13	+3,13
Comptex	665	+2,88	+2,88
Ingenio	145	+2,85	+2,85
Léon	119	+2,42	+2,42

BAISSES, 12h30	Cours au 19/08	Var. %	Var. %
Stellor IMAD	1430	-5,37	-5,37
Schindler	4425	-2,28	-2,28
Sagem SA	280	-1,25	-1,25
Fives-Lille	421	-1,24	-1,24
Effage	330	-1,20	-1,20
ImmoFrance	311	-1,19	-1,19
Nord-Est	119,20	-1,18	-1,18
Canal+	104	-1,16	-1,16
Bouygues	214	-1,15	-1,15
Labinal	182	-1,14	-1,14

SEANCE, 12h30	1908 Titres	Capitalisation en F
BF Aquitaine	7684	5207588
Grande Avenir S.A.	8526	1340808
Changé	5161	1154428
Colson	2671	1062390
Promoteur	17025	1049807
Sar	13179	932707
Carat	23042	8922443
Comptex	10849	899492
Ingenio	3995	813483
Léon	3226	789144

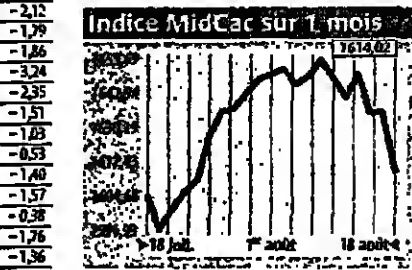
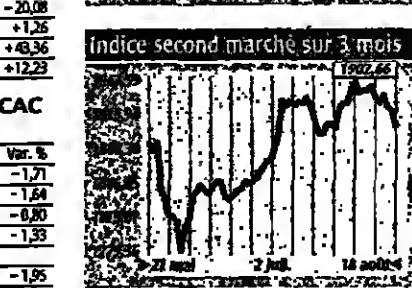
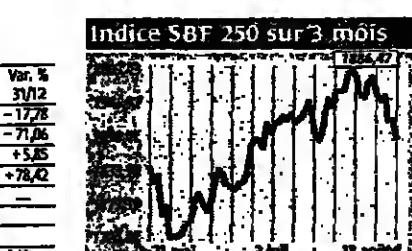
PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 12h30	Cours au 19/08	Var. %	Var. %
Grand Poulx	20,80	+1,65	+1,65
Mar-Lux/Profil	49,50	+1,58	+1,58
Sofibus	38,50	+1,55	+1,55
Gallard Mus. (Ly)	521	+1,42	+1,42
Digiprom	28	+1,35	+1,35

BAISSES, 12h30	Cours au 19/08	Var. %	Var. %
Tonika Electrolux	250,80	-1,10	-1,10
Bjorn Alcares Ly	89,45	-1,09	-1,09
Nomel	132	-1,04	-1,04
PCAS	430	-1,03	-1,03
CNIM Car	271,10	-1,02	-1,02

INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ	1908	1408	Var. %
Ind. gén. SBF 120	1867,12	1869,34	-1,21
Ind. gén. SBF 250	1866,47	1868,19	-1,64
Ind. Second Marché	1902,65	1918,00	-0,80
Indice MidCAC	1614,02	1615,15	-1,35

NEW YORK	LONDRES	MILAN	FRANCFORT
DOW JONES	FT 100	MIB 30	DAX 30



Légère baisse à Tokyo

LA BOURSE DE TOKYO a terminé la séance du mardi 19 août en légère baisse. L'indice Nikkei des valeurs vedettes a cédé 80,10 points (-0,42 %) pour s'inscrire à 18 961 points en clôture. La veille, Wall Street avait rebondi, mais les opérateurs étaient restés nerveux tout au long de la séance, dans l'attente des décisions monétaires aux Etats-Unis et en Allemagne. L'indice Dow Jones des trente valeurs vedettes avait terminé en hausse de 108,70 points à 7 803,36 points (+1,41 %), récupérant en partie sa perte de 247,37 points de vendredi (-3,1 %), ce qui avait constitué son plus fort recul, en points, depuis le krach d'octobre 1987. « Nous vivons toujours dans un environnement instable où nous

devons faire des prévisions et des jugements tous les jours », a souligné Wayne Nordberg, gestionnaire de portefeuilles chez Lord Abbott.

Les opérateurs n'avaient guère réagi à l'annonce de résultats trimestriels inférieurs aux prévisions pour le deuxième fabricant américain de matériel informatique Hewlett-Packard.

INDICES MONDIAUX

Cours au 19/08	Cours au 14/08	Var. %
Paris CAC 40	2902,65	+1,13
New York Dow Jones	7803,36	+1,41
Tokyo Nikkei	18961	-0,42
London FT 100	4835	-0,42
Frankfurt DAX 30	4078,60	-1,02
Frankfurt MIB 30	3577,89	-1,02
Bruxelles C20	3593,18	-1,02
Bruxelles C25	2670,71	-1,02
Amsterdam AEX	1154	-1,02
Amsterdam C20	625,30	-1,02
Stockholm OMX	579,36	-1,02
Stockholm OMX20	2553,23	-1,02
Londres FTSE	3122,40	-0,54
Hong Kong Hang Seng	1606,90	-1,02
Singapore Straits	1918,85	-1,02

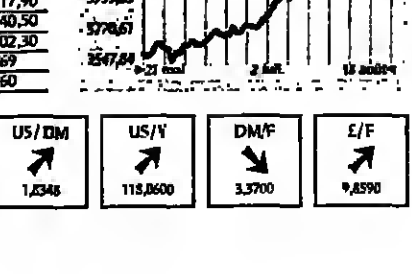
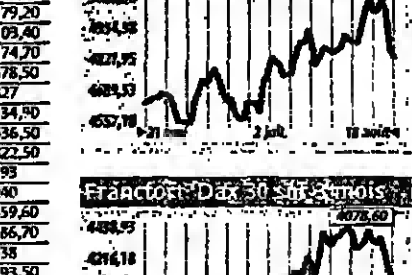
NEW YORK Les valeurs du Dow-Jones

1908	1408	Var. %
Alcoa	85,68	+1,62
Allied Signal	85	+1,62
American Express	80,25	+1,62
AT & T	40,50	+1,62
Bearing Co	56	+1,62
Caterpillar Inc.	58,31	+1,62
Chevron Corp.	77,62	+1,62
Coca-Cola Co	60,12	+1,62
Danaher Corp.	76,68	+1,62
Du Pont de Nemours & Co	61,75	+1,62
Eastman Kodak Co	63,75	+1,62
Exxon Corp.	62,18	+1,62
Gen. Motors Corp.	61	+1,62
Gen. Electric Co	65,87	+1,62
Goodyear T & Rubber	62,31	+1,62
IBM Corp.	104	+1,62
Int'l Paper	54,18	+1,62
J.P. Morgan Co	110,75	+1,62
Johnson & Johnson	58,06	+1,62
McDonald's Corp.	50,18	+1,62
Merck & Co Inc.	93,12	+1,62
Monsanto Co	91,87	+1,62
Monsanto Ming & Mig	45,12	+1,62
Philip Morris	44,93	+1,62
Procter & Gamble Co	135	+1,62
Roche	56,31	+1,62
Sears Roebuck & Co	66,75	+1,62
Travelers	52,93	+1,62
Union Carb.	80,93	+1,62
United Tech.	80,93	+1,62
Wal-Mart Stores	55,62	+1,62

LONDRES Sélection de valeurs du FT 100

1908	1408	Var. %
Alfred Lyons	4,68	+1,77
Barclays Bank	13,81	+1,77
B.A.T. Industries	6,12	+1,77
British Aerospace	14,49	+1,77
British Airways	6,12	+1,77
British Petroleum	8,37	+1,77
British Telecom	3,81	+1,77
B.T. PLC	2,21	+1,77
Cadbury Schweppes	6,02	+1,77
Centrafina	0,70	+1,77
Forst	0,70	+1,77
Glan Wellcome	11,96	+1,77
Granada Group Plc	7,99	+1,77
Grand Metropolitan	5,87	+1,77
Guinness	5,77	+1,77
Harrold	0,87	+1,77
Imperial Chemical	6,34	+1,77
H.S.B.C.	20,12	+1,77
Imperial Chemical	9,98	+1,77
Legal & Gen. Grp	4,44	+1,77
Lloyds TSB	7,12	+1,77
Mills and Spencer	5,46	+1,77
National Westminster	7,82	+1,77
Peninsula Oriental	6,35	+1,77
Reivers	6,26	+1,77
Satchell and Starch	1,22	+1,77
Shel Transport	4,15	+1,77
Tate and Lyle	4,15	+1,77
Unilever Ltd	17,29	+1,77
Zeneca	18,90	+1,77

FRANCFORT Les valeurs du DAX 30



LES TAUX

Repli du Matif

LE MARCHÉ OBLIGATAIRE FRANÇAIS a ouvert en légère baisse, mardi 19 août. Le contrat notional du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat, perdait 6 centimes, à 129,82 points, après quelques minutes de transactions. Les opérateurs ne réagissaient guère à la décision de la Bundesbank de laisser inchangé, à 3 %, le niveau de ses prises en pension. Le taux de l'obligation assimilable du Trésor

(OAT) à 10 ans s'inscrivait à 5,55 %, soit 0,09 % au-dessous du rendement du titre allemand de même échéance. La veille, les obligations américaines avaient terminé la séance en légère hausse, soutenues par le rebond du dollar. Le rendement de l'emprunt à 30 ans s'était inscrit à 6,52 % en clôture. La Banque de France a reconduit, mardi matin, à 3,19 %, le taux de l'argent au jour le jour.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,30 %)

Achats	Ventes	Achats	Ventes
1908	1408	1408	1908
Jour le jour	3,19	3,19	3,19
1 mois	3,19	3,19	3,19
3 mois	3,19	3,19	3,19
6 mois	3,19	3,19	3,19
1 an	3,19	3,19	3,19
PIBOR FRANCS	3,3488	3,3488	3,3488
PIBOR Francs 1 mois	3,3488	3,3488	3,3488
PIBOR Francs 3 mois	3,3488	3,3488	3,3488
PIBOR Francs 6 mois	3,3488	3,3488	3,3488
PIBOR Francs 12 mois	3,3488	3,3488	3,3488
PIBOR EURO	4,3544	4,3544	4,3544
PIBOR Euro 3 mois	4,3544	4,3544	4,3544
PIBOR Euro 6 mois	4,3544	4,3544	4,3544
PIBOR Euro 12 mois	4,3544	4,3544	4,3544

MATIF

échéances 18/08	volume	dernier	plus	plus	premier
		prix	haut	bas	prix
NOTIONNEL 10 %	33708	129,82	129,90	129,82	129,70
Sept. 97	334	96,84	96,84	96,84	96,84
Nov. 97	2	96,84	96,84	96,84	96,84
Mars 98	2	96,84	96,84	96,84	96,84

PIBOR 3 MOIS	1908	1408	Var. %
Sept. 97	7878	96,30	+1,62
Nov. 97	6993	96,30	+1,62
Mars 98	4820	96,30	+1,62
Sept. 98	2229	96,30	+1,62

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40	échéances 18/08	volume	dernier	plus	plus	premier
			prix	haut	bas	prix
Aug. 97	21260	2871	2871	2871	2871	2871
Sept. 97	1316	2871	2871	2871	2871	2871
Oct. 97	78	2871	2871	2871	2871	2871
Mars 98	78	2871	2871	2871	2871	2871

LES MONNAIES

Remontée du dollar

LE DOLLAR S'INSCRIVAIT EN HAUSSE, mardi 19 août, lors des premières transactions entre banques sur les places financières européennes. Il cotait 1,8350 deuschemark, 6,18 francs et 118,25 yens. Il était tombé, la veille, sur les places asiatiques, à des plus bas niveaux de 1,8060 deuschemark et 6,09 francs. Il s'est ensuite redressé, profitant notamment, dans l'après-midi, de la reprise observée à

Wall Street. Les opérateurs restaient toutefois prudents avant les réunions des conseils de politique monétaire de la Réserve fédérale aux Etats-Unis et de la Bundesbank en Allemagne. Le franc gagnait un peu de terrain, mardi matin, face à la monnaie allemande. Il s'inscrivait à 3,3689 francs pour un deuschemark. La livre se raffermissait, à 9,95 francs et 2,9515 deuschemarks.

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours BDF 18/08	% 1408	Achats	Ventes
Allemagne (100 dm)	337	-0,08	326	350
Belgique (100 F)	6,6715	-0,08	6,6715	6,6715
France (100 F)	16,3180	-0,04	15,7700	16,7700
Grèce (100 dr)	299,2700	—	—	—
Irlande (100 Ir)	3,4485	—	3,2100	3,2100
Danemark (100 kr)	88,4800	-0,08	84,2500	94,2500
Indonésie (100 Rp)	9	-0,04	8,5800	9,4200
Israël (100 NIS)	9,8390	+0,08	9,8300	10,2800
Grèce (100 dr)	2,1450	—	1,9200	2,4200
Suède (100 kr)	76,9500	-0,02	75,5000	83,5000
Suisse (100 F)	406,6800	-0,30	399	412
Norvège (100 Nkr)	81,1900	+0,04	79,5000	83,5000
Autriche (100 Sch)	47,8950	-0,08	46,3500	49,4500
Espagne (100 pes)	3,9870	-0,07	3,7100	4,3100
Portugal (100 esc)	3,3200	-0,15	3	3,9000
Canada 1 dollar ca	4,4039	-0,45	4,1000	4,7000
Japon (100 yens)	5,2073	1,96	5,0000	5,4000
Finlande (mark)	112,5800	+0,07	107,5000	117,5000

PARITÉS DU DOLLAR	1908	1408	Var. %
FRANCFORT : USD/DM	1,8348	1,8208	+0,76
TOKYO : USD/YEN	118,6600	117,5600	+0,92

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

Dollar États-Unis	6,1042	6,1082	6,1007	6,1097
Yen (100)	5,2099	5,2009	5,2328	5,2222
Deutschmark	3,7070	3,7698	3,7378	3,7208
Franc Suisse	4,0673	4,0639	4,0956	4,0989
Lire ital. (1000)	3,4472	3,4547	3,4502	3,4468
Unit sterling	9,8137	9,8054	9,8061	9,8074
Peneta (100)	3,5853	3,5858	3,5876	3,5881
Franc Belge (100)	16,293	16,316	16,329	16,309

TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES			
DEVISES	1 mois	3 mois	6 mois
Eurofranc	5,28	5,57	5,49
Eurodollar	5,56	5,62	5,76
Eurolire	7,13	7,22	7,31
Eurosterling	5,28	5,52	5,52

PARIS
+1.32%

CAC 40
7907.94

Montana

% +-	coupon (1)
100	100
90	90
80	80
70	70
60	60
50	50
40	40
30	30
20	20
10	10
0	0

3,22	3,39
2,24	4,32
1,28	2,35
0,29	13,99
2,50	0,62
0,68	1,22
+ 0,19	1,23
6,38	14,05
1,11	—
0,81	10,65
2,76	2,58
3,23	—
+ 3,41	2,13
4,11	3,79
2,16	1,39
1,64	6,18
- 0,76	1,35
—	1,61
+ 0,78	0,22
+ 1,59	10,60
+ 2,35	1,33
—	12,57
6,38	22,14
2,44	2,25
+ 1,98	4,69
+ 1,68	0,91
+ 2,76	—

h 30 DAT TIME

QAT 8.50
QAT 8.50
QAT 10.00

QAT 89-1
QAT 8,55

594
125
591
744,60
33,20

• M = Marseille;

— sans indication
• droit détaché;
— offre réduite;
— animation.

Change
CNIM C
Code:

h30 Compliance

_____	CA. Hte
_____	CA. Part
_____	CA. Hte

	1.50
	39.90
0	1000
0	130.20
	21.50

n; M = Marseille;

- sans indication
ent; ■ coupon
; o = offert;
e; † demande

Oblig. t

that CDC

Living B
Mond S

LE	
NT	
	1972.50
.51	3104.26
.26	1802.26
.51	1802.26
.54	1802.26
	1972.50
.15	1972.50
.89	3117.40
.63	339.24
.59	3204.04
	722.00
.83	722.00
.08	722.00
.67	2033.62
	1902.31
.26	1902.31
.94	1902.31
.72	1700.69
.40	1711.29
.40	2251.37
	1711.65
.63	1711.65
.33	1000.00
.96	2000.00

MARDI 19 AOÛT

VALETYPE	Cour
----------	------

VALEURS		précé
Eridania-Bérhin Cl	▲	745

	1.50
	39.90
0	1000
0	130.20
	21.50

n; M = Marseille;

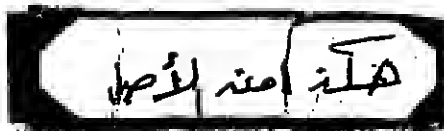
- sans indication
ent; ■ coupon
; o = offert;
e; † demande

Latitude C	148
Latitude D	135
Oblique D	62

Plenitude D PEA	208
Poste Gestion C	14915

Revenus Trimestr. D _____	5223
Solstice D _____	2367

LE	
NT	
	1972.50
.51	3104.26
.26	1802.26
.51	1802.26
.54	1802.26
	1972.50
.15	1972.50
.89	3117.40
.63	339.24
.59	3204.04
	722.00
.83	722.00
.08	722.00
.67	2033.62
	1902.31
.26	1902.31
.94	1902.31
.72	1700.69
.40	1711.29
.40	2251.37
	1711.65
.63	1711.65
.33	1000.00
.96	2000.00



AUJOURD'HUI

LE MONDE / MERCREDI 20 AOÛT 1997

ESPACE L'amarrage du cargo Progress, reporté de 24 heures à la suite d'une erreur de programmation informatique, a pu finalement être assuré, en mode manuel, lundi

18 août. ● **UNE NOUVELLE PANNE** de l'ordinateur central a néanmoins frappé la station russe Mir, alors que le commandant de bord s'apprêtait à assurer la jonction des deux vais-

seaux. ● **LA RÉPARATION** a été effectuée dès mardi matin et la sortie dans l'espace pour le changement du sas du module Spektr pourrait n'être reportée que de 24 heures. ● **LES**

RUSSES sont pressés de rétablir enfin le bon fonctionnement de leur station, perturbée depuis plusieurs mois par des pannes et des incidents à répétition. ● **LES AMÉRICAINS**

doivent, en effet, décider fin septembre s'ils envoient un nouvel astronaute sur Mir et leur participation financière est cruciale pour la poursuite des vols humains russes

La réparation de Mir est reportée d'au moins 24 heures

L'ordinateur central de la station russe, tombé en panne peu avant l'amarrage du cargo Progress, fonctionne à nouveau. Mais cet incident retarde encore les travaux cruciaux pour la survie du complexe orbital

« **NOUS AVONS** déjà connu des problèmes similaires. La situation n'est pas extrêmement complexe », a assuré le chef des vols spatiaux russes, Vladimir Soloviev. Avant de reconnaître qu'elle était néanmoins suffisamment grave pour entraîner le report des réparations prévues initialement pour mercredi 20 août. Le temps pour l'équipage de remettre en état la station Mir, victime une fois de plus d'une panne de son ordinateur central, qui l'empêche d'orienter correctement ses panneaux solaires, la privant d'énergie électrique.

La journée de lundi 18 août semblait pourtant débuter sous d'heureux auspices. Anatoli Soloviev et Pavel Vinogradov, les deux nouveaux arrivants, avaient essayé les scaphandres qu'ils devaient porter pour la réparation du module Spektr. Ils en avaient ajusté la taille et vérifié le fonctionnement des connexions. L'équipage avait aussi transmis au sol les images filmées par l'Américain Michael Foale lors du survol de Spektr par le Soyuz, vendredi 15 août.

Ils avaient ensuite entrepris la

tâche principale de leur programme du jour : l'amarrage du cargo Progress, opération avortée la veille à la suite d'une erreur dans le programme informatique transmis du sol. Les consignes étaient claires : en cas de nouveau problème de ce genre, le commandant de bord Anatoli Soloviev devait assurer manuellement l'approche et l'amarrage du vaisseau à la station.

SANG-FROID

L'avancée est survenue là où personne ne l'attendait. Progress se trouvait à 250 mètres de la station vers laquelle il cheminait normalement en mode automatique, quand l'ordinateur central de Mir tomba subitement en panne. Rompu aux situations d'urgence par des mois d'ennuis ininterrompus, le directeur des vols ordonna, du sol, le passage en mode manuel. Anatoli Soloviev réagit froidement, en professionnel. A 14 h 53 (heure de Paris), il accrocha en douceur le Progress à l'anneau d'amarrage du module Kvant-1. Une répétition de la manœuvre qu'il avait effectuée onze jours

plus tôt seulement quand il lui avait fallu positionner et amarrer manuellement le Soyuz qui l'amenaient sur Mir (ainsi que Vinogradov) le 7 août.

L'équipage n'était pas pour autant sorti d'affaire. L'ordinateur

pointage correct de ces panneaux vers le Soleil. Sa défaillance a entraîné une interruption immédiate de l'alimentation en électricité du complexe spatial et la station s'est mise à tourner sur elle-même de façon chaotique. Les

Les procédures d'évacuation d'urgence

La règle d'or de la sécurité sur Mir stipule que, tant qu'elle est habitée, la station doit toujours disposer d'un vaisseau Soyuz pour l'évacuation en cas d'urgence. Ce véhicule assez édifié, qui amène déjà les équipages dans la structure orbitale, peut transporter jusqu'à trois personnes. Les procédures d'urgence prévoient qu'en cas de danger pour la vie des cosmonautes, ceux-ci doivent revêtir leur scaphandre et « nager » jusqu'au Soyuz, généralement accroché au nez d'assemblage de Mir, c'est-à-dire tout près du module central. Si la décision est prise d'abandonner la station, le Soyuz est alors décroché et commence sa descente vers la Terre, au cours de laquelle les trois parties de ce vaisseau - le module orbital qui comporte un sas et l'anneau d'amarrage, le module de commande et la capsule proprement dite - se séparent les unes des autres. Les deux premières se consument dans l'atmosphère tandis que la capsule, dotée d'un bouclier thermique, termine sa course en douceur grâce à son parachute.

central est notamment chargé de commander les gyroscopes, ces énormes volants d'inertie qui stabilisent la station et assurent un

trois hommes ont coupé tous les instruments non vitaux afin d'économiser les batteries. Ils ont ensuite entrepris de rétablir l'atti-

tude de Mir en actionnant par petits coups les moteurs-fusées du module Soyuz. Après trois heures d'efforts, les contrôleurs au sol russes pouvaient annoncer que la station était à peu près

PIÈCE DÉFECTUEUSE

stabilisée et les panneaux dirigés à nouveau vers le Soleil. Restait à réparer l'ordinateur, car ce mode de stabilisation n'est qu'un pis-aller. Les hommes doivent réactiver périodiquement les moteurs sur ordre du sol, qui surveille la tension électrique. Pas question, dans ces conditions, de quitter le module de commande de Mir, comme le prévoit le programme de réparation de Spektr (Le Monde du 18 juillet). Cette fois, la panne de l'ordinateur est d'ordre « mécanique », a précisé Vladimir Soloviev. « Nous sommes certains qu'il n'y a pas eu de faute humaine comme la dernière fois », quand, le 17 juillet, un câble d'alimentation avait été débranché par erreur.

Selon Victor Blagov, directeur adjoint des vols spatiaux russes, les trois cosmonautes devaient

tenter mardi de changer la « pièce » défectueuse qui a été localisée. En fin de matinée l'opération était réalisée encore une fois avec succès et allait permettre de réorienter la station convenablement. Les réparations sur le module Spektr, prévues initialement pour mercredi, pourraient alors avoir lieu dès jeudi, a-t-il précisé. Son supérieur hiérarchique, Vladimir Soloviev, avait annoncé dans un premier temps un report « de deux ou trois jours ou moins ».

Pour l'instant « les hommes ne sont pas en danger. Nous suivons la situation de près, mais nous ne sommes pas inquiets », assurait, lundi, un porte-parole de la NASA. La relève de Michael Foale par David Wolf (qui termine son entraînement près de Moscou) n'est pas remise en cause. La NASA précise néanmoins qu'une décision finale sera prise dans la semaine précédant le prochain rendez-vous de la navette Atlantis et de Mir, prévu pour fin septembre.

Jean-Paul Dufour

Des paléontologues américains recherchent l'hémoglobine du « T. rex »

COINCIDENCE ? Au moment où sort sur les écrans *Lost World*, la suite de *Jurassic Park* tournée par Steven Spielberg, une équipe de paléontologues américains annonce avoir retrouvé, intacts après plus de 65 millions d'années, des fragments d'hémoglobine issus d'ossements de *Tyrannosaurus rex*. L'hémoglobine n'est certes pas l'ADN, cette molécule géante porteuse du patrimoine héréditaire des êtres vivants, Graal des paléontologues et des scénaristes qui rêvent de reconstituer les dinosaures. Mais cette découverte, décrite dans une récente livraison des comptes rendus de l'Académie des sciences américaine, prouve que, dans certaines conditions, des molécules biologiques peuvent traverser les âges avec un minimum de dommages.

L'hémoglobine est l'un des constituants essentiels du sang, puisqu'elle permet d' véhiculer l'oxygène. Elle comprend notamment l'hème, un anneau de porphyrine

portant en son centre un atome de fer, structure qui permet de l'identifier avec certitude. Une équipe menée par Mary Schweitzer, du Muséum de Rockies de l'université du Montana, pense avoir prouvé la présence d'hémoglobine ancienne dans un os de *T. rex*. Celle-ci a été extraite d'un spécimen trouvé en 1990 dans la « crèche de l'enfer », dans l'est du Montana, qui avait été retiré de son piège de sédiments et traité avec toutes les précautions d'usage : gants et contenueurs stériles, bombonnes de dessiccation à -20 °C, broyage de l'os, et, finalement, extraction des tissus, le tout sous une asepsie la plus absolue.

SIX MÉTHODES

Il s'agissait d'éviter des contaminations intempestives qui ont ridiculisé plusieurs « découvertes » tonitruantes et jeté un doute sur la recherche de biomolécules

fossiles (Le Monde du 2 juin 1995). Jusqu'ici, seuls quelques insectes piégés dans l'ambre ont livré de l'ADN qui n'a pas été « pollué » au fil du temps par des micro-organismes plus récents, sans parler de particules provenant des expérimentateurs eux-mêmes !

Après ces échecs, Mary Schweitzer a donc préféré se concentrer sur l'hémoglobine, qui n'a été identifiée sous forme fusille que dans des supports beaucoup plus récents, n'excédant pas cent mille ans.

Six méthodes indépendantes ont été mises en œuvre pour s'assurer qu'il ne s'agissait pas d'un artefact. La plus spectaculaire a été de tester les propriétés immunologiques des molécules. L'expérience consistait à injecter des extraits des ossements fossiles à des rats, afin de susciter chez eux la production d'anticorps. Il est apparu que ces anticorps reconnaissent spécifiquement à de l'hémoglobine d'oiseau,

notamment à celle de pigeon et de dinde, mais pas à celle de serpent.

Doit-on y voir une indication supplémentaire des liens de filiation entre dinosaures et oiseaux ? « Sans doute pas », répond Hervé Bocherens, du laboratoire de biogéochimie isotopique à Paris-VI, qui a, lui, travaillé sur l'extraction de collagène ancien. Les réactions immunitaires peuvent fonctionner entre des espèces différentes à un million d'années de distance, mais, ici, l'ancêtre commun à ces divers animaux est trop ancien. Autre déception, l'étude américaine ne permettra sans doute pas non plus de résoudre l'une des questions qui divisent depuis des lustres les paléontologues : les dinosaures étaient-ils poikilothermes ? En termes moins savants, *T. rex*, héros de thrillers hollywoodiens, avait-il le sang froid ?

Hervé Morin

Le gel des crédits fait souffler le froid sur la fusion nucléaire

La construction du réacteur international d'expérimentation ITER devrait être différée de plusieurs années

C'EST UN VIEUX RÊVE de physicien : reproduire, sur Terre, la fusion nucléaire qui embrase le cœur du Soleil comme de toutes les étoiles. Mais ce rêve est peut-être en train de virer au mirage.

Le principe de la fusion thermonucléaire - celui de la bombe H - est relativement simple. Alors que, dans les centrales électronucléaires actuelles, la chaleur provient de la fission de noyaux d'uranium ou de plutonium, l'idée est, au contraire, de faire s'assembler des noyaux de deutérium, ou de deutérium et de tritium, isotopes de l'hydrogène dont la combinaison s'accompagne d'un énorme dégagement de chaleur.

Domestiquer ce « feu » donnerait à l'humanité une énergie quasiment inépuisable. Les ressources de notre planète en deutérium sont immenses : un mètre cube d'eau de mer en contient en moyenne 30 grammes. Le tritium, qui n'existe pas dans la nature, peut être obtenu au cours de la réaction de fusion, en bombardant de neutrons une couverture de lithium, élément qui, lui, se trouve en abondance dans la croûte terrestre et les océans. Possédant les avantages du nucléaire fissile (l'absence de production de gaz carbonique à effet de serre) sans tous ses inconvénients (la réaction pourrait être arrêtée à tout moment et les déchets radioactifs seraient moins polluants), la fusion semble donc parée de toutes les vertus.

La nature ne se laisse toutefois pas aussi facilement copier. Pour rapprocher des noyaux qui, de

même charge positive, ont tendance à se repousser, il est nécessaire de les porter à une température de l'ordre de 200 millions de degrés Celsius. Il faut ensuite confiner ce plasma (gaz ionisé) brûlant. Pour réussir ce tour de force, les chercheurs ont construit des « chaudrons » thermonucléaires baptisés Tokamak, sur le modèle conçu voilà déjà une trentaine d'années par les savants soviétiques. Dans ces torus (volumes en forme de chambre à air) sous vide, le plasma est emprisonné à l'aide de puissants champs magnétiques qui l'empêchent de se disperser et d'entrer en contact avec les structures de réacteur, qui ne résisteraient pas à une telle fournaise.

UN TOKAMAK GÉANT

Une intense compétition internationale s'est alors ouverte. En 1991, les Européens ont réussi à produire 1,7 mégawatt de puissance dans leur réacteur expérimental du Joint European Torus (JET), installé à Culham, en Grande-Bretagne. Deux ans plus tard, les Américains ont pulvérisé ce record, en atteignant 5,6 mégawatts, dans le Tokamak Fusion Test Reactor (TFTR) de Princeton.

Une prouesse qui reste cependant très éloignée, non seulement des performances des centrales nucléaires qui développent couramment des puissances de 900 à 1 300 mégawatts, mais aussi du stade où le réacteur génère autant d'énergie qu'il en consomme (*break even*) et, o fortiori, de ce « graal » que représente l'ignition,

ou auto-entretien de la combustion. Pour progresser, les États-Unis, l'URSS (aujourd'hui la Russie et le Kazakhstan), l'Europe (à laquelle est associé le Canada) et le Japon se sont engagés dans une coopération scientifique sans précédent, à travers le très ambitieux

Hélas, ce grand chantier risque d'être reporté à des jours plus proches, sinon compromis. En juillet 1998 s'achèvera l'étude détaillée du projet, commencée en 1992. Pour la suite, l'incertitude est totale. Le calendrier initial prévoyait pour tant une mise en service d'ITER en

« Trois ans de réflexion »

Concernant le projet ITER, l'Europe temporise. Le 5^e programme-cadre de recherche et de développement technologique, portant sur la période 1999-2002, ne prévoit pas de crédits pour le démarrage de la construction. La part allouée au nucléaire (fission et fusion) dans le budget total devrait au contraire passer de 8 % à 7 %. La Commission européenne étudie actuellement différents scénarios, allant de l'abandon pur et simple du projet à un financement strictement européen. De source proche du dossier, le choix s'orientera vraisemblablement vers une solution médiane, consistant à prendre « trois ans de réflexion » avant toute décision. Ce délai serait mis à profit pour « approfondir certains axes de recherche », notamment pour mettre au point les prototypes des aimants supraconducteurs chargés d'assurer le confinement du plasma brûlant dans le réacteur de fusion.

projet ITER (International Thermonuclear Experimental Reactor). Il s'agit de construire, pour un coût estimé à 10 milliards de dollars (environ 60 milliards de francs), un Tokamak géant démontrant la « faisabilité » technique d'une fusion nucléaire contrôlée.

L'objectif est d'obtenir, dans une gigantesque chambre vide de 2 000 m³, une combustion auto-entretenue libérant une puissance de 1 500 mégawatts, et cela pendant 1 000 secondes, alors que la réaction n'est maintenue que quelques secondes dans les machines actuelles.

2005. Plusieurs pays faisaient assaut d'enthousiasme pour accueillir cet équipement. Mais le contexte a changé. Parmi les partenaires qui - lorsque leur recherche n'est pas exsangue, comme celle de la Russie - ont à subventionner leurs propres programmes scientifiques sur la fusion nucléaire ainsi que leurs installations expérimentales (le Japon possède la machine JT-60 Upgrade près de Tokyo, la France dispose du Tora-Supra à Cadarache, l'Allemagne va s'équiper d'un Stellarator à Greifswald et l'exploitation du JET européen vient d'être prolongée jusqu'à fin

1999), l'ardeur est retombée. Aujourd'hui, il ne se trouve plus guère de candidat à l'hébergement du réacteur.

DIFFICULTÉS TECHNIQUES

Selon la revue scientifique britannique *Nature* du 10 juillet, le Japon serait intéressé, à condition de ne payer que la moitié du coût total et non pas les 70 % escomptés comme contrepartie des retombées d'une telle réalisation sur l'économie du pays hôte. Voilà déjà un an, l'Allemagne et la France avaient fait savoir qu'à ce prix-là elles n'étaient pas sur les rangs. Quant aux États-Unis, ils ne seraient pas disposés à prendre en charge plus de 5 % de l'investissement.

Derrière ces incertitudes financières pointent aussi des difficultés d'ordre technologique. Certains physiciens estiment que la fusion est encore loin d'être maîtrisée et doutent même que les problèmes techniques qu'elle soulève - à commencer par l'évacuation de l'énorme chaleur du plasma et par la résistance des matériaux aux intenses flux de neutrons engendrés par la réaction - puissent être surmontés. Robert Aymar, directeur général du projet, balaise ces objections : « Tous les problèmes sont solubles. Techniquement, le réacteur peut fonctionner et remplir ses objectifs ». Pourtant, ITER pourrait ne pas voir le jour de sitôt et la conquête de l'énergie stellaire demeurer longtemps un rêve inaccessible.

Pierre Le Hir

Une fraise de dentiste dévoile la représentation d'un mammouth

UNE NOUVELLE peinture paléolithique de mammouth vient d'être identifiée dans la Grande Grotte d'Arcy-sur-Cure (Yonne) grâce à un procédé expérimental de décalcatation des parois. Les chercheurs du CNRS responsables de l'étude de la grotte, Dominique Barillet et Michel Girard, estiment qu'il sera ainsi possible de découvrir d'autres peintures et d'approfondir l'étude de la plus septentrionale des grottes ornées du Paléolithique, grâce à une méthode qui fait appel à une fraise similaire à celles utilisées par les dentistes.

Les peintures paléolithiques de la Grande Grotte avaient été partiellement révélées en même temps que détruites ou fortement endommagées par un violent nettoyage des parois en 1978. Depuis 1991, grâce à des enregistrements photographiques systématiques des parois en lumière naturelle et en infrarouge, plus de 130 peintures ont pu être reconnues. Mais cette technique ne permet qu'un aperçu partiel des traits et des formes.

C'est donc dans la zone la moins détériorée qu'Eudald Guillaumet, restaurateur à la Prada Casadet à Andorre, sous le contrôle de Jacques Brunet, du laboratoire de recherches des Monuments historiques, a abasé la couche de calcaire opaque, épaisse de plusieurs millimètres, à l'aide d'une fraise diamantée. La calcaie de la Grande Grotte est si résistante que les autres techniques d'enlèvement - hrossage, écaillage, application d'acides - n'avaient pas abouti.

Le restaurateur n'attaque ainsi que les dépôts les plus récents de calcaie, laissant en place ceux formés peu de temps après les peintures qui en laissent apparents tous les détails tout en assurant leur protection. Le résultat fructueux de cet essai, financé par le service régional de l'archéologie de Bourgogne, permet d'envisager de traiter d'autres secteurs de la Grande Grotte où des figures peintes ont déjà été partiellement détectées. De plus, en perçant légèrement la couche protectrice, il sera possible de prélever des micro-échantillons de charbon des peintures noires en vue de datation en laboratoire.

Catherine Chauveau

Dîners en boîte

A la recherche du pur corned-beef et du vrai crabe russe

DE L'ÉPICERIE FINE comme indicateur, de tendances dans l'équilibre géoéconomique mondial. On ne prend pas assez garde à l'incidence que peuvent avoir sur notre quotidien les brusques changements de régime ou les grands basculements d'alliances commerciales.

Ainsi du corned-beef, par exemple. Soutenu par l'Empire britannique, il fut un temps où l'Argentine nourrissait le monde. Les troupeaux de la plaine pampéenne s'en allaient loin se faire dévorer l'entrecôte. Pour augmenter le rendement, on les mit en boîte selon une recette et des techniques qui avaient violemment fait leurs preuves durant la guerre de Sécession. Sorte de miron sauvage passé à l'autoclave et au moulin grosse grille, après salage et addition de graisse et de gelée de bœuf. Un truc sérieux et bon marché, accessible comme on voulait; nourriture de premier secours; aussi bien que dernière urgence. Au-delà de tout jugement désobligeant.

On crut ce pâté de survie longtemps unique, jusqu'au moment où les Français se mirent eux aussi à l'ouvrage, bouchant menu le zébu de Madagascar, qu'ils offrirent aux roulanges experts de leurs militaires. Les sergents de la coloniale devinrent vite maîtres dans l'art de redonner toute sa dignité à l'animal, que l'argot trouper désignait curieusement sous l'appellation de « singe ». Selon certains tantôt, anciens du Tonkin, c'était le meilleur. Ce qui n'est pas le cas du *franch corned-beef* que l'on trouve aujourd'hui. Ne méritant pas ça, vexé, le charolais fait de la résistance.

Mais l'argentin, qu'est-il devenu? Allo! *Franch corned-beef argentin*, vous avez en rayon? Come quoi? Beef argentin, de quel pays? Il faut *beef argentin* d'aujourd'hui. Ne méritant pas ça, vexé, le charolais fait de la résistance.

Mais l'argentin, qu'est-il devenu? Allo! *Franch corned-beef argentin*, vous avez en rayon? Come quoi? Beef argentin, de quel pays? Il faut *beef argentin* d'aujourd'hui. Ne méritant pas ça, vexé, le charolais fait de la résistance.



taxait-il au prix fort de sa délicate découverte. Passons, quand on aime.

Mais, du coup, souper d'après match de foot épatant. Une salade aux trois huiles - noix, olive, tournesol - pot à moutarde sur le pommeau de la selle, que l'enfant de la pampa n'aille pas se prendre pour un indomptable, et qu'on laisse rouler le plaisir. C'est viril, exotique, presque bon, et formidablement nourrissant.

Dans l'ordre du repas sur le pouce dont personne n'aurait à rougir, une autre vieille connaissance nous cause actuellement des soucis. Succulent et étrange comme les promesses de l'emprunt russe parvenait dans nos comptoirs précieux, depuis la fin des années 20, du crabe estampillé « Chatka ». Personne ne pouvait douter qu'il était en provenance de Sibérie orientale, et la performance du maintien de sa saveur autorisait son prix. Ce n'était pas du caviar, mais, arrivant mystérieusement d'aussi loin, à rythme si régulier, ce crabe aux pinces en or était assez réjouissant.

La famille en avait toujours une ou deux boîtes en réserve dans le



cas où un original vienne faire la cour à la jeune fille de la maison, ou par temps de débarquement de l'onde explorateur qui prétendait avoir connu Amundsen. C'était l'une de ces petites redondances que les ménagères se réservent; on écope légèrement le budget, mais l'ast est dans la manche.

MAYONNAISE VIOLENTE

Fin, le « Chatka », terminé. Sans prévenir, les Russes viennent, depuis quelques mois, de stopper les livraisons. Comment les bruits les plus étranges. L'internationale de l'écologie aurait fait savoir qu'il n'était plus question d'exterminer le crustacé royal; les quotas de pêche seraient devenus criminels. Bobards. La vérité est que la rigueur n'était plus d'actualité. Le système politique une fois vaincu, le personnel de la vaste entreprise s'était laissé aller à la nonchalance, au manque d'attention. Alors, la pieuvre malfaisante s'était attaquée au crabe. Et là, verrouillant ses frontières, l'Ouest avait dit non.

Nous, les amateurs de ce minuscule et cocasse plaisir, nous ne savons jamais le fin mot de l'histoire. On nous assure que nous pourrions acheter du « Chatka » sous le manteau. Faut voir. Mais, plus amusant, toujours de Vladivostok, et sous la même signature de la même entreprise d'État, se présente depuis quelques années, sous le nom de « Kamchatka », une autre bestiole qui s'affirme elle aussi « crabe royal

ou naturel ». La clientèle se mêle; il est plus cher que l'ancêtre - environ 90 francs -, et ce n'est pas son « Chatka ». Drôle d'affaire.

Il fallait tout de même essayer. A l'évidence, c'est le même animal, du *paralithodes cambraticus*, fait aux pattes dans des eaux semblables et glacées. Mais brisons là. La confiance étant sur le point de revenir, et la moitié du crabe retrouvée, il convenait de se souvenir de sa préparation, applaudie un soir d'orage tropical sous la véranda d'une campagne d'où Paris semblait proche.

Voyons, sauce à base de mayonnaise, violente par l'arsenal classique: Tabasco, ketchup, Pickapeppa, Lea & Perrins, larme de Viandox, et, peut-être, un peu de Brand's AI; touche de cayenne. Quartiers de pamplemousse, tomates en rondelles et fines tranches de concombre. Pain: baguette toastée.

Débarrassé de son cartilage, le *cambraticus* avait été mélangé sans brutalité à ses nouveaux compagnons, puis expédié vers le froid.

Subtilement - indispensablement - les bols qui abritent accepter le rafraîchissement étaient chinois et bleus. Pouilly fumé pour ne choquer personne. Dans le genre vous n'avez rien pour un dîner improvisé, c'était très réussi. Et disons que le nôtre, ce soir-là, n'était pas si raté.

Jean-Pierre Quélain

nom (dressés sur des croquettes de volaille et des pointes d'asperges) pas une seule

recette ne récocha les vivats escomptés et seule la poire Belle-Hélène eut l'heur de passer à la postérité.

Se saisissant de ce classique, la maison Bernier en propose une nouvelle version. La glace vanillée a été remplacée par une mousse de fromage blanc. Celle-ci contient de la poire en petits morceaux. L'ensemble est présenté dans une coupelle que l'on renverse sur une assiette, ce qui a pour effet au moment du démolage de découvrir le tout d'une sauce au chocolat, froide bien évidemment et non pas chaude comme dans la recette originale. Le résultat est attirant à plus d'un titre. D'abord pour la texture, à la fois légère et imperceptiblement floconneuse de ce fromage blanc monté en mousse, ensuite parce que le fromage frais est moins sucré qu'une glace, bien que tout aussi rafraîchissant.

Ce « fromage à la pte », comme on le nommait autrefois dans les fermes, a

d'ailleurs depuis longtemps ses thuriféraires. Que ce soit pour des raisons esthétiques, comme Erik Satie, qui prétendait ne se nourrir que d'aliments immaculés: « noix de coco, navets, sel, riz, sucre ou fromage blanc », ou pour des raisons de santé, comme l'ancien premier ministre indien Morarji Desai, qui mourut dans sa centième année, avec, selon lui, comme explication de sa longévité, un strict régime à base de carottes bouillies et de fromage blanc.

Remplacer les carottes par des poires a-t-il le même effet? Les fabricants de notre Belle-Hélène *new look* se portent en tout cas garantis des bienfaits de leur dessert pour la santé, puisque le fromage blanc qu'ils emploient contient ce fameux bifidus actif, un ferment lactique qu'ils ont été les premiers à mettre sur le marché, il y a déjà une dizaine d'années.

Guillaume Crouzet

* Mousse et fruits B.A. poire et chocolat, 9 francs environ les deux coupelles. Existe aussi au pamplemousse et aux fruits rouges, mais à éviter, car trop sucrés.

La poire Belle-Hélène

Comme Liszt s'est amusé à faire de la *Marseillaise* un tout autre morceau musical, les grands classiques de la cuisine sont propices aux variations. Un dessert plus que centenaire, la poire Belle-Hélène, vient ainsi d'être réinterprété. Réorchestré serait plus juste, car c'est à l'opéra bouffe que ce plat doit son existence première.

C'est en effet en hommage à la *Belle Hélène*, créée en 1864 par Jacques Offenbach, que, quelques années plus tard, l'épouse du roi Méhémet apparut à la carte des restaurants parisiens sous la forme d'une poire pochée dans un sirop vanillé puis dressée sur une glace arrosée de chocolat chaud. Dans la foulée de ce succès lyrique puis gastronomique, le qualificatif de Belle-Hélène fut accolé à diverses préparations salées.

Manfred Höfler, un Allemand qui consacra plus de dix années d'études à son *Dictionnaire de l'art culinaire français*, y recense plusieurs apprêts sous ce vocable. Cependant, mis à part les œufs pochés à ce

Deux jugements qui devraient mettre un terme au « n'importe quoi » dans le petit monde du foie gras

AUCH de notre correspondant
Le foie gras ne supporte pas un assaisonnement médiatique exagéré, du moins quand celui-ci porte sur un produit qui ne répond pas aux normes de qualité ou d'identité exigées par la profession et les consommateurs. Deux jugements rendus ces derniers mois à Auch à l'encontre de PDG gersois commercialisant des foies viennent de rappeler qu'en matière d'élevage de canards et d'oies gras, tapage promotionnel n'est pas gage de qualité.

Ainsi Alain Darquier, propriétaire à Castelnaud-Auzan des établissements portant son nom, a été condamné à cinq ans d'emprisonnement ferme par le tribunal cor-

rectionnel pour banqueroute, abus de bien sociaux, escroquerie, détournement d'objets donnés en gage ainsi qu'à 500 000 francs d'amende. Sa faillite personnelle a été prononcée. Trente-quatre pages de délibéré ont à peine suffi à instruire la saga judiciaire de ce patron amoureux de rugby. De fait, Alain Darquier se servait de sa passion pour le ballon ovale comme marchepied médiatique.

Jean-Michel Brunet, artisan traiteur à Margouët-Meymes, un autre petit village gascon, visait carrément plus haut, l'élite politique et médiatique parisienne. Il ne s'en cachait d'ailleurs pas: « Moi, confiait-il volontiers, c'est la Rolls-Royce du foie gras que je propose. » Alors qu'Alain Darquier se vantait

de casser les prix du marché, Jean-Michel Brunet a pu vendre certains de ses produits millésimés plus de 10 000 francs le kilo avant d'être plaqué par la justice. Reconnu coupable d'exercice de travail clandestin, délit de factures non conformes et tromperie sur la marchandise, Jean-Michel Brunet a été condamné, après une longue instruction, à dix-huit mois de prison dont douze avec sursis, mise à l'épreuve pendant trois ans, interdiction d'exercer aucune activité professionnelle pendant cinq ans.

Rude chute pour celui qui fut surnommé un peu trop rapidement « le pape du foie gras » par la revue 50 millions de consommateurs. Il est vrai que plusieurs de ses clients, et pas des moindres,

louaient le bon goût de ses foies gras. M^{re} Charrère-Bourmazel, avocate de Jean-Michel Brunet, ne manqua pas d'ailleurs à l'audience de citer de prestigieux témoins à décharge: Laurent Fabius, Alain Poirer, Michel Rocard, tous signataires du Livre d'or de son client - de même que l'actuel président de la République qui, au sortir de table, le 13 février 1993, rendait un vibrant hommage écrit « au créateur du foie gras millésimé ».

VERS UN LABEL ROUGE

Hélas! pour le discernement présidentiel, l'enquête a démontré que les foies gras estampillés de provenance exclusive gersoise-lanaise n'étaient que des foies d'im-

BOUTEILLE

AOC Cheverny

CHEVERNY BLANC: CUVÉE LAETITIA 1995

Au sud de Blois, entre Touraine et Sologne, Cheverny produit des vins rouges issus des cépages pinot noir, gamay et côt et, pour les blancs, de sauvignon et chardonnay. Le cépage romorantin est une rareté qui donne des blancs vifs et fruités (AOC cour-cheverny), sur des terrains argilo-calcaires et argile à silex. Au domaine de la Gaudronnière, propriété familiale depuis 1921, Christian Dorléans s'attache à produire des vins affirmés qui racontent les médailles dans les concours, grâce à des rendements inférieurs de près de moitié à la norme de l'appellation, des contrôles de maturité parcelle par parcelle, une vendange essentiellement manuelle et une vinification en petit volume à température maîtrisée. La cuvée Laetitia 1995 (médaille d'or au Concours général agricole 1996), à la robe or pâle, dotée déjà d'arômes très expressifs à dominante florale, laisse entrevoir un volume et une puissance rarement atteints dans cette région. Elle se conservera en cave plusieurs années, avant d'accompagner fruits de mer et crustacés.

* Cheverny blanc: cuvée Laetitia 1995, 30 F la bouteille au départ de la cave. Domaine de la Gaudronnière, Christian Dorléans 41220 Cellettes, tél.: 02-54-70-40-41, télécopie: 02-54-70-38-83.

TOQUES EN POINTE

Bistrot

L'ENFANCE DE LARD

« Il n'y a plus d'opré d Saint-Germain-des-Prés! » Que si! Mais toutes les honnêtes tables, et les moins estimables, se sont réfugiées du côté de Saint-Sulpice. Ainsi, non loin du mythique Blue Note, c'est l'Enfance de lard, une petite maison aux poutres et pierres apparentes, tables de bois et chandeliers, où un patron accueillant s'efforce à procurer sur la base d'une formule à 98 F de bien satisfaisantes nourritures: un plat d'œufs en meurette, un haddock mariné sur lit d'épinards, parmi un choix d'une quinzaine d'entrées. Tournedos tendre et goûteux, un test pour les autres morceaux. Un simple couteau-de-l'ardèche en picbet. C'est le plaisir de se retrouver dans un quartier toujours vivant: Saint-Germain-des-Prés.

* Paris, 21, rue Guisarde (75006), tél.: 01-46-33-89-65. Tous les jours.

MAYRIG CAFE

Istanbul fut le point de rencontre de toutes les cuisines qui affinaient d'Asie aux confins de l'Empire ottoman, et s'y mélangeaient. C'est sans doute la gloire du Sofra, la grande table turque. Mais il est malaisé, souvent, de démêler les apports des uns et des autres, des Balkans, de la Grèce ou de l'Arménie lointaine. Anton, le factieux maître d'hôtel, saura vous guider parmi les entrées - *pasterma, soughjuk, johmod-joun* - et les classiques de la table arménienne, les *keftés*, l'érevan kebap, les *manté* (délicieux raviolis arméniens au four), le carré d'agneau sur canapé d'anberges. Vins de Crète. Cuisine savoureuse et soignée, pour cette toute nouvelle adresse placée sous le patronage du film d'Henri Verneuil. Menus: 64 F (au déjeuner) et 78 F. A la carte, comptez 130 F.

* Paris, 116, rue Amelot (75011), tél.: 01-48-07-12-04. Fermé dimanche.

Brasserie

LA COLOMBE

Le seul bar à vins de la rue de la Paix, c'est la Colombe. C'est aussi une honnête brasserie, rénovée, propre comme un sou neuf, les fleurs du jardin fraîchement cueillies, avec une agréable terrasse, le soir. Le patron a résisté à l'appel du pôle magnétique situé entre Lagnole et Saint-Urcize, pour rester ouvert en août. Carte du jour, avec escalope de veau sauce aux mousserons et pâtes fraîches, et autres rumpsteaks, faux-filet - toutes viandes de l'Aubrac. Avec la poussée hâtive des champignons, viendront bientôt les omelettes aux cèpes et aux girolles. Le saint-pourtain est l'enfant-chéri de cette maison, servi frais en cette saison. A la carte, comptez 160 F.

* Paris, 2, rue de la Paix (75001), tél.: 01-42-61-09-69. Fermé dimanche.

Gastronomie

LA BASTIDE SAINT-ANTOINE

Jacques Chibois en rêvait depuis longtemps de cette bastide qu'il aménage avec amour, comme autrefois le *bastidano*, santon de la crèche, accueillant *lou pescoure* et ses poissons du jour, *lou mounié*, suivi du boulanger avec la fougasse et le pain aux olives, et bientôt la portreuse de citrons avec son chapeau nigard. Les mets de la Provence étaient les produits de la ferme. Tout venait du cellier, de la cueillette ou de la pêche. C'est cette image d'Épinal que Jacques Chibois, natif du Limousin, nous fait partager depuis un an, avec succès, au pied de Grasse. Au loin, parmi les oliviers, fument les volutes d'un tas de brindilles, avec la tache, ça et là, des bouquets de lauriers-roses. Voici, servies sur la terrasse, les entrées de saison, la fricassée de girolles aux courgettes trompettes, les sardines en salade provençale au thym et des de bonard aux olives ou bien les ravigots à la nigarde au bouillon de fèves. Un impalpable travail de cuisine caché au profit des seules qualités gustatives. Le pageot et le rouget, l'agneau et la calite figurent, dans des préparations de haut goût sur le menu de déjeuner de la bastide, et aussi quelques délicieux desserts de saison. La table est joliment dressée, le service diligent, et le prix de ce paradis perdu des saveurs - au menu du déjeuner - miraculeux, tout simplement. Menu 210 F (au déjeuner), 380 et 550 F. A la carte, comptez 500 F.

* Grasse, 48, avenue Henri-Dunant (06130), tél.: 04-93-09-16-48. Tous les jours.

Jean-Claude Ribaut

Une erreur

MOTS CROISÉS

Je ne suis pas un

MUSIQUE Après avoir vendu 20 millions d'exemplaires de *Definitely Maybe* et *(What's the Story) Morning Glory*, Oasis publie le 21 août le troisième volet de sa trilo-

gie britpop, *Be Here Now*. ● L'ÉVÉNEMENT est vécu avec ferveur en Grande-Bretagne où nombre d'insulaires croient tenir avec le quintet de Manchester « le plus grand groupe

de rock 'n' roll du monde » - titre dont les Rolling Stones étaient jusque-là crédités - et s'étaient inquiétés des rumeurs de séparation qui circulaient sur le groupe. ● « BE

HERE NOW » offre peu de surprises par rapport à ses prédécesseurs, la sonnerie étant la même, dans la seconde partie de l'album sur la mélodie. ● CE DISQUE a été en partie

enregistré dans les mythiques studios londoniens d'Abbey Road, dernière manifestation en date de la nostalgie qu'Oasis cultive autour des Beatles.

Oasis, « le plus grand groupe de rock 'n' roll du monde » pour les Britanniques

« Be Here Now », le troisième album de la formation des tumultueux frères Gallagher, qui sort le 21 août, est l'événement discographique en Grande-Bretagne. Même si l'inspiration des Mancuniens montre des signes d'essoufflement

AU BAR de l'hôtel Concorde-Saint-Lazare, à Paris, Liam Gallagher se domine en spectacle. Le chanteur d'Oasis affiche ses airs de goupie insolente. Son accent traînant de hooligan apostrophe serveurs et attachées de presse. D'un bond, il part tambouriner le piano, prend la pose, s'écroule à nouveau sur une banquette entre deux écorces skinheads hilares. Ses gardes du corps. A l'écart, Noel, s'écroule à nouveau de son frère cadet. « Et tu voudrais que je sois inspiré par un abruti pareil ? » Le mépris est palpable quand leurs regards se croisent. Pour un peu, on prédirait la fin du quintet de Manchester, son éclatement définitif à la prochaine tentative de tournée. Mais les enfants terribles de la Britpop n'en sont pas à leur première engueulade. En 1991, déjà, lors des premiers concerts dans les bouges de Midlands, leurs humeurs fratricides étaient le moteur du groupe. Cet automne, la rumeur de leur séparation avait pris des allures de drame national. *Be Here Now*, troisième album d'Oasis, n'est sorti pas moins le 21 août. Le lion britannique bombe à nouveau le torse.

Outre-Manche, l'événement mobilise toutes les énergies. En distillant l'essence - mélodie, concision, arrogance - de ce qui fit les grandes heures de la pop insulaire, en ajoutant ce qu'il faut de modernité à un traditionalisme révérencieux, Oasis a touché le jackpot (20 millions d'exemplaires vendus de leurs deux premiers albums, *Definitely Maybe* et *(What's the Story) Morning Glory*, et déclenché des enthousiasmes irrationnels. L'Angleterre, qui se désolait de retrouver de nouveaux Beatles, est sûre de tenir enfin « le plus grand groupe de rock du monde ».

UNE VOLONTÉ DE FER

Ces derniers mois, pas un mot, pas un geste, pas une coupe de cheveux, n'ont échappé aux tabloïds. Par chance pour eux, le groupe collectionne les frasques comme les disques de platine. Cet été, on a ainsi vu Liam frapper un cycliste qui avait osé égarer sa Mercedes. Noel se faire casser la figure dans les toilettes d'un palace, les frangins siroter du champagne à la garden-party de Tony Blair et, accessoirement, leur nouveau single, *D'You Know What I Mean?*, battre des records de vente dès sa semaine de sortie.

Sa maison de disques, Creation, a beau clamer qu'Oasis est « le meilleur groupe depuis les Fab Four », que Liam est « le meilleur chanteur depuis John Lennon », Noel Gallagher, auteur-compositeur exclusif, essaie de garder les pieds sur terre. « Tout ce remue-ménage est un peu ridicule avoue-t-il, mieux vaut ne pas le prendre trop au sérieux. Oasis n'est pas le meilleur groupe depuis les Beatles. Pourquoi rayer de la carte vingt ans de bonne musique ? Nous sommes le meilleur groupe depuis les Stone Roses, qui étaient eux-mêmes les meilleurs depuis les Jam, qui étaient les meilleurs depuis les Sex Pistols... Et il serait plus juste de dire que Liam est le meilleur chanteur depuis Kurt Cobain. Avant des personnalités, le rock, c'est d'abord de la musique et des chansons. » A trente ans, gros sourcil, regard de guingois, lèvres supérieures légèrement handicapées par un semblant de paralysie faciale, l'aîné des Gallagher n'a pas le sex-appeal de son frère, frimeur de

vingt-quatre ans. Habillé d'une parka qui rappelle son amour des Who, il se veut artisan songwriter imprégné par sa musique. Ce serait oublier une volute de fer. Si Oasis suscite aujourd'hui tant d'admiration, c'est que plus qu'aucun autre groupe de sa génération, ses

membres ont brûlé de devenir rock stars. « A quel bon commencer quelque chose si ce n'est pas pour être les meilleurs ? On voulait à tout prix se sortir du chômage et des galères. Gagner le maximum de blé en un minimum de temps. » Longtemps travailleur frustré et

Une bonne première moitié

Oasis n'a jamais prétendu révolutionner le rock britannique. Il lui rend plutôt hommage, insuffisant ce qu'il faut d'arrogance et de panache pour qu'on croie à sa modernité. Dans la lignée de ses deux prédécesseurs - *Definitely Maybe* et *(What's the Story) Morning Glory* -, *Be Here Now* abreuve ses chansons de citations historiques, de références à la culture des lads et de naïveté romantique. Le cocktail fonctionne à plein sur la première moitié de l'album. *My Big Mouth* (et son intro piquée aux Sex Pistols), *Stand By Me*, *Magic Pie*, *I Hope I Think I Know*, en particulier, combleront les fans. La suite, malgré les progrès évidents de Liam Gallagher, voit le groupe onhler quelques préceptes de base. Habituellement concis, Noel Gallagher et le producteur Owen Morris allongent et boursouflent trop de mélodies. Le gros son tue l'émotion. Des boogies bloques graisseux entachent le répertoire. Et trop de refrains (*All Around the World*) semblent destinés aux foules des stades plus qu'au plaisir domestique.

★ *Be Here Now*, 1 CD Creation 11 004513 10. Distribué par Sony.

Les Beatles, un héritage encombrant

et le charisme suffisant à provoquer hurlements et évanouissements chez les groupes. Le paroxysme de leur show est atteint lors de la reprise finale - de *I am the Walrus*, titre mythique de John Lennon.

COMPLEXE FREUDIEN

Les compositions et le son, surtout, trahissent ce complexe freudien. Simple détail, les pochettes des disques sont frappées d'un logo, *Helter Skelter* (Sauve qui peut), une chanson de Paul McCartney. Mais les plages sont encombrées de citations. Sur *(What's the Story) Morning Glory*, leur précédent album, le tube *Don't Look Back in Anger* s'ouvre sur les mêmes accords de piano que ceux d'*Imagine* quand, sur le refrain de *Roll With It*, la double voix - l'une rauque, l'autre de fausse - évoque d'importance quel standard de jeunesse des Beatles. Plus généralement, l'instrumentation, avec les voix déformées par les effets de réverbération, les bandes inversées, l'orchestration (cordes et cuivres) qui lorgne vers George Martin, vise effectivement à ressusciter le travail réalisé à Abbey Road.

En fait, le groupe de Manchester cultive intellectuellement la nostalgie des Britanniques. Les vingt millions d'albums qu'il a écoulés dans le monde font la fierté du pays. Tony Blair l'a bien compris, en se déclarant fan d'Oasis. Fasse Dieu, le royaume croit recueillir avec un âge d'or, lorsque les tubes de ses fils prodiges inondent les juke-box de la planète.

De là à proclamer Oasis « nouveaux Beatles », il n'y a qu'un pas que les médias d'outre-Manche, déjà inventeurs d'une ridicule « guerre Blur-Oasis » sur le modèle du duel Beatles-Stones, continuent de franchir allègrement et aveuglément.

Le succès des *Fab Four* reposait sur la miraculeuse alchimie entre le talent de deux mélodistes bédés des dieux. Celui d'Oasis sur les qualités du seul Noel Gallagher, compositeur-produteur, instruit et appliqué, quand son frère, l'excellent chanteur, livrait l'image en se fignolant dans des poses de rock'n'roll star.

Dans le dernier numéro du magazine *Rock'n'Roll*, George Harrison, interrogé sur le phénomène, se met pas sa langue dans sa poche. Liam Gallagher est qualifié de « stupide » et de « prêt du cul ». Le frère compositeur s'en sort mieux. « Il n'est pas mauvais, mais ses chansons manquent de profondeur. » Noel Gallagher a beau se montrer humble devant ses illustres prédécesseurs, mettre ses pas dans la chaussure des géants ne suffit pas à les approcher. Il est toujours cruel de rappeler qu'à son âge (trente ans), Paul McCartney avait déjà tourné la page des Beatles en laissant derrière lui *Yesterday* (composé à l'âge de vingt et un ans), la majorité des titres de *Sgt. Pepper's* et de ceux d'*Abbey Road*. Lennon, lui, se projetait dans l'avenir en lançant ses idées, Elvis, Dylan et les Beatles.

Bruno Lesprit

Stéphane Davet

Salzbourg en délire pour la soprano Renée Fleming

Quarante-cinq minutes de rappel ont salué le récital de lieder de la chanteuse américaine

HUGO WOLF : quatre lieder sur des textes d'Edmund Morike - **OLIVIER MESSIAEN** : cinq mélodies extraites de « Chants de terre et de ciel », des « Poèmes pour Mi » et d'« Harawi », chant d'amour et de mort - **JOHANN SEBASTIAN BACH** : Cantate « Mein Herz schwimmt im Blut », pour soprano, hautbois, basson, cordes et continuo BWV 199. Par Dawn Upshaw (soprano), Markus Hinterhäuser (piano) et des solistes de la Camera Academica de Salzbourg. Peter Sellars (mise en scène). Mozarteum, le 16 août, 19 h 30.

FRANZ SCHUBERT : sept lieder - **HUGO WOLF** : quatre lieder de « Mignon » - **SAMUEL BARBER** : Nuvoletta op. 25 - **RICHARD STRAUSS** : trois lieder. Renée Fleming (soprano), Christoph Eschenbach (piano). Mozarteum, le 17 août, 19 h 30.

SALZBOURG de notre envoyé spécial
On ne s'attendait pas à rencontrer Denis Krief à Salzbourg. On savait que ce jeune et talentueux metteur en scène âgé de quarante ans s'intéressait au travail de ses collègues et à la musique (il est pianiste de formation), mais voilà deux ans que l'on n'avait pas vu son nom

à l'affiche d'un opéra français. Faut-il croire que son succès à la Bastille, où il avait mis en scène *Benvenuto Cellini*, de Berlioz, en compagnie de Myung Whun Chung, lui avait fermé les portes des théâtres lyriques français ? Invité à monter un spectacle à Ferrare en Italie, il y est finalement resté et y vit depuis deux ans. « Je travaille beaucoup dans la péninsule, en Autriche, en Allemagne et en Russie, » a-t-il déclaré au Monde. A Moscou, je vais mettre en scène Volante de Tchoukovski à l'Hermitage, un théâtre lyrique d'avant-garde. À Ferrare, la Clémence de Titus, de Mozart. Michael Kluge, ancien dramaturge de l'Opéra de Hambourg et ancien directeur de l'Opéra de Mannheim, vient d'être nommé intendant de celui de Linz. L'une de ses premières décisions a été de me confier un cycle Verdi qui s'étendra sur six ans et commencera par un Rigoletto. Je suis à Salzbourg, où je n'étais pas venu depuis l'époque où j'étais assistant de Jean-Pierre Ponnelle, parce que Gérard Mortier est l'un des très rares directeurs de grandes institutions qui aient une vraie réflexion sur le théâtre lyrique. »

La soprano Dawn Upshaw est là, elle aussi. Cette artiste d'est en rien une diva qui promène quelques rôles dans les grandes maisons d'opéra en égrenant de-ci de-là

quelques récitals de lieder. Elle pratique l'opéra, la comédie musicale américaine, les répertoires américains, français, germaniques et italiens, baroques, classiques, romantiques et du XX^e siècle. Inoubliable Ange dans le *Saint François d'Assise* d'Olivier Messiaen à Salzbourg puis

de Bach. Un programme savant qui foitonne d'autant mieux que Dawn Upshaw le chante avec une joie rayonnante qui fait oublier qu'elle est loin d'avoir les moyens vocaux exigés par les mélodies de Français, composées pour une voix rien moins que wagnérienne.

En attendant « Don Giovanni »

Lauréate des Prix Richard-Tucker, George-London et de divers concours internationaux de chant, la soprano Renée Fleming, aujourd'hui dans sa trentaine, a chanté à Londres, New York, Buenos Aires, Pesaro, San Francisco, Chicago, Houston, Dallas, Glyndebourne et Paris sous la direction de Solti, Barenboim, Ozawa, Levine, Haitink, Abbado, Chailly, Eschenbach, Gergiev et Tilsen Thomas. Dorénavant sous contrat exclusif avec Decca, elle avait enregistré jusque-là pour Sony et RCA. Son *Armida* de Rossini, captée en public à Pesaro, sous la direction de Daniele Gatti (Sony), est un étalon-or du chant rossinien. Ses *Quatre Derniers Lieder* de Strauss, avec l'Orchestre de Houston et Christoph Eschenbach (RCA), font jeu égal avec le légendaire disque de Schwarzkopf. On attend avec impatience le *Don Giovanni* de Mozart qu'elle vient d'enregistrer avec Solti et dont la parution est imminente (Decca).

À la Bastille dans la mise en scène de Peter Sellars, elle vient de chanter pour la première fois de sa carrière Mélisande, ici même à Salzbourg dans une « mise en images » de Robert Wilson. Ce soir, elle donne un récital au programme lyrique, jeu de miroirs entre l'inspiration « religieuse » de Messiaen et une cantate

Upshaw compense ses limites objectives par une ferveur et un timbre irradiant, une simplicité d'approche qui fait taire toute critique. Si ce n'est que sa prononciation parfaite expose des fautes de lectures cunéiformes dans les poèmes en français. La mise en scène de Sellars est un prolongement émotion-

nel du texte de la cantate de Bach qui ne paraît pas essentielle, mais doit vraisemblablement mettre la chanteuse dans un état psychologique et physique proche de l'extase. Upshaw la communique au public qui lui fait un triomphe, malgré un accompagnement musical qui ne décolle jamais, raide et d'une intonation parfois approximative.

SOUFFLE D'ENFER

Renée Fleming, croisée la veille dans la rue, avait un trac insupportable. Raire ses débuts à Salzbourg, dans un récital de lieder, l'exercice le plus difficile pour un chanteur, a de quoi donner quelques sueurs froides d'autant qu'elle doit se produire dans le Mozarteum où elle participa à un concours Mozart qu'elle remporta. Quarante-cinq minutes de bis et de rappels d'une salle en délire ont dû rassurer cette jeune Américaine que les Français connaissent depuis que Hughes Gall a eu la bonne idée de l'inviter régulièrement à l'Opéra de Paris - sous la direction de Solti, elle fut une inoubliable Donna Anna, elle a récemment redonné le bison de la Manon de Massenet et s'apprête à chanter la Maréchale du Chevalier à la rose de Strauss.

Voix parfaite sur toute la tessiture, souffle infini, timbre charnel, fruité, qu'elle interprète Wolf, Schu-

bert, Barber, Strauss, Rachmaninov, Dvorak ou Gershwin, Renée Fleming est la perfection même. Elle sait, en quelques instants, recréer le microcosme de chaque lieder avec un naturel, une absence de théâtralité excessive qui n'est pas sans rappeler l'art de Victoria de Los Angeles. Fleming est la meilleure nouvelle qui soit arrivée au chant lyrique depuis les débuts de Cecilia Bartoli, il y a dix ou douze ans. Car si l'on ne manque pas d'hommes pour chanter le lieder, les femmes s'y sont faites rares à ce niveau.

Triomphe historique, d'autant que le répertoire était d'une sévérité, d'une droiture qui ne peuvent être adoucies que par une discipline invisible, un goût sans faille - dont témoignait un *Summertime* de Gershwin qui ne portait aucun des stigmates des chanteuses classiques. Jessye Norman, il y a vingt ans, provoqua pareil choc lors de ses premières apparitions en France, pays d'où sa carrière devait s'étendre au monde entier. Mais elle n'a que trop rarement fait équipe avec un pianiste de la stature de Christoph Eschenbach qui n'aura pas été pour rien dans ce triomphe salzbourgeois. Le lieder doit être partagé par deux artistes, pas accompagné.

Alain Lompech

سازمان اسناد و کتابخانه ملی

Emploi, défense et budget au menu du conseil des ministres

Les projets de loi sur les 350 000 « emplois jeunes », la réforme du service national et diverses mesures financières pour réduire le déficit budgétaire sont à son ordre du jour

EMPLOI, défense, finances publiques et, évidemment, cohérence : à l'ordre du jour du conseil des ministres, du mercredi 20 août, qui marque la rentrée du gouvernement, ne manque que l'immigration parmi les dossiers sensibles que va devoir gérer Lionel Jospin, dans les mois à venir.

Après une longue semaine de pose durant laquelle, les arbitrages ayant été rendus sur les dépenses des administrations publiques, la plupart des ministres et de leurs collaborateurs ont pris quelques jours de repos, la machine gouvernementale s'est remise en marche. Le président de la République, qui doit rentrer mardi 19 de ses vacances à l'île Maurice, et le premier ministre auront avant le conseil de mercredi leur premier entretien depuis trois semaines. Si l'Elysée et Matignon ont réagi de façon parfaitement identique aux événements de l'île comorienne d'Anjouan, le chef de l'Etat aura, s'il le souhaite, la possibilité de rappeler à cette occasion sa prééminence en matière de défense nationale.

L'examen par le conseil des ministres du projet de loi d'Alain Richard réformant le service national ne devrait pas, en soi, soulever de difficultés puisqu'il ne se distingue de celui du précédent gouvernement que par la quasi-suppression du « rendez-vous citoyen », qui ne correspondait pas à un souhait de Jacques Chirac. En revanche, il pourrait fournir à celui-ci l'occasion de s'exprimer sur le non respect de la loi de programmation militaire par le projet de budget en cours d'élaboration. A Matignon, on assure que l'essentiel a été respecté puisque les armées disposent de tous les crédits nécessaires

à leur professionnalisation, la réduction des dépenses d'investissement ne devant se traduire que par un étalement dans le temps des grands programmes d'équipements.

Les choix budgétaires de M. Jospin pourraient néanmoins entraîner des difficultés au sein même de sa majorité. Certes, l'augmentation de l'impôt sur les sociétés, qui figure dans un projet de loi portant diverses dispositions financières, n'a été que peu critiquée, mais le changement de statut fiscal d'EDF est inscrit aussi dans ce texte, au grand mécontentement de la CGT (lire page 5). Surtout, le président

du groupe communiste de l'Assemblée nationale, Alain Bocquet, vient d'écrire au premier ministre pour lui faire part de ses « préoccupations » sur les orientations de la loi de finances telles qu'elles « semblent se dessiner ».

La principale promesse électorale de Lionel Jospin, en revanche, sera tenue : le premier texte examiné par le Parlement, dès la reprise de ses travaux, sera le projet de loi permettant la création de 350 000 emplois pour les jeunes dans les secteurs public et para-public. Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, pourra le présenter au conseil des ministres

de mercredi, avec d'autant plus de facilité qu'elle a obtenu, lors des arbitrages budgétaires, dix milliards de francs pour la création de quelque 150 000 postes dès 1998, et cela sans réduire, pour autant, les crédits consacrés aux autres dispositifs d'aides à l'emploi. Mais il lui reste le plus dur : convaincre les chefs d'entreprise de faire le même effort dans le secteur privé. Ce sera un des dossiers de la conférence qui réunira les partenaires sociaux et le gouvernement, courant septembre, sur les salaires, l'emploi et la réduction du temps de travail.

Sa préparation sera un des points à l'ordre du jour de la réu-

nion de l'ensemble des membres du gouvernement à Matignon, jeudi 21. Ils débattront aussi des suites à donner au rapport Weil sur l'immigration et du calendrier du travail gouvernemental dans les semaines à venir. Mais M. Jospin, ayant l'intention, comme à son habitude, d'organiser un tour de table, il est probable que tous les dossiers politiques seront abordés, même si le premier ministre prévoit de ne traiter du budget que lors d'une séance de travail des ministres et ministres délégués, le jeudi 4 septembre.

Thierry Bréhier

La direction de Radio-France sanctionne François Jouffa

« INACCEPTABLE » : telle était la formule la plus souvent employée, lundi 18 août à Radio-France, pour qualifier l'attitude de l'animateur François Jouffa qui, au cours de l'émission « Le téléphone sonne » du 15 août, avait mis en cause le journaliste Fabrice Le Quintrec, qualifié de « sympathisant notoire du Front national », et le PDG de Radio-France, Michel Boyon, « qui accepte cet état de fait alors que des sensibilités de gauche ont été évincées » (Le Monde date 17-18 août).

« La direction générale de Radio-France a décidé de mettre un terme dès ce lundi 18 août à la collaboration de François Jouffa sur France Inter. En lisant à l'antenne un texte rédigé au début de l'émission "Le téléphone sonne", François Jouffa a porté atteinte à l'image professionnelle et privée du journaliste Fabrice Le Quintrec. Il est totalement inacceptable que des antennes soient utilisées pour régler des conflits de personnes. » « Vinyl Café », qu'animait François Jouffa, a immédiatement été arrêté et est remplacé par une émission musicale, présentée par Noëlle Brehm.

« SOUDAINEMENT FERMETÉ » En réalité, l'esclandre fait par François Jouffa ne trouve guère de soutien dans les couloirs de la Maison ronde, où l'on estime que « le respect de l'antenne est une chose sacrée ». Si, du côté de la direction générale, on s'efforce de minimiser les conséquences de cette affaire, celle-ci provoque tout de même quelques commentaires. « Ce nouvel incident témoigne en tous cas du malaise actuel de Radio-France ; il ne fait que fragiliser un peu plus son image auprès de ses auditeurs. Il devient urgent que tous ceux qui ont pour mission d'assurer le développement harmonieux du service public de la radio trouvent les moyens de le restaurer », affirme, dans un communiqué, la Société des journalistes de Radio-France, qui, par ailleurs, s'interroge sur la « soudaine fermeture » de la direction « alors que des dérapages du même type n'ont pas été sanctionnés ces mois derniers ». La Société des journalistes fait ainsi allusion aux déclarations faites sur l'antenne en juin par le chroniqueur Gérard Miller contre Jacques Santamaria, directeur des programmes de la station : sa mise à pied ne devrait pas empêcher de participer à nouveau à l'émission de Laurent Ruquier.

Tout en convenant qu'il a commis quelques erreurs tactiques, François Jouffa précise qu'il participait à cette émission en tant qu'invité et non pas en tant que collaborateur de Radio-France. « Je ne supporte pas d'être dans une émission animée par un journaliste qui, lorsqu'il faisait la revue de presse, citait régulièrement les articles des journaux d'extrême droite, National Hebdo, Présent et Minute. »

Françoise Chirot

DÉPÊCHES

■ KENYA : 400 échoppes ont été brûlées dans la nuit du lundi 18 au mardi 19 août à l'Africa Carlo Market, près de la plage de Malindi, à 120 km au nord de Mombasa, ont rapporté, mardi, des témoins. Il s'agit de la première attaque contre un site touristique depuis le début des violences sur la côte kenyane. Selon un premier bilan, l'attaque n'a fait que des blessés. Les violences perpétrées par des jeunes, commencées mercredi 13 août, ont fait jusqu'à présent au moins 33 morts. — (AFP)

■ SÉCURITÉ : les agressions contre des voyageurs et agents de conduite dans les transports publics de province ont progressé de 37 % en 1996, selon une enquête de l'Union des transports publics (UTP). L'enquête, menée auprès de 81 entreprises de transport, a répertorié plus de 2 000 agressions en 1996, dont plus de deux tiers dans des villes de plus de 250 000 habitants. Les voyageurs en ont été les principales victimes, notamment les jeunes en âge scolaire (33 %).

Les élus locaux sont décidés à créer des emplois pour les jeunes

QU'ILS APPARTIENNENT à la majorité ou à l'opposition, les élus locaux se disent aujourd'hui prêts à créer des emplois pour les jeunes, dont ils assureraient 20 % du financement. Les élus de gauche sont évidemment soutenus d'aider le gouvernement à tenir une promesse centrale de la campagne électorale, indique-t-on à la Fédération nationale des élus socialistes et républicains (Foesr), présidée par le maire de Quimper, Bernard Folgosa. Dans la majorité, une seule voix discordante s'est pour l'instant fait entendre, celle du sénateur socialiste Gérard Delafau. Il a récemment déclaré au quotidien Les Echos que le nouveau contrat de travail proposé par le gouvernement porte « en germe une fonction publique bis, c'est-à-dire ou rubric, comme le croient les organisations syndicales ». « Ce projet de contrat ouvre la porte à la

demande des entreprises qui voudraient faire un nouveau pas dans la flexibilité du statut de leurs salariés », estime M. Delafau.

Du côté de l'opposition, aucune association d'élus n'appelle au boycott des emplois pour les jeunes, bien que la droite en ait vigoureusement combattu le projet pendant la dernière campagne électorale. Les élus locaux constatent aujourd'hui qu'ils ne peuvent faire autrement que de mettre en œuvre un dispositif destiné à limiter le chômage, principale préoccupation de leurs administrés. Jean-Pierre Raffarin, président (UDF-DL) du conseil régional de Poitou-Charentes, vient d'écrire au premier ministre pour lui dire que sa région « se porte candidate à une expérimentation innovante » : il souhaite que ses projets soient validés par les préfets, et non par des fonctionnaires

parisiens. « Ne payer que 20 % de ces emplois est une aubaine à saisir pour une région fragile comme Poitou-Charentes. Je saurais donc faire partie des premiers bénéficiaires », a expliqué au Monde l'ancien ministre des PME.

PERSPECTIVES ÉLECTORALES

Avant même que le projet soit voté par le Parlement, Jean-François Babin, président (RPR) du conseil régional de Bourgogne, vient pour sa part d'annoncer que sa collectivité « s'engage pour 1 000 emplois jeunes » — « autant que la SNCF », précise-t-il.

À droite comme à gauche, la perspective des élections cantonales et régionales pourrait inciter certains maires, présidents de conseil général ou régional, à une certaine surenchère. Mais les élus ont aussi des moyens limités, et l'opposition tient à rappeler qu'elle

Rafaele Rivais

Montserrat est menacée par une nouvelle éruption de la Soufrière

Un bateau britannique est prêt à participer à l'évacuation de l'île caraïbe

POINTE-À-PITRE (Guadeloupe) de notre correspondant

La poursuite des manifestations éruptives de la Soufrière de Montserrat et l'évacuation vers la zone de vie du nord de l'île, dans la soirée du samedi 16 août, des quelque 2 000 habitants des villages d'Olivebank et de Salem, jusqu'alors situés à la frontière de la zone d'exclusion humaine directement menacée par le volcan, ont conduit les autorités britanniques à annoncer, dimanche 17 août à Londres, la mise en œuvre d'un « plan d'évacuation partielle volontaire » de la population de leur colonie des Caraïbes. Un navire de la marine royale, le HMS Liverpool, équipé d'hélicoptères, a accosté l'île, lundi 18 août, afin d'aider à une évacuation.

Tous les Montserratiens qui en avaient les

moins ont quitté l'île dès le début de l'éruption de la Soufrière en juillet 1995. Seuls 5 500 des 12 000 habitants — des « sujets britanniques d'outre-mer » qui ne possèdent pas la nationalité britannique et doivent disposer d'un visa pour pénétrer au Royaume-Uni — demeurent encore sur place. Ils sont cantonnés à l'abri des menaces directes du volcan, dans le tiers nord de l'île, dont la superficie totale est de 102 km². Selon l'expression officielle, ils ont été « provisoirement relégués » dans des baraquements métalliques, dans des écoles ou des églises. Vieilles cabanes de paysans dont le patrimoine se résume désormais à quelques vêtements et, un réfugié-tour, ils attendent la fin des manifestations éruptives ou une hypothétique exil provisoire.

Les autorités britanniques et le gouvernement autonome de Montserrat ont pris la précaution de solliciter les pays voisins dans l'hypothèse où toute la population de l'île devrait être évacuée en cas d'émission de cendres acides ou toxiques. Toutefois, elles étaient jusqu'alors opposées à la mise en œuvre de ce plan d'évacuation totale : Bertrand Osborne, le chef ministre de Montserrat, avait même entrepris d'élaborer un « plan de développement du nord » de l'île, prévoyant l'implantation d'une nouvelle capitale dans le petit port de Little Bay (où une jetée a déjà été construite) et l'installation d'une piste d'aviation.

Il avait prévu d'y consacrer une partie de l'enveloppe de 45 millions de livres, dont l'attribution lui a déjà été annoncée par

Londres, et fondait les plus grands espoirs à ce sujet dans la visite que le secrétaire d'Etat britannique au développement international, George Foulkes, a prévu d'effectuer à Montserrat, le 31 août.

L'annonce, par M. Foulkes de la mise en œuvre immédiate d'un « plan d'évacuation partielle » de Montserrat, exclusivement basé sur le volontariat — moyennant des incitations qui devaient être connues mardi —, est donc apparue comme une décision essentiellement politique dictée par la nécessité de s'adapter à la configuration amenée de la « zone de vie » du nord de l'île, soumise à une pression humaine devenue plus importante encore, durant le dernier week-end.

Eddy Nedeljkovic

Deux ans d'activité

- 18 juillet 1995 : éruption « phrénétique » : le magma a réchauffé des poches d'eau souterraine, et la pression entraîne l'émission de vapeur et de cendres.
- 25 août 1995 : une forte éruption de cendres conduit à l'évacuation de la capitale, Plymouth ; 6 000 personnes se rendent dans le nord de l'île.
- Septembre 1995 à mars 1996 : formation d'un dôme par accumulation de lave.
- 17 septembre 1996 : une explosion détruit un quart du dôme ; 600 000 tonnes de cendres retombent sur le sud de Montserrat.
- Octobre 1996 à avril 1997 : le dôme se reconstruit et s'effondre à plusieurs reprises.
- Mai : début des projections de pierres et renforcement des coulées pyroclastiques.
- 25 juin : une vaste coulée fait sept morts et 19 disparus dans la zone d'exclusion. Evacuation de l'unique aéroport.
- 3 août : une coulée pyroclastique atteint Plymouth et cause des incendies dans la capitale évacuée.
- 8 août : ordre d'évacuation du centre de l'île.
- 18 août : le secrétaire d'Etat britannique au développement international, George Foulkes, évoque la possibilité d'une « éruption massive et cataclysmique ».

Un strato-volcan « gris » situé aux franges de la plaque caraïbe

LE VULCANOLOGUE Maurice Krafft, qui avec sa femme Katia a péri dans l'explosion du mont Unzen au Japon le 3 juin 1991, les appelle « volcan gris ». Parce qu'ils émettent roches et nuées, mais peu de lave liquide. Le volcan de Soufrière Hills de Montserrat fait partie de ces volcans explosifs, plus dangereux que leurs cousins effusifs « rouges » qui, à Hawaï par exemple, s'épanchent paisiblement en gerbes colorées.

Une autre typologie rattache Soufrière Hills aux strato-volcans stromboliens, famille qui compte les redoutables mont Saint Helens, Pinatubo ou encore mont Unzen. Le volcan de Montserrat est cousin de

nombre de « souffrières » (Guadeloupe, Sainte-Lucie, Saint-Vincent), sans que cette homonymie signifie pour autant qu'ils sont reliés souterrainement.

Ces strato-volcans sont constitués de couches successives de coulées de lave et de couches pyroclastiques formées de projections de blocs, de lapilli et de cendres. Ce type de volcans, aussi dit « composites », se trouve généralement le long des arcs de subduction : Soufrière Hills est issu, tout comme le chapelet des autres volcans des Antilles, de l'affrontement des plaques Pacifique et Atlantique, qui se rapprochent de quelques centimètres par an et plongent sous la petite

plaque Caraïbe, prise en tenaille. Aux franges de celle-ci, des poches magmatiques se constituent en profondeur. Ces roches visqueuses cherchent à s'élever en surface, contribuant au fil des éruptions qui se sont succédées ces derniers millions d'années à la formation des îles.

Les strato-volcans sont particulièrement redoutés. D'abord, parce qu'ils sont les plus nombreux (60 % du total) et que la teneur élevée en silice qu'ils contiennent attire généralement à leur pied une vaste population. Ensuite, parce que l'effacement qui les caractérise est souvent fragilisé par les infiltrations d'eau, les tremblements de terre incessants et la poussée magmatique, qui favorisent les glissements de terrain, les coulées de boue et les avalanches. Ainsi, le flanc nord du mont Saint Helens s'est effondré durant les premières phases de l'éruption de 1980. En 1792, le même phénomène avait entraîné la formation d'un raz-de-marée meurtrier (15 000 victimes) au pied du mont Unzen. Des coulées de boue ont fait 23 000 morts au pied du Nevado del Ruiz, en Colombie, le 13 novembre 1985. En 1991, ces « labar » qui ont dévalé les pentes du Pinatubo aux Philippines ont fait 200 victimes.

Montserrat risque-t-elle de tels cataclysmes ? La probabilité d'une destruction totale de l'île, similaire à celle causée en Indonésie par l'explosion du Krakatau en 1883 (36 000

morts), paraît infime. Si un tel phénomène devait se produire, il serait, selon les spécialistes, annoncé par des signes avant-coureurs très clairs. Par ailleurs, le relief de l'île met sa partie nord à l'abri des coulées pyroclastiques, qui seront guidées dans des vallées dont la population a été évacuée. En revanche, les cendres et les « bombes » issues des explosions peuvent retomber sur l'ensemble de Montserrat.

Pour l'instant, le dernier communiqué de l'Observatoire du volcan de Montserrat (MVO) indiquait, lundi 18 août, que l'activité de Soufrière Hills reste d'un « niveau élevé » et est caractérisée par des nuées, et secousses telluriques et des chutes de pierres continues. De fortes émissions de vapeur ont été observées sur le flanc nord du dôme, et de nouvelles explosions pourraient survenir « avec ou sans signes avant-coureurs », se traduisant par la chute de pierres et de cendres sur toutes les faces du volcan. Aussi l'Observatoire recommande-t-il à la population de se tenir prête à s'abriter à tout moment sous des abris ou des toitures solides, de disposer d'un casque et de porter des masques pour se protéger de la poussière.

Hervé Morin

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LÉMONDE

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES		OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES	
	18/08		18/08
Tokyo Nikkei	18961 -0,42 -2,07	Paris CAC 40	2909,24 +1,36 +25,63
Hong Kong Index	15477,26 -3,85 +15,06	Londres FT 100	4680,50 +0,94 +18,50
Tokyo Nikkei sur 3 mois		Zurich	100 -1,00
		Milan MIB 30	21516 +1,05 +37,07
		Frankfurt Dax 30	4138,79 +1,89 +43,86
		Bruxelles	14248 +1,01 +34,97
		Suisse SMI	100 -1,00
		Madrid Ibex 35	6622,12 +1,07 +28,47
		Amsterdam CDS	100 -1,00

Tirage du Monde daté mardi 18 août : 464 388 exemplaires

3